**PLF 2016 - EXTRAIT DU BLEU BUDGÉTAIRE DE LA MISSION :
CULTURE**

Version du 06/10/2015 à 01:25:11

PROGRAMME 175 :
PATRIMOINES

MINISTRE CONCERNÉE : FLEUR PELLERIN, MINISTRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

TABLE DES MATIÈRES

Programme 175 : Patrimoines

Présentation stratégique du projet annuel de performances	3
Objectifs et indicateurs de performance	8
Présentation des crédits et des dépenses fiscales	17
Justification au premier euro	23
Opérateurs	57

PRÉSENTATION STRATÉGIQUE DU PROJET ANNUEL DE PERFORMANCES

Vincent BERJOT

Directeur général des patrimoines

Responsable du programme n° 175 : Patrimoines

La politique de l'État en matière de patrimoine culturel s'articule autour des objectifs suivants :

- rendre accessible et faire mieux comprendre à tous les publics le patrimoine sous toutes ses formes, qu'il s'agisse d'œuvres artistiques, de patrimoine monumental, archéologique ou ethnologique, de création architecturale ou de patrimoine archivistique ;
- sauvegarder, protéger, étudier, mettre en valeur et enrichir ce patrimoine ;
- améliorer le cadre de vie, non seulement en favorisant la protection et la mise en valeur des espaces de grande qualité patrimoniale (secteurs sauvegardés, abords de monuments historiques, etc.) mais, plus généralement, en encourageant la qualité architecturale sur l'ensemble du territoire.

Elle s'appuie sur le développement des synergies avec les différents acteurs des politiques culturelles et tout particulièrement sur les partenariats entre l'État et les collectivités territoriales.

Dans ce cadre, le programme 175 « Patrimoines » finance les politiques publiques destinées à constituer, préserver, enrichir et mettre en valeur le patrimoine muséal, monumental, archéologique, archivistique et immatériel ainsi que l'architecture et à assurer la diffusion de ces patrimoines auprès du public le plus large.

Les orientations stratégiques pour l'année 2016 s'articulent autour des trois axes forts de politique ministérielle définis pour les années 2015 à 2017 :

- contribuer au projet national d'éducation artistique et culturelle et à la qualité de l'accueil des publics ;
- assurer la transmission de ce patrimoine aux générations futures ;
- œuvrer pour l'égalité et le développement des territoires à travers leur mise en valeur patrimoniale et architecturale.

Elles s'inscriront plus particulièrement, en 2016, dans un contexte renouvelé par la mise en œuvre du projet de **loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (LCAP)** déposé à l'Assemblée nationale le 8 juillet 2015 et de la **stratégie nationale pour l'architecture**.

Contribuer au projet national d'éducation artistique et culturelle et à la qualité de l'accueil des publics

L'accès au patrimoine constitue un levier majeur de l'éducation artistique et culturelle.

Au-delà de l'attention constante portée à l'évolution de la fréquentation des institutions patrimoniales, l'accent sera mis sur :

- la capacité à favoriser la diversité de leurs publics, en veillant plus particulièrement à encourager l'accès des publics jeunes, des publics du champ social et du public familial, ce qui passe à la fois par une politique tarifaire adaptée et par la mise en œuvre de partenariats, notamment avec le réseau associatif ;

Patrimoines

Programme n° 175 | PROJET ANNUEL DE PERFORMANCES

- la qualité de l'accueil des publics, pour favoriser la compréhension de ce qui est vu et susciter le désir de nouvelles visites, qui suppose notamment des dispositifs de médiation de qualité et des services éducatifs adaptés aux différentes attentes des publics ;
- la découverte de la diversité et de la richesse de notre patrimoine au-delà des institutions les plus connues et, au sein de ces dernières, la mise en valeur de parcours inédits ;
- **un dispositif nouveau d'accueil de groupes scolaires, le jour habituel de fermeture du musée du Louvre, du château de Versailles et du musée d'Orsay**, qui pourront accéder dans des conditions privilégiées à des espaces moins fréquentés et découvrir d'autres facettes des collections de ces trois établissements. Cette mesure permettra ainsi d'ouvrir encore plus largement ces institutions au jeune public.

De nombreuses initiatives nationales soutenues par le programme 175 « Patrimoines » jouent également un rôle important dans ce cadre (journées européennes du patrimoine, nuit des musées, rendez-vous au jardin, journées de l'archéologie, etc.).

Les institutions patrimoniales sont enfin particulièrement engagées pour offrir des missions aux volontaires du service civique, « citoyens de la culture », dont l'action contribuera à favoriser l'accès de tous à la culture et à mettre la culture au service des valeurs républicaines.

Assurer la transmission du patrimoine aux générations futures

Le ministère de la Culture et de la Communication élabore des règles communes et s'assure de la cohérence scientifique et technique de la politique d'ensemble menée dans les différents domaines du patrimoine (archives publiques, archives privées protégées, musées de France, opérations archéologiques, monuments historiques, espaces protégés, opérations d'inventaire général du patrimoine culturel), qu'il s'agisse de patrimoine immobilier ou mobilier, ancien ou plus récent, monumental ou industriel, matériel ou immatériel.

Dans le cadre d'une très grande diversité des acteurs de ces politiques, ce contrôle scientifique et technique revêt en effet une importance cruciale pour la conservation des patrimoines et leur transmission aux générations futures. A ce titre, le renforcement du contrôle scientifique et technique en matière d'archéologie préventive et en matière de restauration des biens appartenant aux collections publiques est prévu par le projet de loi LCAP.

L'année 2016 permettra la généralisation des stratégies pluriannuelles régionales d'intervention en matière de monuments historiques. Initiée en 2015, cette démarche a pour objectif une présentation synthétique et claire par l'État de ses priorités d'intervention par région en termes d'entretien et de restauration, priorités partagées avec l'ensemble de ses partenaires afin d'améliorer l'action publique en matière de monuments historiques sur le territoire.

L'objectif de transmission du patrimoine aux générations futures et l'impératif d'entretien et de restauration des monuments historiques s'appuient sur la poursuite du travail d'élaboration de programmes d'investissement pluriannuels permettant l'entretien, la conservation, la restauration et le bon fonctionnement du patrimoine de l'État (CNAC-GP, châteaux de Versailles et de Fontainebleau, Grand-Palais ou monuments nationaux confiés au CMN) et la participation technique et financière de l'État à l'entretien et à la restauration des monuments historiques appartenant aux collectivités territoriales et aux propriétaires privés.

Cet objectif passe aussi par le soutien apporté à l'inscription de nouveaux biens au patrimoine mondial de l'humanité (dont le nombre a été porté à 41 pour la France en juillet 2015 avec les « Coteaux, maisons et caves de Champagne » et les « Climats du vignoble de Bourgogne »), politique que renforcera l'introduction dans notre droit, par le projet de loi LCAP, d'une meilleure reconnaissance juridique de la notion de patrimoine mondial.

La transmission du patrimoine aux générations futures repose également sur la lutte contre le trafic illicite des biens culturels, notamment ceux issus de zones de conflits armés subissant des pillages, action que la direction générale des patrimoines porte de manière volontaire en lien avec ses partenaires nationaux (office central de lutte contre le trafic des biens culturels [OCBC], douanes, police et gendarmerie, etc.) et internationaux (Unesco, Conseil international des musées [ICOM], Interpol, etc.).

La politique de protection et de mise en valeur du patrimoine s'appuie également sur des dépenses fiscales ciblées au titre des charges spécifiques qu'ont à assurer les propriétaires privés de monuments historiques et qui trouvent leur justification dans l'exigence des prescriptions de l'État en matière d'entretien et de restauration et leur impact économique (maintien des savoir-faire et des emplois).

La conservation préventive dans le domaine des musées (mise aux normes des équipements, politiques de sécurité, établissement de plans de récolement) et la politique de protection et de numérisation des archives publiques participent également de ces objectifs. La place de plus en plus importante prise par les documents nativement numériques, tels que les courriels, dans les échanges administratifs, rend indispensable la mise au point de systèmes d'archivage de ces documents. A ce titre, les travaux dans le cadre du projet interministériel VITAM se poursuivront en 2016.

En matière d'archéologie préventive, les grands principes mis en avant par le rapport intitulé « *Pour une politique publique équilibrée de l'archéologie préventive* » remis le 26 mai dernier par la députée Martine Faure, chargée d'une mission de réflexion sur l'archéologie préventive par le Premier ministre à la demande de la ministre de la Culture et de la Communication, pourront constituer le socle d'une action renouvelée en faveur de cette politique publique, notamment par le renforcement du rôle de l'État et des services régionaux d'archéologie en matière de contrôle des opérations et des opérateurs, en s'appuyant, notamment, sur les dispositions du projet de loi LCAP. Enfin, l'année 2016 permettra de sécuriser les moyens dédiés aux opérations de diagnostics de l'archéologie préventive en finançant cette politique sur crédits budgétaires plutôt que par les recettes de la redevance d'archéologie préventive (RAP).

Œuvrer pour l'égalité et le développement des territoires à travers leur mise en valeur patrimoniale et architecturale

Le programme « Patrimoines » s'attache à l'égalité des territoires et à leur mise en valeur en finançant les projets structurants qui contribuent à l'accès du plus grand nombre à la culture et à l'attractivité économique de ces territoires.

La priorité est donnée à la consolidation de la politique d'investissements en faveur des monuments historiques, du réseau des musées de France et des archives départementales en faisant porter les efforts sur des projets irriguant l'ensemble du territoire, permettant le développement de l'accueil des publics et la valorisation des patrimoines.

Le ministère a le souci d'accompagner les collectivités territoriales dans la conduite d'une planification urbaine de qualité prenant en compte notamment l'architecture, les paysages et les patrimoines culturels existants dans une démarche de développement durable du territoire.

L'efficacité des moyens mis en œuvre pour atteindre cet objectif sera renforcée par les dispositions du projet de loi LCAP qui favoriseront une meilleure intégration des politiques patrimoniales dans les projets d'aménagement et de mise en valeur des territoires, dans le respect des enjeux intrinsèques de la préservation du patrimoine.

La promotion de la qualité architecturale dans les territoires sera recherchée au travers de la mise en œuvre des préconisations découlant de la stratégie nationale pour l'architecture qui doit jouer un rôle majeur pour l'amélioration du cadre de vie, la définition de la ville de demain, la transition énergétique, le logement, la création architecturale.

Les politiques portées par le ministère en faveur du patrimoine et de l'architecture s'inscriront aussi dans l'accompagnement des projets de revitalisation des centre-bourgs et les projets portés par l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) dans le cadre du nouveau programme national de renouvellement urbain (PNRU).

Patrimoines

Programme n° 175 | PROJET ANNUEL DE PERFORMANCES

Cette politique s'appuie sur le dispositif fiscal dit "Malraux", qui constitue un levier de conservation du patrimoine urbain, de revitalisation des territoires, de lutte contre l'habitat indigne et de promotion de la mixité sociale, en octroyant une réduction d'impôt sur le revenu au titre des dépenses de restauration d'immeubles bâtis situés dans les espaces protégés.

Elle s'appuie également sur les labels, qui constituent un outil efficace de promotion de la richesse patrimoniale des territoires, qu'il s'agisse du label « Patrimoine du XX^e siècle », du label « Ville ou Pays d'art et d'histoire » (VPAH) ou de celui de « Maison des illustres ».

Le programme 175 « Patrimoines » contribue également à l'enrichissement patrimonial sur l'ensemble du territoire français par des actions comme le soutien à la politique d'acquisition des musées de France ou à l'enrichissement des fonds d'archives. Cet enrichissement des collections publiques mobilise de multiples vecteurs comme les dons, donations, dations ou réductions d'impôt sur les sociétés pour les entreprises ayant contribué financièrement à l'achat de Trésors nationaux et autres biens culturels spécifiques.

Moyens d'intervention

Outre la direction générale des patrimoines, qui a pour mission de concevoir, animer, orienter et évaluer la politique de l'État en faveur des patrimoines et la délégation générale à la langue française et aux langues de France, la mise en œuvre de ces politiques s'appuie sur :

- le réseau des directions régionales des affaires culturelles (DRAC) : conservations régionales des monuments historiques, services régionaux de l'archéologie, conseillers pour les musées, conseillers pour l'architecture, conseillers pour l'ethnologie. Les DRAC agissent en partenariat étroit avec les collectivités territoriales et les acteurs culturels régionaux ; intégrés aux DRAC depuis 2010, les 100 services territoriaux de l'architecture et du patrimoine (STAP) exercent une mission de conseil auprès des collectivités territoriales et des particuliers et sont chargés de la délivrance d'avis sur les projets modifiant les espaces protégés – bâtis ou naturels – et de la conservation des palais nationaux et des monuments historiques affectés au ministère chargé de la culture. Ils assurent également la maîtrise d'œuvre des travaux d'entretien des édifices classés au titre des monuments historiques appartenant à l'État ;
- le contrôle scientifique et technique assuré par les conservateurs de l'État mis à la disposition des archives départementales ;
- un réseau d'opérateurs sous tutelle : les Arts décoratifs, le Centre des monuments nationaux (CMN), la Cité de l'architecture et du patrimoine (CAPA), le Centre national d'art et de culture - Georges Pompidou (CNAC-GP), le Domaine national de Chambord, l'établissement public du château de Fontainebleau, l'Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture (OPPIC), l'Établissement public du château, du musée et du domaine national de Versailles (EPV), l'Institut national d'histoire de l'art (INHA), l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP), le musée Guimet, le musée Gustave Moreau, le musée Jean-Jacques Henner, le musée du Louvre, le musée du Quai Branly, le musée Picasso-Paris, le musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée, l'Établissement public du musée d'Orsay et du musée de l'Orangerie, l'Établissement public de la Réunion des musées nationaux et du Grand Palais des Champs-Élysées ;
- un réseau de services à compétence nationale (SCN) : les musées nationaux, le Centre de recherche et de restauration des musées de France (C2RMF), le Laboratoire de recherche des monuments historiques (LRMH), le Service des bibliothèques, des archives et de la documentation générale des musées de France, la Médiathèque de l'architecture et du patrimoine, le département des recherches archéologiques subaquatiques et sous-marines (DRASSM), et les trois services d'Archives nationales : les Archives nationales (AN), les Archives nationales d'outre-mer (ANOM) et les Archives nationales du monde du travail (ANMT).

RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

■ OBJECTIF 1	Améliorer la connaissance et la conservation des patrimoines
INDICATEUR 1.1	Amélioration des procédures de signalement, de protection et de conservation
INDICATEUR 1.2	Part des crédits de conservation préventive par rapport aux crédits de restauration des monuments historiques
INDICATEUR 1.3	Archéologie préventive : Proportion des dossiers d'aménagement reçus faisant l'objet d'un arrêté de prescription de diagnostic et/ou d'un arrêté de prescription de fouilles préventives
INDICATEUR 1.4	Qualité de la maîtrise d'ouvrage Etat
■ OBJECTIF 2	Accroître l'accès du public au patrimoine national
INDICATEUR 2.1	Accessibilité des collections au public
INDICATEUR 2.2	Fréquentation des institutions patrimoniales et architecturales
INDICATEUR 2.3	Taux de satisfaction du public des institutions et des sites patrimoniaux
■ OBJECTIF 3	Elargir les sources d'enrichissement des patrimoines publics
INDICATEUR 3.1	Effet de levier de la participation financière de l'Etat dans les travaux de restauration des monuments historiques qui ne lui appartiennent pas
INDICATEUR 3.2	Taux de ressources propres des institutions patrimoniales et architecturales

OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

ÉVOLUTION DE LA MAQUETTE DE PERFORMANCE

L'exercice 2016 poursuit l'objectif de simplification et d'amélioration de la qualité du volet performance du PAP du programme 175 « Patrimoines » déjà engagé lors des précédents PLF, par la suppression ou la simplification des indicateurs et sous-indicateurs.

Dans cette perspective, **une modification** a été effectuée, portant sur un des objectifs du programme : **l'indicateur 2.3 « Taux de satisfaction du public des institutions et des sites patrimoniaux »**, décliné en deux sous-indicateurs, le sous-indicateur 2.3.1 « Taux de visiteurs pour lesquels la visite a dépassé leurs attentes » et le sous-indicateur 2.3.2 « Score de recommandation », est désormais mesuré de manière annuelle dans un souci d'écoute du public.

OBJECTIF N° 1

Améliorer la connaissance et la conservation des patrimoines

Le ministère de la Culture et de la Communication a notamment pour mission d'assurer la protection du patrimoine et de prévenir les risques de dégradation. Pour cela, il s'engage à améliorer la connaissance et la conservation des patrimoines, en optimisant les procédures de protection, en favorisant les programmes de conservation préventive, en mettant en place une approche raisonnée pour identifier les fouilles archéologiques qu'il est nécessaire de mener d'un point de vue scientifique et en s'assurant de la qualité de la maîtrise d'ouvrage d'État (dans le cadre des projets immobiliers du ministère et de la restauration des monuments historiques).

S'agissant des procédures de signalement, de protection et de conservation, un axe essentiel de travail dans le secteur muséal a consisté ces dix dernières années à assurer les travaux de récolement des collections comme le prévoient l'article L. 451-2 du code du patrimoine et la circulaire du 27 juillet 2006 relative aux opérations de récolement des collections des musées de France. Compte tenu des incertitudes méthodologiques et de la volumétrie des biens à récoiler, l'échéance de ce premier récolement décennal débuté en 2004, initialement fixée à juin 2014, avait été repoussée au 31 décembre 2015.

L'indicateur 1.1 retenu pour mesurer le suivi de l'avancement du récolement dans les musées nationaux rappelle ici les résultats obtenus. Ce premier récolement décennal s'achevant au 31 décembre 2015, aucune prévision n'a été fixée pour 2016 de même qu'aucune cible pour 2017. Une nouvelle cible, correspondant au démarrage du prochain cycle décennal, sera élaborée pour 2017 dans le cadre de l'élaboration du PLF 2017.

Suite logique de la protection, la conservation – qui consiste à garantir l'intégrité des bâtiments et des biens mobiliers et à diminuer les risques principaux de sinistres (incendie, inondation, hygrométrie inadaptée), notamment par une mise aux normes des bâtiments – constitue également un axe majeur de la politique du ministère. L'objectif est de développer les opérations de prévention afin de diminuer, à terme, la nécessité d'interventions curatives plus coûteuses. C'est pourquoi le ministère accorde une attention particulière aux programmes de travaux d'entretien dans les monuments historiques.

L'indicateur 1.2 reflète la part des travaux d'entretien réalisés sur les monuments historiques par rapport aux travaux de restauration. Il intègre les efforts fournis en la matière par le Centre des monuments nationaux pour l'ensemble des monuments dont il a la charge.

En matière d'archéologie préventive, deux principes guident les activités de diagnostic et de fouille : la prévention et l'approche raisonnée. Cette dernière signifie que tout projet d'aménagement n'implique pas nécessairement une fouille. Seuls doivent être menés les diagnostics et fouilles préventives nécessaires d'un point de vue scientifique pour préserver et améliorer la connaissance du patrimoine archéologique. Les diagnostics visent à identifier le patrimoine archéologique susceptible d'être affecté par un projet d'aménagement. Ils contribuent à préparer, le cas échéant, en fonction des impératifs de recherche et de conservation, les prescriptions de fouilles nécessaires à la sauvegarde par l'étude scientifique des sites dont la conservation physique ne peut être assurée. Certains vestiges ne sont pas de nature à produire des résultats significatifs pour la recherche et seront suffisamment documentés par le diagnostic lui-

même. Enfin, pour certains sites particuliers, la mise en œuvre d'une mesure de protection forte (modification du projet, classement au titre des monuments historiques) sera mieux adaptée afin d'assurer la transmission de ce patrimoine. L'indicateur 1.3 permet de suivre les résultats de cette politique.

Enfin, le ministère s'engage à améliorer la qualité de la maîtrise d'ouvrage État en suivant le respect des coûts des opérations réalisées pour son compte par l'Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture (OPPIC). L'indicateur 1.4 mesure la qualité de la maîtrise d'ouvrage déléguée à l'OPPIC. Il se décompose en deux sous-indicateurs, qui correspondent aux deux outils juridiques de délégation de la maîtrise d'ouvrage à l'OPPIC par l'État : la convention-cadre et les conventions de mandat.

INDICATEUR 1.1

Amélioration des procédures de signalement, de protection et de conservation

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2013 Réalisation	2014 Réalisation	2015 Prévision PAP 2015	2015 Prévision actualisée	2016 Prévision	2017 Cible
Musées nationaux : suivi du récolement décennal des musées nationaux	%	43,48	60,1	100	100	s.o (1)	s.o (1)

Précisions méthodologiques

(1) S.O : sans objet

Source des données :

Périmètre : L'ensemble des musées nationaux (liste établie par le code du patrimoine) sous tutelle de la direction générale des patrimoines relevant du programme 175 « Patrimoines ».

Mode de calcul :

I = N1/N2 exprimé en % avec :

N1 : Nombre de biens récolés en cumulé total (total items (TI) = nombre des unités individuelles (UI) récolées + nombre des unités estimées (UE) récolées) à la fin de l'année n ;

N2 : Nombre de biens à récoler en cumulé total (total items (TI) = nombre des unités individuelles (UI) à récoler + nombre des unités estimées (UE) à récoler) à la fin de l'année n.

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

Le premier récolement décennal s'achevant au 31 décembre 2015, aucune prévision n'a été fixée pour 2016 de même qu'aucune cible pour 2017. Le prochain cycle décennal devrait permettre de fixer une cible pour 2017 dans le cadre du triennal 2015-2017.

INDICATEUR 1.2

Part des crédits de conservation préventive par rapport aux crédits de restauration des monuments historiques

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2013 Réalisation	2014 Réalisation	2015 Prévision PAP 2015	2015 Prévision actualisée	2016 Prévision	2017 Cible
Part des crédits de conservation préventive par rapport aux crédits de restauration des monuments historiques	%	15,91	17,47	15	15	15	15

Précisions méthodologiques

Source des données :

Application comptable interministérielle Chorus pour les données issues des DRAC, compte financier du Centre des monuments nationaux (CMN).

Mode de calcul :

I = N1 / N2, exprimé en %, où :

N1 = Somme des crédits de paiements (CP) exécutés en DRAC et en DAC sur les titres 3 et 6 (fonctionnement) pour la conservation préventive des monuments historiques classés ou inscrits + montant des CP exécutés par le CMN pour la conservation préventive des bâtiments (classés ou inscrits) (crédits de fonctionnement uniquement) (en euros) ;

Patrimoines

Programme n° 175 | OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

N2 = Somme des CP exécutés en DRAC et en DAC sur les titres 5 et 6 (investissement) pour la restauration des monuments historiques classés ou inscrits + montant des CP exécutés par le CMN pour les travaux de restauration des bâtiments (classés ou inscrits) au cours de l'année civile considérée (crédits d'investissement uniquement) (en euros).

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

Conformément aux recommandations du rapport d'audit de modernisation d'avril 2006 sur « la modernisation et la rationalisation de la maîtrise d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre sur les monuments historiques », le ministère s'engage à continuer à maintenir *a minima* à 15 % la part des crédits des monuments historiques alloués à la conservation en amont par rapport aux crédits alloués à la restauration. Le maintien de cet objectif dans le temps est la garantie d'une utilisation optimale des crédits ouverts en loi de finances. Les prévisions et la cible ont donc été fixées en conséquence.

INDICATEUR 1.3

Archéologie préventive : Proportion des dossiers d'aménagement reçus faisant l'objet d'un arrêté de prescription de diagnostic et/ou d'un arrêté de prescription de fouilles préventives

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2013 Réalisation	2014 Réalisation	2015 Prévision PAP 2015	2015 Prévision actualisée	2016 Prévision	2017 Cible
Archéologie préventive : Proportion des dossiers d'aménagement reçus faisant l'objet d'un arrêté de prescription de diagnostic	%	7,45	8,0	Entre 6 et 8	Entre 6 et 8	Entre 6 et 8	Entre 6 et 8
Archéologie préventive : Proportion des dossiers d'aménagement reçus faisant l'objet d'un arrêté de prescription de fouilles préventives	%	1,99	2,00	Entre 1,5 et 2	Entre 1,5 et 2	Entre 1,5 et 2	Entre 1,5 et 2

Précisions méthodologiques

Sources des données : DRAC

Les valeurs 2014 ont été ajustées en juin 2015.

Mode de calcul :

1^{re} ligne : $I = N1 / N2$, exprimé en %, où :

N1 = nombre d'arrêtés de prescription de diagnostics pris par le préfet au cours de l'année n suite à l'instruction par les DRAC, déduction faite des actes abrogés au cours de l'année n ;

N2 = nombre de dossiers d'aménagement reçus dans les DRAC pour instruction archéologique au cours de l'année n + le stock restant à instruire en fin d'année n-1 ;

2^e ligne : $I = N3 / N2$, exprimé en %, où :

N3 = nombre d'arrêtés de prescription de fouilles préventives pris par le préfet au cours de l'année n suite à l'instruction par les DRAC, déduction faite des actes abrogés au cours de l'année n ;

N2 = nombre de dossiers d'aménagement reçus dans les DRAC pour instruction archéologique au cours de l'année n + le stock restant à instruire en fin d'année n-1.

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

Le programme s'engage à maintenir un taux de prescription de diagnostics et un taux de prescription de fouilles préventives adéquats pour garantir une réduction significative du risque de découvertes fortuites des aménageurs et des retards de livraison qui s'ensuivraient, une préservation du patrimoine archéologique et le cas échéant une meilleure connaissance de ce dernier, tout en veillant à limiter les prescriptions inutiles. Les prévisions et cibles définies pour ces deux sous-indicateurs correspondent à une norme historique souhaitée qu'il convient de maintenir.

INDICATEUR 1.4

Qualité de la maîtrise d'ouvrage Etat

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2013 Réalisation	2014 Réalisation	2015 Prévision PAP 2015	2015 Prévision actualisée	2016 Prévision	2017 Cible
Respect de la programmation des opérations sous convention cadre OPPIC terminées dans l'année	%	95,57	100,79	100	100	100	100

	Unité	2013 Réalisation	2014 Réalisation	2015 Prévision PAP 2015	2015 Prévision actualisée	2016 Prévision	2017 Cible
Respect de la programmation des opérations sous convention de mandat de maîtrise d'ouvrage OPPIC	%	114,38	112,33	115	115	115	115

Précisions méthodologiques

Sources des données :

1^{re} ligne : données de l'Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture (OPPIC). Périmètre : On considère les opérations terminées dans l'année d'un montant supérieur à 500 K€ TTC programmées sur le titre 5 du programme 175 « Patrimoines », dont la maîtrise d'ouvrage est déléguée à l'OPPIC et relevant de la convention annuelle de programmation (qui constitue la déclinaison de la convention cadre).

2^e ligne : données de l'OPPIC. Périmètre : On considère les opérations de travaux, en cours ou achevées dans l'année, programmées sur le titre 5 dont la maîtrise d'ouvrage est déléguée à l'OPPIC par convention de mandat, relevant du programme 175 « Patrimoines ».

Mode de calcul :

1^{re} ligne : La valeur de l'indicateur est $N1 / N2$ en % avec :

N1 = coût total des travaux à la date de réception ;

N2 = coût des travaux prévu à l'avant-projet définitif (soit coût actualisé à la valeur moyenne des indices pour des travaux prévus à l'APD).

2^e ligne : La valeur de l'indicateur est $N1 / N2$ en % avec :

N1 = coût réel (dernier avenant) ;

N2 = coût des travaux prévu (convention initiale) corrigé des révisions de prix.

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

Le ministère s'engage sur le respect des coûts des opérations immobilières confiées à l'OPPIC. D'une part (sous-indicateur 1.4.1), pour les projets en maîtrise d'ouvrage déléguée sur convention-cadre terminés dans l'année, le coût total à la réception des travaux devra être au maximum égal au coût total des projets prévu en avant-projet définitif (APD). D'autre part (sous-indicateur 1.4.2), pour les opérations sous convention de mandat de maîtrise d'ouvrage, le coût total ne devra pas excéder de plus de 15 % le coût prévu en convention initiale (corrigé uniquement des révisions de prix), seuil de tolérance accepté en matière de maîtrise d'œuvre et en deçà duquel on considère que l'opération est achevée sans modification structurelle par rapport au projet initial.

OBJECTIF N° 2

Accroître l'accès du public au patrimoine national

La diffusion et la transmission du savoir relatif aux œuvres patrimoniales sont un axe fondamental de la politique patrimoniale de l'État et passent par l'accès des publics aux œuvres qui constituent notre mémoire collective. C'est pourquoi les indicateurs retenus mesurent l'accessibilité physique aux collections, le niveau et la diversification de la fréquentation physique, la satisfaction du public accueilli et l'effort de mise en ligne de nouveaux documents archivistiques.

Le ministère de la Culture et de la Communication s'engage à **accroître l'accessibilité** du patrimoine au public en portant à sa connaissance une part croissante de ses collections.

En termes d'accessibilité physique des collections, le ministère s'engage à maintenir un taux d'ouverture très élevé des salles de ses musées nationaux.

Parallèlement à la fréquentation physique des sites et des collections, le ministère est particulièrement attentif au développement de l'accès du plus grand nombre au patrimoine, au travers des sites Internet et des différentes bases de données patrimoniales. Depuis 2007, les plus importantes bases sont accessibles via le portail unique « Collections » du site internet www.culture.fr. Concernant le patrimoine archivistique en particulier, le ministère entend développer la mise en ligne des documents d'archives numérisés, tant pour les services d'archives nationales que départementales (soit 104 services au total).

En matière de fréquentation, le ministère vise à **développer la fréquentation** de ses institutions patrimoniales en recherchant la diversification de ses publics, en garantissant une place importante au jeune public et en améliorant constamment les conditions d'accueil et la qualité de la visite. Sa mesure s'effectue grâce à trois sous-indicateurs.

Patrimoines

Programme n° 175 | OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

Le premier sous-indicateur retenu mesure la fréquentation physique des institutions patrimoniales. Il convient de noter que cet indicateur est sensible à la conjoncture nationale et internationale et dépend fortement d'un nombre réduit d'institutions et de sites. Ainsi, en 2014 comme les années précédentes, on constate une forte concentration de la fréquentation sur un nombre restreint d'établissements : 8 musées réalisent 90 % de la fréquentation totale des musées nationaux relevant du programme « Patrimoines » ; 8 monuments nationaux réalisent 70 % de la fréquentation totale des monuments nationaux. L'évolution de la fréquentation tient également pour une large part à la programmation culturelle et au succès remporté par les expositions temporaires et les manifestations culturelles.

Si ce premier sous-indicateur mesure la fréquentation en valeur absolue, il importe de l'analyser également en valeur relative, grâce à deux sous-indicateurs permettant de mesurer les pratiques culturelles des jeunes générations et l'impact des politiques de diversification qui leur sont destinées : mesures de gratuité, développement d'actions éducatives adaptées dispensées par des professionnels de la médiation, développement d'outils d'information à destination des enseignants, etc. Le deuxième sous-indicateur mesure ainsi la part des moins de 18 ans dans la fréquentation totale et le troisième la part des 18-25 ans dans celle des collections permanentes.

Tout en veillant à maintenir une fréquentation élevée de ses institutions, le ministère de la Culture et de la Communication s'engage à offrir aux visiteurs des institutions et des sites patrimoniaux une offre de qualité et cherche constamment à **améliorer leur satisfaction**. Sa mesure fait l'objet d'une enquête désormais annuelle organisée par la direction générale des patrimoines dans les établissements sous sa tutelle, afin d'analyser l'appréciation que les visiteurs ont des apports culturels, des aides à la visite, du confort et des services proposés. Afin de présenter cette satisfaction, le ministère a retenu deux sous-indicateurs extraits de cette enquête.

INDICATEUR 2.1

Accessibilité des collections au public

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2013 Réalisation	2014 Réalisation	2015 Prévision PAP 2015	2015 Prévision actualisée	2016 Prévision	2017 Cible
Musées nationaux : taux d'ouverture des salles	%	91,69	93,58	> 95	> 95	> 95	> 95
Musées nationaux : coût de la surveillance par m ² de salles ouvertes	€/m ²	272,42	268,25	280	280	280	280
Archives : documents textuels et iconographiques mis en ligne par les services d'archives publiques	%	77,84	79,04	82	81	82	83

Précisions méthodologiques

Sources des données :

1^{re} et 2^e lignes : elles prennent en compte l'ensemble des musées nationaux (liste établie par le code du patrimoine) sous tutelle de la direction générale des patrimoines relevant du programme 175 (sauf le musée Picasso Paris pour les réalisations 2013 et 2014, sa réouverture n'ayant eu lieu que fin octobre 2014).

3^e ligne : enquête nationale du service interministériel des Archives de France de la direction générale des patrimoines auprès de ses réseaux de services d'archives publiques. Compte tenu des délais de collecte des données, les résultats figurant en année n correspondent à ceux de la fin de l'année n-1.

Mode de calcul :

1^{re} ligne : moyenne des taux d'ouverture quotidiens pondérés par la surface (le taux d'ouverture quotidien correspond au rapport entre les surfaces ouvertes au public et les surfaces totales ouvrables de présentation des collections permanentes).

La valeur de l'indicateur est $(N1 \times N2) / (N3 \times N4)$ avec :

N1 = nombre total de m² de présentation des collections permanentes réellement ouverts au public ;

N2 = nombre réel d'heures d'ouverture au public.

N3 = nombre total de m² de présentation des collections permanentes totaux en état d'être ouverts au public ;

N4 = nombre théorique d'heures d'ouverture au public.

2^e ligne : I = N1/N2 exprimé en euros par m² de salles ouvertes avec :

N1 : coût total de la surveillance de jour des collections permanentes dans les musées nationaux, avec $N1 = X1 + X2 + X3$ avec :

X1 : dépenses de personnel des corps de surveillance de jour des collections permanentes dont vacations ;

X2 : coût de la sous-traitance éventuelle de la surveillance de jour des collections permanentes ;

X3 : coût de maintenance des outils de surveillance, des postes de contrôle et des équipements de sécurité des collections permanentes (caméras, câbles, détecteurs, contacteurs, etc.) ;

N2 : nombre total de m² de présentation des collections permanentes ouverts dans les musées nationaux.

3^e ligne : Périmètre : ensemble des services d'archives nationales (SCN), des services d'archives départementales (soit 104 services).

$I = N1 / N2$, exprimé en %, où :

N1 = nombre de documents mis en ligne au sein du périmètre en année n ;

N2 = nombre de documents numérisés en année n.

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

L'objectif est d'aboutir à ce que plus de 95 % des surfaces de présentation des collections permanentes ouvrables soient accessibles au public. Les leviers identifiés pour atteindre cet objectif sont une meilleure définition des plannings, une amélioration des procédures de recrutement afin de diminuer les vacances frictionnelles des postes, l'introduction d'autres formes d'organisation (sous-traitance, vidéosurveillance...) et un investissement permanent sur les moyens techniques et la muséographie. Le ministère veille à ce que cet objectif d'amélioration du taux d'ouverture des salles soit traité en cohérence avec le nécessaire objectif de maîtrise des coûts de surveillance.

Parallèlement à l'accessibilité physique des collections, le ministère veille à la capacité des Archives nationales à développer la mise en ligne des documents d'archives numérisés, tant pour les services d'archives nationales que départementales.

INDICATEUR 2.2

Fréquentation des institutions patrimoniales et architecturales

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2013 Réalisation	2014 Réalisation	2015 Prévision PAP 2015	2015 Prévision actualisée	2016 Prévision	2017 Cible
Évolution de la fréquentation physique payante et gratuite des institutions patrimoniales et architecturales	Nombre en millions	43,3	43,2	> 40	> 40	> 40	> 40
Part des moins de 18 ans dans la fréquentation totale des institutions patrimoniales et architecturales	%	14,20	15,38	> 16	> 16	> 16	> 16
Part des 18-25 ans résidents de l'Union Européenne dans la fréquentation des collections permanentes des institutions patrimoniales et architecturales	%	10,9	11	> 10	> 10	> 10	> 10

Précisions méthodologiques

Sources des données :

1^{re} et 2^e lignes : Centre des monuments nationaux (CMN) (Observatoire des publics), Domaine national de Chambord, Cité de l'architecture et du patrimoine (CAPA), musées nationaux relevant du programme 175 « Patrimoines » (statistiques sur les musées nationaux services à compétence nationale de l'Établissement public de la Réunion des musées nationaux et du Grand Palais des Champs-Élysées, données des musées nationaux opérateurs et services à compétence nationale), Archives nationales SCN AN (Site de Paris et de Pierrefitte) et SCN ANMT (site de Roubaix). La comptabilisation de la fréquentation des salles de travail des Archives nationales ne fait plus partie du périmètre de calcul depuis le PAP 2015. Le SCN ANOM (site d'Aix-en-Provence) ne reçoit que des lecteurs pour les salles de travail.

3^e ligne : Centre des monuments nationaux (CMN) (Observatoire des publics), Domaine national de Chambord, Cité de l'architecture et du patrimoine (CAPA), musées nationaux relevant du programme 175 « Patrimoines » (statistiques sur les musées nationaux services à compétence nationale de l'Établissement public de la Réunion des musées nationaux et du Grand Palais des Champs-Élysées, données des musées nationaux opérateurs et services à compétence nationale).

Mode de calcul :

1^{re} ligne : l'indicateur est égal à la somme des entrées payantes et gratuites des musées nationaux, des monuments nationaux ouverts à la visite gérés par le CMN et du Domaine national de Chambord, de la Cité de l'architecture et du patrimoine (CAPA) + la somme des scolaires accueillis par les services éducatifs des Archives nationales, des visiteurs reçus dans le cadre de l'offre culturelle. La fréquentation des grandes manifestations nationales (Journées Européennes du Patrimoine, Nuit des musées, etc.) est intégrée.

2^e ligne : $I = I1 / I2$ exprimé en % avec :

I1 = somme des personnes de moins de 18 ans ayant fréquenté les musées nationaux, les monuments nationaux ouverts à la visite gérés par le CMN et le Domaine national de Chambord, la Cité de l'architecture et du patrimoine (CAPA) + somme des scolaires accueillis par les services éducatifs des Archives nationales;

I2 = somme des visites payantes et gratuites (collections permanentes, expositions culturelles, offres culturelles) des musées nationaux, des monuments nationaux ouverts à la visite gérés par le CMN et du Domaine national de Chambord, de la Cité de l'architecture et du patrimoine (CAPA) + somme du nombre de scolaires (âgés de 6 à 18 ans) reçus par les services éducatifs des Archives nationales (SCN AN (Sites de Paris et de Pierrefitte-sur-Seine), SCN ANMT (site de Roubaix)) et du nombre de visiteurs reçus dans le cadre de l'offre culturelle et scientifique toutes manifestations confondues.

3^e ligne : $I = I1 / I2$ exprimé en % avec :

I1 = somme des 18-25 ans résidents de l'Union européenne ayant fréquenté les collections permanentes des musées nationaux du programme Patrimoines, des monuments nationaux (monuments nationaux ouverts à la visite gérés par le CMN et Domaine national de Chambord) et les collections permanentes de la CAPA ;

Patrimoines

Programme n° 175 | OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

I2 = somme des visites (payantes et gratuites) dans l'année des collections permanentes des musées nationaux du programme Patrimoines, des monuments nationaux (monuments nationaux ouverts à la visite gérés par le CMN et Domaine national de Chambord) et des collections permanentes de la CAPA.

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

Le ministère entend consolider le niveau, déjà élevé, de fréquentation de ses institutions patrimoniales et architecturales observé au cours des dernières années (plus de 40 millions de visites) en améliorant constamment les conditions d'accueil et la qualité de la visite.

Il attache une attention toute particulière à la diversification des publics. Ainsi, il vise d'une part le renforcement de la part de fréquentation des moins de 18 ans dans la fréquentation totale des lieux culturels avec une cible de réalisation supérieure ou égale à 16 % en 2016, et, d'autre part, à maintenir à plus de 10 % la fréquentation des 18-25 ans, résidents de l'Union européenne, dans les collections permanentes des institutions patrimoniales et architecturales grâce aux mesures de gratuité en faveur de ce public et grâce aux actions de communication et de programmation ciblées des établissements à destination des jeunes publics, dans le cadre de la politique globale du ministère en faveur de l'éducation artistique et culturelle.

INDICATEUR 2.3

Taux de satisfaction du public des institutions et des sites patrimoniaux

(du point de vue de l'utilisateur)

	Unité	2013 Réalisation	2014 Réalisation	2015 Prévision PAP 2015	2015 Prévision actualisée	2016 Prévision	2017 Cible
Taux de visiteurs pour lesquels la visite a dépassé leurs attentes	%	Pas d'enquête en 2013	Pas d'enquête en 2014	> 25 % musées nationaux > 25 % monuments nationaux	> 25 % musées nationaux > 25 % monuments nationaux	> 26 % musées nationaux > 26 % monuments nationaux	> 27 % musées nationaux > 27 % monuments nationaux
Score de recommandation	nombre de points	Pas d'enquête en 2013	Pas d'enquête en 2014	47 musées nationaux > 33 monuments nationaux	> 47 musées nationaux > 33 monuments nationaux	> 48 musées nationaux > 34 monuments nationaux	48 musées nationaux > 35 monuments nationaux

Précisions méthodologiques

Sources des données :

Enquête annuelle de satisfaction menée par le département de la politique des publics de la direction générale des patrimoines auprès d'un panel représentatif d'institutions patrimoniales et architecturales relevant du programme Patrimoines.

En avril-mai 2015, l'enquête a été menée auprès de 26 établissements abritant des musées nationaux relevant du programme Patrimoines (Louvre, Delacroix, Versailles, Orsay-Orangerie, Arts décoratifs, Nissim de Camondo, Fontainebleau, Quai Branly, Guimet, CNAC-GP, CAPA, MuCEM, Gustave Moreau, Cluny, Château de Pau, Chagall (Nice), Préhistoire (Les Eyzies), Archéologie nationale (Saint-Germain-en-Laye), Malmaison, Renaissance (Ecouen), Compiègne, Magnin, Port Royal, Léger (Biot), Plans-Reliefs et de 11 monuments (Domaine national de Chambord et 10 monuments nationaux gérés par le Centre des monuments nationaux (Mont Saint-Michel, Panthéon, Vincennes, Aigues-Mortes, Pierrefonds, Angers, Salses, Thoronet, Montmajour, Puy-en-Velay). L'enquête a également concerné la Cité de la Céramique à Sèvres et à Limoges, le Palais de la Porte dorée (CNHI et Aquarium) et le musée de la Musique à la Cité de la Musique, qui sont hors du périmètre du programme 175.

Mode de calcul :

1^{re} ligne : l'indicateur mesure le taux de visiteurs pour lesquels la visite a dépassé leurs attentes. $I = N1/N2$ avec :

N1 : nombre de personnes ayant répondu « La visite dépasse mes attentes » à la question « Par rapport à l'idée que vous vous faisiez de cette visite avant de venir, diriez-vous : – la visite est très en dessous de mes attentes, – la visite est un peu en dessous de mes attentes, - la visite correspond à mes attentes, – la visite dépasse mes attentes » ;

N2 : nombre de personnes ayant répondu.

2^e ligne : l'indicateur mesure ce que l'on appelle le « score de recommandation », c'est-à-dire le « Net promotor score », indicateur développé par F. Reichheld et publié dans *Havard Business Review* en 2003. Il calcule la différence entre le taux des « prescripteurs » et le taux des « détracteurs ».

$I = (N1/N2) - (N3/N2)$ avec :

N1 : nombre de « prescripteurs » : on appelle « prescripteurs » les personnes ayant répondu 9 ou 10 à la question « Sur une échelle de 0 à 10, jusqu'à quel point recommanderiez-vous la visite de ce musée (monument) à une ou des personnes de votre entourage ? » ;

N2 : nombre de personnes ayant répondu ;

N3 : nombre de « détracteurs » : on appelle « détracteurs » les personnes ayant répondu entre 0 et 6 à la question « Sur une échelle de 0 à 10, jusqu'à quel point recommanderiez-vous la visite de ce musée (monument) à une ou des personnes de votre entourage ? ».

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

Le ministère s'engage à améliorer le taux de visiteurs pour lesquels la visite a dépassé leurs attentes et vise une progression d'un point tous les ans pour ce sous-indicateur, que ce soit grâce à l'exigence de qualité en matière de programmation culturelle ou à l'amélioration de l'accueil des publics.

Au-delà de la mesure de cette expérience de visite, le ministère cherche à ce que le visiteur la recommande à d'autres. C'est pourquoi l'indicateur retenu est le score de recommandation énoncé par la *Havard Business Review*, qui mesure la différence entre les visiteurs « prescripteurs » et les visiteurs « détracteurs ». Au vu des résultats disponibles, l'objectif est de gagner au moins un point tous les deux ans, en tirant profit, au cas par cas, de l'appréciation positive ou négative formulée par le visiteur.

OBJECTIF N° 3

Élargir les sources d'enrichissement des patrimoines publics

Le ministère de la Culture et de la Communication réaffirme sa volonté d'élargir les sources d'enrichissement des patrimoines publics, en poursuivant ses efforts, d'une part, pour mobiliser ses partenaires publics ou privés à la participation aux opérations de travaux de restauration des monuments historiques et, d'autre part, pour accroître la part de ressources propres des établissements publics et des organismes patrimoniaux placés sous sa tutelle.

S'agissant des travaux de restauration des monuments historiques, il importe de rappeler que 47 % des immeubles protégés (classés ou inscrits) au titre des monuments historiques appartiennent à des communes, 5,1 % aux autres collectivités territoriales ou à des établissements publics, 44,4 % à des propriétaires privés et 3,5 % seulement à l'État (données 2014). Pour l'ensemble des opérations de travaux sur les monuments historiques protégés, l'État encourage les plans de financement impliquant propriétaires et collectivités locales partenaires, mais aussi interventions de mécènes. Si l'État ne peut être le seul financeur, sa participation au financement des travaux de patrimoines tiers apparaît toutefois déterminante. L'indicateur retenu mesure ainsi l'effet de levier de la participation financière de l'État dans les travaux de restauration des monuments historiques qui ne lui appartiennent pas.

L'enjeu de l'augmentation de l'effet de levier de la participation financière de l'État concerne également les 1 220 musées de France, essentiellement musées de collectivités locales. Comme en matière de monuments historiques, le ministère encourage l'inscription des projets de musées dans les politiques contractuelles locales (contrats de plan État-Région (CPER), contrats de ville, contrats d'agglomération, etc.), les axes de financement du fonds national d'aménagement et du développement du territoire (FNADT) attribué par le Comité interministériel d'aménagement et de compétitivité du territoire (CIACT), ainsi que du fonds européen de développement régional (FEDER) accordé par l'Union européenne. L'élaboration d'un projet scientifique et culturel validé conditionne la mise en œuvre des partenariats.

Le ministère s'engage également à encourager le développement du taux de ressources propres dans le financement de ses institutions patrimoniales et architecturales (droits d'entrée, mécénat, recettes domaniales, valorisation de la marque, etc.). Les leviers d'action pour y parvenir sont la politique tarifaire dans le respect de l'objectif essentiel de démocratisation de l'accès à la culture, une promotion active des actions culturelles entreprises, la recherche de mécénat, le développement de la fréquentation (voir ci-dessus) et des activités connexes (concessions, location d'espaces, éditions, diffusions, travail approfondi sur la protection des marques et définition d'éléments de négociation pour le droit et la tarification d'utilisation de celles-ci, etc.).

INDICATEUR 3.1

Effet de levier de la participation financière de l'État dans les travaux de restauration des monuments historiques qui ne lui appartiennent pas

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2013 Réalisation	2014 Réalisation	2015 Prévision PAP 2015	2015 Prévision actualisée	2016 Prévision	2017 Cible
Montant des crédits des partenaires sur travaux MH / Montant des subventions versées par l'État	ratio	2,09	2,10	> 2	> 2	> 2	> 2

Patrimoines

Programme n° 175 | OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

Précisions méthodologiques

Source des données : OPUS DRAC. L'indicateur a été calculé sur un périmètre constant des 25 DRAC ayant renseigné l'indicateur pour 2013 et 2014 au 17/06/2015.

Mode de calcul :

La valeur de l'indicateur est N1/N2 en ratio avec :

N1 = montant total des crédits mobilisés (en AE) par les partenaires publics ou privés du ministère de la Culture et de la Communication pour des travaux d'entretien ou de restauration d'immeubles classés ou inscrits n'appartenant pas à l'État ;

N2 = montant total des participations financières apportées par le ministère chargé de la culture (donc hors dépense fiscale) (en AE) sur les MH n'appartenant pas à l'État.

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

L'objectif visé consiste en ce que les partenaires engagent plus de 2 euros pour chaque euro engagé par l'Etat. Il est tenu compte de la progression régulière constatée sur les dernières années pour consolider cette performance. Les services déconcentrés du ministère devront généraliser, à compter de 2016, une stratégie d'intervention régionale partagée avec les collectivités territoriales, déclinée dans un schéma pluriannuel d'intervention, visant en particulier à pérenniser l'efficacité des synergies constatées entre l'action de l'État et celle de ses partenaires territoriaux.

INDICATEUR 3.2**Taux de ressources propres des institutions patrimoniales et architecturales**

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2013 Réalisation	2014 Réalisation	2015 Prévision PAP 2015	2015 Prévision actualisée	2016 Prévision	2017 Cible
Taux de ressources propres des institutions patrimoniales et architecturales	%	46,98	49,38	50	50	50	51

Précisions méthodologiquesSources de données :

Comptes financiers des musées nationaux suivants : CNAC-GP, Louvre, Versailles, Rodin, Moreau, Orsay, Guimet, Quai Branly, Arts décoratifs, Château de Fontainebleau, MuCEM et musée Picasso. Comptes financiers du Centre des monuments nationaux (CMN), du Domaine national de Chambord et de la Cité de l'architecture et du patrimoine (CAPA).

Les données 2014 ont été actualisées suite à la fiabilisation des décomptes après réception des comptes financiers et à la prise en compte du musée Picasso. Elles remplacent celles du RAP 2014.

Mode de calcul :

$I = N1 / (N2 + N3)$ avec :

N1 = somme des ressources propres provenant des activités des musées nationaux (billetterie, domanial et valorisation du site, activités commerciales et éditoriales...);

N2 = somme des ressources totales de l'établissement (dont subvention pour charges de service public) ;

N3 = valorisation des personnels État travaillant au sein des établissements.

JUSTIFICATION DES PRÉVISIONS ET DE LA CIBLE

Le ministère vise à faire progresser le taux de ressources propres de ses établissements culturels : l'objectif est d'atteindre à partir de 2015 un taux au moins égal à 50 % pour l'ensemble des institutions patrimoniales et architecturales. Afin d'y parvenir, outre les ressorts traditionnels de gouvernance de ses établissements (lettre d'objectifs des dirigeants, contrat de performance des opérateurs, etc.), le ministère pourra s'appuyer sur les conclusions du rapport d'évaluation de la politique de développement des ressources propres des établissements publics culturels de l'État rendu public en juin 2015.

PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

2016 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS DEMANDÉS

2016 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total pour 2016	FDC et ADP attendus en 2016
01 – Patrimoine monumental	39 967 329	96 803 204	155 401 667	60 553 248	352 725 448	3 150 000
02 – Architecture	19 259 603		8 848 750	685 313	28 793 666	350 000
03 – Patrimoine des musées de France	283 759 966	11 612 342	25 352 600	23 718 604	344 443 512	400 000
04 – Patrimoine archivistique et célébrations nationales	12 465 106	25 702 477	5 590 000		43 757 583	850 000
07 – Patrimoine linguistique	50 000		2 861 333		2 911 333	
08 – Acquisition et enrichissement des collections publiques	50 000	3 046 448	3 287 820	2 468 745	8 853 013	
09 – Patrimoine archéologique	78 659 000		50 660 652	1 600 000	130 919 652	
Total	434 211 004	137 164 471	252 002 822	89 025 910	912 404 207	4 750 000

2016 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total pour 2016	FDC et ADP attendus en 2016
01 – Patrimoine monumental	39 946 821	76 993 948	161 924 596	48 484 588	327 349 953	5 550 000
02 – Architecture	19 359 603		8 848 750	685 313	28 893 666	450 000
03 – Patrimoine des musées de France	277 418 922	12 897 145	26 352 600	22 718 604	339 387 271	400 000
04 – Patrimoine archivistique et célébrations nationales	11 690 251	11 086 314	5 588 689		28 365 254	850 000
07 – Patrimoine linguistique	50 000		2 861 333		2 911 333	
08 – Acquisition et enrichissement des collections publiques	50 000	3 046 448	3 287 820	2 468 745	8 853 013	
09 – Patrimoine archéologique	78 659 000	2 000 000	55 625 000	1 600 000	137 884 000	
Total	427 174 597	106 023 855	264 488 788	75 957 250	873 644 490	7 250 000

Patrimoines

Programme n° 175 | PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

2015 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LOI DE FINANCES INITIALE)

2015 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total pour 2015	Prévisions FDC et ADP 2015
01 – Patrimoine monumental	38 100 930	96 531 204	154 433 055	52 333 740	341 398 929	
02 – Architecture	18 529 603		8 591 750	685 313	27 806 666	
03 – Patrimoine des musées de France	268 892 674	11 592 342	25 528 600	25 273 456	331 287 072	
04 – Patrimoine archivistique et célébrations nationales	11 179 439	6 515 314	6 105 000		23 799 753	
07 – Patrimoine linguistique	50 000		2 885 833		2 935 833	
08 – Acquisition et enrichissement des collections publiques	50 000	2 896 448	3 287 820	2 118 745	8 353 013	
09 – Patrimoine archéologique	5 159 000		6 138 849		11 297 849	
Total	341 961 646	117 535 308	206 970 907	80 411 254	746 879 115	

2015 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total pour 2015	Prévisions FDC et ADP 2015
01 – Patrimoine monumental	38 100 930	80 893 948	162 955 984	46 933 740	328 884 602	
02 – Architecture	18 629 603		8 591 750	685 313	27 906 666	
03 – Patrimoine des musées de France	271 192 674	11 967 145	29 677 127	26 873 456	339 710 402	
04 – Patrimoine archivistique et célébrations nationales	11 179 439	6 825 314	6 780 000		24 784 753	
07 – Patrimoine linguistique	50 000		2 885 833		2 935 833	
08 – Acquisition et enrichissement des collections publiques	50 000	2 896 448	3 287 820	2 118 745	8 353 013	
09 – Patrimoine archéologique	5 159 000	3 500 000	11 082 906		19 741 906	
Total	344 361 646	106 082 855	225 261 420	76 611 254	752 317 175	

PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR TITRE ET CATÉGORIE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Ouvertes en LFI pour 2015	Demandées pour 2016	Ouverts en LFI pour 2015	Demandés pour 2016
Titre 3 – Dépenses de fonctionnement	341 961 646	434 211 004	344 361 646	427 174 597
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	55 818 816	65 746 973	58 218 816	58 710 566
Subventions pour charges de service public	286 142 830	368 464 031	286 142 830	368 464 031
Titre 5 – Dépenses d'investissement	117 535 308	137 164 471	106 082 855	106 023 855
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	117 535 308	137 164 471	106 082 855	106 023 855
Titre 6 – Dépenses d'intervention	206 970 907	252 002 822	225 261 420	264 488 788
Transferts aux ménages	16 158 881	16 297 824	14 930 633	17 773 884
Transferts aux entreprises	12 607 095	15 894 607	9 654 211	12 661 311
Transferts aux collectivités territoriales	141 330 564	134 459 273	159 605 298	148 227 725
Transferts aux autres collectivités	36 874 367	85 351 118	41 071 278	85 825 868
Titre 7 – Dépenses d'opérations financières	80 411 254	89 025 910	76 611 254	75 957 250
Dotations en fonds propres	80 411 254	89 025 910	76 611 254	75 957 250
Total hors FDC et ADP prévus	746 879 115	912 404 207	752 317 175	873 644 490
FDC et ADP prévus		4 750 000		7 250 000
Total y.c. FDC et ADP prévus	746 879 115	917 154 207	752 317 175	880 894 490

Patrimoines

Programme n° 175 | PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

DÉPENSES FISCALES¹

Avertissement

Le niveau de fiabilité des chiffrages de dépenses fiscales dépend de la disponibilité des données nécessaires à la reconstitution de l'impôt qui serait dû en l'absence des dépenses fiscales considérées. Par ailleurs, les chiffrages des dépenses fiscales ne peuvent intégrer ni les modifications des comportements fiscaux des contribuables qu'elles induisent, ni les interactions entre dépenses fiscales.

Les chiffrages présentés pour 2016 ont été réalisés sur la base des seules mesures votées avant le dépôt du projet de loi de finances pour 2016. L'impact des dispositions fiscales de ce dernier sur les recettes 2016 est, pour sa part, présenté dans les tomes I et II de l'annexe « Évaluation des Voies et Moyens ».

DÉPENSES FISCALES PRINCIPALES SUR IMPÔTS D'ÉTAT (14)

(En millions d'euros)

Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière principale		Chiffrage pour 2014	Chiffrage pour 2015	Chiffrage pour 2016
100102	Déduction des charges foncières afférentes aux monuments historiques dont la gestion ne procure pas de revenus Impôt sur le revenu <i>Objectif : Aider les propriétaires à protéger le patrimoine culturel privé</i> <i>Bénéficiaires 2014 : (nombre non déterminé) ménages - Méthode de chiffrage : Simulation - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 1964 - Dernière modification : 2015 - Fin d'incidence budgétaire : dépense fiscale non-bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non-bornée - CGI : 156-II-1° ter et 156 bis</i>	45	45	45
130302	Imputation sur le revenu global sans limitation de montant des déficits fonciers supportés par les propriétaires de monuments historiques classés, inscrits ou assimilés (immeubles bâtis) Impôt sur le revenu <i>Objectif : Aider les propriétaires à protéger le patrimoine culturel privé</i> <i>Bénéficiaires 2014 : (nombre non déterminé) ménages - Méthode de chiffrage : Simulation - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 1976 - Dernière modification : 2013 - Fin d'incidence budgétaire : dépense fiscale non-bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non-bornée - CGI : 156-I-3° 1er alinéa, 156 bis</i>	38	38	38
580102	Suppression du prélèvement de 20 % sur les capitaux décès lorsque le bénéficiaire est exonéré de droit de mutation à titre gratuit Droits d'enregistrement et de timbre <i>Objectif : Aider l'acquisition d'oeuvres par les institutions culturelles</i> <i>Bénéficiaires 2014 : (nombre non déterminé) ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 2005 - Dernière modification : 2013 - Fin d'incidence budgétaire : dépense fiscale non-bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non-bornée - CGI : 795, 990 I-I, 795-0 A, 796-0 bis, 796-0 ter</i>	30	33	33
110249	Réduction d'impôt sur le revenu au titre des dépenses de restauration d'immeubles bâtis situés dans les secteurs sauvegardés, les quartiers anciens dégradés ou les zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) : Nouveau dispositif Malraux Impôt sur le revenu <i>Objectif : Aider les propriétaires à protéger le patrimoine culturel privé</i> <i>Bénéficiaires 2014 : 5 000 ménages - Méthode de chiffrage : Simulation - Fiabilité : Très bonne - Création : 2008 - Dernière modification : 2009 - Fin d'incidence budgétaire : dépense fiscale non-bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non-bornée - CGI : 199 ter vicies</i>	28	32	32
320118	Réduction d'impôt sur les sociétés pour les entreprises ayant effectué des versements en faveur de l'achat de Trésors Nationaux et autres biens culturels spécifiques Impôt sur les sociétés <i>Objectif : Aider l'acquisition d'oeuvres par les institutions culturelles</i> <i>Bénéficiaires 2014 : 26 entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Très bonne - Création : 2002 - Dernière modification : 2004 - Fin d'incidence budgétaire : dépense fiscale non-bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non-bornée - CGI : 238 bis-0 A</i>	10	21	21

¹ Les dépenses fiscales ont été associées à ce programme conformément aux finalités poursuivies par ce dernier.

« ε » : coût inférieur à 0,5 million d'euros ; « - » : dépense fiscale supprimée ou non encore créée ; « nc » : non chiffrable.

(En millions d'euros)

Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière principale		Chiffage pour 2014	Chiffage pour 2015	Chiffage pour 2016
150405	<p>Exonération de la taxe forfaitaire pour les cessions et exportations de métaux précieux, bijoux, objets d'art, de collection et d'antiquité réalisées par des non-résidents</p> <p>Impôt sur le revenu</p> <p>Objectif : Renforcer l'attractivité du marché de l'art en France</p> <p>Bénéficiaires 2014 : (nombre non déterminé) ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 2005 - Dernière modification : 2013 - Fin d'incidence budgétaire : dépense fiscale non-bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non-bornée - CGI : 150 VJ-5°</p>	5	5	5
130207	<p>Déduction des dépenses spécifiques exposées dans les secteurs sauvegardés et les zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager, et imputation sur le revenu global sans limitation de montant du déficit foncier résultant de l'ensemble des charges, à l'exclusion des intérêts d'emprunt : Ancien dispositif MALRAUX</p> <p>Impôt sur le revenu</p> <p>Objectif : Aider les propriétaires à protéger le patrimoine culturel privé</p> <p>Bénéficiaires 2014 : 3 000 ménages - Méthode de chiffrage : Simulation - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 1977 - Dernière modification : 2015 - Fin d'incidence budgétaire : 2018 - Fin du fait générateur : 2017 - CGI : 31-I-1°-b ter, 156-I-3° 3ème alinéa et suiv.</p>	3	3	3
700102	<p>Exonération de TVA sur les objets d'art, de collection et d'antiquité, importés par les établissements agréés par le ministre chargé des affaires culturelles</p> <p>Taxe sur la valeur ajoutée</p> <p>Objectif : Aider l'acquisition d'oeuvres par les institutions culturelles</p> <p>Bénéficiaires 2014 : (nombre non déterminé) entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Très bonne - Création : 1978 - Dernière modification : 1991 - Fin d'incidence budgétaire : dépense fiscale non-bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non-bornée - CGI : 291-II-8°</p>	2	2	2
520105	<p>Exonération des monuments historiques classés ou inscrits et des parts de SCI familiales détenant des biens de cette nature</p> <p>Droits d'enregistrement et de timbre</p> <p>Objectif : Aider les propriétaires à protéger le patrimoine culturel privé</p> <p>Bénéficiaires 2014 : (nombre non déterminé) ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Bonne - Création : 1988 - Dernière modification : 1994 - Fin d'incidence budgétaire : dépense fiscale non-bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non-bornée - CGI : 795 A</p>	€	€	€
510101	<p>Exonération des mutations à titre gratuit ou onéreux portant sur des oeuvres d'art, livres, objets de collection ou documents de haute valeur artistique ou historique et agréés, dont le nouveau propriétaire fait don à l'Etat</p> <p>Droits d'enregistrement et de timbre</p> <p>Objectif : Aider l'acquisition d'oeuvres par les institutions culturelles</p> <p>Bénéficiaires 2014 : (nombre non déterminé) ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Bonne - Création : 1968 - Dernière modification : 1968 - Fin d'incidence budgétaire : dépense fiscale non-bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non-bornée - CGI : 1131</p>	€	€	€
150403	<p>Exonération de la taxe forfaitaire sur les bijoux, objets d'art, de collection et d'antiquité en cas de vente aux musées bénéficiaires de l'appellation "musée de France" ou aux services d'archives et bibliothèques de l'Etat, d'une collectivité territoriale ou d'une autre personne publique</p> <p>Impôt sur le revenu</p> <p>Objectif : Aider l'acquisition d'oeuvres par les institutions culturelles</p> <p>Bénéficiaires 2014 : (nombre non déterminé) ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 1976 - Dernière modification : 2003 - Fin d'incidence budgétaire : dépense fiscale non-bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non-bornée - CGI : 150 VJ-1°, 2° et 3°</p>	€	€	€
110248	<p>Réduction d'impôt sur le revenu au titre des travaux de conservation ou de restauration d'objets mobiliers classés monuments historiques</p> <p>Impôt sur le revenu</p> <p>Objectif : Aider les propriétaires à protéger le patrimoine culturel privé</p> <p>Bénéficiaires 2014 : 358 ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Très bonne - Création : 2007 - Dernière modification : 2007 - Fin d'incidence budgétaire : dépense fiscale non-bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non-bornée - CGI : 199 duovicies-I</p>	€	€	€

Patrimoines

Programme n° 175 PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

(En millions d'euros)

Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière principale		Chiffre pour 2014	Chiffre pour 2015	Chiffre pour 2016
210306	Réduction de l'impôt au titre des sommes consacrées par les entreprises à l'achat d'un trésor national Impôt sur le revenu et impôt sur les sociétés <i>Objectif : Aider l'acquisition d'oeuvres par les institutions culturelles</i> <i>Bénéficiaires 2014 : 0 entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Très bonne - Création : 2002 - Dernière modification : 2008 - Fin d'incidence budgétaire : dépense fiscale non-bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non-bornée - CGI : 238 bis-0 AB</i>	0	0	0
400109	Exonération des objets d'antiquité, d'art ou de collection, des droits de propriété littéraire et artistique et des droits de propriété industrielle pour leur inventeur Impôt de solidarité sur la fortune <i>Objectif : Aider le secteur artistique</i> <i>Bénéficiaires 2014 : (nombre non déterminé) ménages - Création : 1981 - Dernière modification : 1999 - Fin d'incidence budgétaire : dépense fiscale non-bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non-bornée - CGI : 885 I</i>	nc	nc	nc
Coût total des dépenses fiscales²		161	179	179

² Le « Coût total des dépenses fiscales » constitue une somme de dépenses fiscales dont les niveaux de fiabilité peuvent ne pas être identiques (cf. caractéristique « Fiabilité » indiquée pour chaque dépense fiscale). Il ne prend pas en compte les dispositifs inférieurs à 0,5 million d'euros (« ε »). Par ailleurs, afin d'assurer une comparabilité d'une année sur l'autre, lorsqu'une dépense fiscale est non chiffrable (« nc »), le montant pris en compte dans le total correspond au dernier chiffrage connu (montant 2015 ou 2014) ; si aucun montant n'est connu, la valeur nulle est retenue dans le total. La portée du total s'avère enfin limitée en raison des interactions éventuelles entre dépenses fiscales. Il n'est donc indiqué qu'à titre d'ordre de grandeur et ne saurait être considéré comme une véritable sommation des dépenses fiscales du programme.

JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

ÉLÉMENTS TRANSVERSAUX AU PROGRAMME

Numéro et intitulé de l'action / sous-action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total	Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total
01 – Patrimoine monumental		352 725 448	352 725 448		327 349 953	327 349 953
02 – Architecture		28 793 666	28 793 666		28 893 666	28 893 666
03 – Patrimoine des musées de France		344 443 512	344 443 512		339 387 271	339 387 271
04 – Patrimoine archivistique et célébrations nationales		43 757 583	43 757 583		28 365 254	28 365 254
07 – Patrimoine linguistique		2 911 333	2 911 333		2 911 333	2 911 333
08 – Acquisition et enrichissement des collections publiques		8 853 013	8 853 013		8 853 013	8 853 013
09 – Patrimoine archéologique		130 919 652	130 919 652		137 884 000	137 884 000
Total		912 404 207	912 404 207		873 644 490	873 644 490

PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ ET CONTRATS DE CRÉDIT-BAIL

CONTRAT DE PARTENARIAT / CENTRE DE CONSERVATION ET DE RESSOURCES DU MUSÉE DES CIVILISATIONS DE L'EUROPE ET DE LA MÉDITERRANÉE (MUCEM)

La construction du centre de conservation et de ressources (CCR) du Musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée (MuCEM), dédié au stockage et à l'étude des collections, a fait l'objet d'un partenariat public-privé (PPP) avec la société civile immobilière 2C Marseille (ICADE) conclu le 9 décembre 2009, pour une durée de 25 ans à compter de la prise de possession du bâtiment.

Le bâtiment du CCR du MuCEM a été livré le 31 août 2012. Le coût du projet a été revu à la hausse suite à la livraison du bâtiment et l'échéancier du PPP a été actualisé afin de prendre en compte les dépenses réellement effectuées. Le versement des loyers a débuté en 2012. Le montant du loyer prend en compte le financement de l'investissement et du dédit (34,7 M€ en AE et 29,9 M€ en CP), des frais financiers (21,9 M€) et du fonctionnement pendant les 25 années du contrat (35,6 M€), soit un coût total de 92,2 M€ à l'issue de celui-ci en 2037.

(en millions d'euros)

Autorisations d'engagement Crédits de paiement	Années antérieures	2015	2016	2017	2018	2019 et années postérieures	Total
Investissement	34,7 2,4	0 1,2	0 1,2	0 1,2	0 1,2	0 22,7	34,7 29,9
Fonctionnement	2 2	1 1	1,2 1,2	1,2 1,2	1,2 1,2	29 29	35,6 35,6
Financement	1,9 1,9	0,7 0,7	0,9 0,9	0,9 0,9	0,9 0,9	16,7 16,7	21,9 21,9

Les coûts du PPP se répartissent comme suit :

- le coût annuel de l'investissement s'élève à 1,2 M€ en CP ;
- le coût de fonctionnement est de 1,2 M€ par an en AE=CP ;
- le coût financier annuel s'élève à 0,87 M€ en AE=CP.

Patrimoines

Programme n° 175 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

CONTRATS DE PROJETS ÉTAT-RÉGION (CPER)

Génération CPER 2007-2014

Action / Opérateur	CPER 2007-2014 (rappel du montant initial)	AE engagées au 31/12/2015	CP réalisés au 31/12/2015	AE demandées pour 2016	CP demandés pour 2016	CP sur engage- ments à couvrir après 2016
01 – Patrimoine monumental	127 089 550	107 241 510	97 630 423		9 611 087	0
03 – Patrimoine des musées de France	77 223 450	62 136 618	59 308 730		2 827 888	0
04 – Patrimoine archivistique et célébrations nationales	8 300 000	8 300 000	8 300 000		0	0
09 – Patrimoine archéologique	15 092 000	12 578 838	12 358 058		220 780	0
Total	227 705 000	190 256 966	177 597 211		12 659 755	0

Génération CPER 2015-2020

Action / Opérateur	CPER 2015-2020 (rappel du montant initial)	AE engagées au 31/12/2015	CP réalisés au 31/12/2015	AE demandées pour 2016	CP demandés pour 2016	CP sur engage- ments à couvrir après 2016
01 – Patrimoine monumental	76 468 300	19 546 680	3 909 336	25 542 346	9 017 805	63 648 674
02 – Architecture	200 000	0	0	200 000	200 000	0
03 – Patrimoine des musées de France	16 992 700	8 228 000	1 234 200	7 664 700	3 026 705	12 551 795
04 – Patrimoine archivistique et célébrations nationales	5 060 000	0	0	300 000	15 000	5 045 000
07 – Patrimoine linguistique	1 480 000	246 667	246 667	246 667	246 667	986 666
Total	100 201 000	28 021 347	5 390 203	33 953 713	12 506 177	82 232 135

Total des crédits de paiement pour ce programme

CP demandés pour 2016	CP sur engagements à couvrir après 2016
25 165 932	82 232 135

Le rappel du montant initial des CPER prend en compte les révisions à mi-parcours réalisées courant 2011.

Les montants programmés et consommés ne comprennent pas les opérations « Restauration des murs intérieurs de la cathédrale de Cayenne », « Construction des archives départementales » en DAC Guyane et « Musée du père Pinchon » en DAC Martinique, les crédits ayant été transférés sur le BOP 123 en LFI 2011 et 2012.

La génération de CPER 2007-2014, initiée dans l'objectif de favoriser et d'accompagner une politique de soutien à l'investissement en région pour des projets structurants et de dimension régionale, touche à sa fin, l'année 2014 étant l'année de clôture.

Certaines AE n'ont pu être mobilisées à temps dans le cadre du CPER 2007-2014, ce qui explique les écarts entre la prévision et la consommation. Cependant le taux de consommation global des crédits atteint un niveau satisfaisant à fin 2014 : le taux d'exécution des crédits sur la période est de 84 % en AE et 82% en CP, soit une clôture du CPER à un montant de 190,3 M€ en AE. Les restes à payer à fin 2014 s'élèvent à 34,8 M€. Les crédits prévus en 2015 et 2016 permettront de couvrir les engagements pris dans ce cadre avec l'achèvement des projets.

L'État a réaffirmé sa volonté d'intervention en région et de partenariat avec les collectivités territoriales par la mise en place d'une nouvelle génération de CPER pour la période 2015-2020, actuellement en cours de finalisation.

Les montants inscrits au titre de la génération de CPER 2015-2020 sont présentés dans le cadre du PAP sous réserve des modifications éventuelles qui pourraient intervenir dans le cadre de la finalisation du processus de contractualisation (signature des derniers contrats, avenants, harmonisation des enveloppes).

Cette génération de CPER s'inscrit dans une volonté de renforcer la mise en valeur des patrimoines, notamment autour des volets territoriaux, dont l'objectif est de renforcer l'attractivité et le développement des territoires, ainsi que dans les volets transition énergétique et écologique pour les projets intégrant une dimension de valorisation paysagère et architecturale. Un ajustement des priorités et des projets aux nouveaux périmètres régionaux et aux nouvelles compétences dévolues aux régions est prévu en 2016-2017 lors de la clause de revoyure.

Les exemples suivants peuvent être cités parmi les principales opérations qui seront menées en 2016 :

- pour les monuments historiques : restauration du château de Valençay dans l'Indre en région Centre, du couvent des Jacobins à Rennes en Bretagne et des anciennes salines de Dieuze en Lorraine.
- pour les musées : réhabilitation du musée des Beaux-Arts de Dijon en Bourgogne et du musée de la résistance à Saint-Marcel en Bretagne.

SUBVENTIONS AUX OPÉRATEURS

(en milliers d'euros)

Opérateur	AE PLF 2016	CP PLF 2016
AFR - Académie de France à Rome (P224)	855	855
Dotations en fonds propres	855	855
Autres opérateurs d'enseignement supérieur et de recherche (P150)	2 856	2 856
Subventions pour charges de service public	2 738	2 738
Dotations en fonds propres	118	118
CAPA - Cité de l'architecture et du patrimoine (P175)	17 436	17 436
Subventions pour charges de service public	16 626	16 626
Dotations en fonds propres	810	810
CMN - Centre des monuments nationaux (P175)	25 421	25 421
Subventions pour charges de service public	6 716	6 716
Dotations en fonds propres	18 705	18 705
CNAC-GP - Centre national d'art et de culture - Georges Pompidou (P175)	81 246	81 246
Subventions pour charges de service public	68 496	68 496
Dotations en fonds propres	12 750	12 750
EPMQB - Etablissement public du musée du quai Branly (P175)	22 674	22 674
Subventions pour charges de service public	22 674	22 674
EPV - Etablissement public du musée et du domaine national de Versailles (P175)	19 535	14 035
Dotations en fonds propres	19 535	14 035
Etablissement public du château de Fontainebleau (P175)	14 343	13 343
Subventions pour charges de service public	2 341	2 341
Dotations en fonds propres	12 002	11 002
Etablissement public du domaine de Chambord (P175)	2 778	2 778
Subventions pour charges de service public	878	878
Dotations en fonds propres	1 900	1 900
INRAP - Institut national de recherches archéologiques préventives (P175)	80 100	80 100
Subventions pour charges de service public	78 500	78 500
Dotations en fonds propres	1 600	1 600
MuCEM - Musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée (P175)	18 723	18 723
Subventions pour charges de service public	18 723	18 723

Patrimoines

Programme n° 175 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

(en milliers d'euros)

Opérateur	AE PLF 2016	CP PLF 2016
Musée d'Orsay et musée de l'Orangerie (P175)	8 199	8 199
Subventions pour charges de service public	8 199	8 199
Musée des arts décoratifs (P175)	15 305	15 305
Subventions pour charges de service public	14 850	14 850
Dotations en fonds propres	455	455
Musée du Louvre (P175)	99 650	99 650
Subventions pour charges de service public	92 471	92 471
Dotations en fonds propres	7 179	7 179
Musée Guimet (P175)	4 837	4 837
Subventions pour charges de service public	3 822	3 822
Dotations en fonds propres	1 015	1 015
Musée Henner (P175)	416	416
Subventions pour charges de service public	366	366
Dotations en fonds propres	50	50
Musée Moreau (P175)	222	222
Subventions pour charges de service public	222	222
Musée Picasso (P175)	3 810	3 810
Subventions pour charges de service public	3 522	3 522
Dotations en fonds propres	288	288
Rmn- Grand Palais - Réunion des musées nationaux et du Grand Palais des Champs Elysées (P175)	32 119	25 550
Subventions pour charges de service public	20 550	20 550
Dotations en fonds propres	11 569	5 000
Total	450 525	437 456
Total des subventions pour charges de service public	361 694	361 694
Total des dotations en fonds propres	88 831	75 762
Total des transferts		

SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

ESTIMATION DES RESTES À PAYER AU 31/12/2015

Engagements sur années antérieures non couverts par des paiements au 31/12/2014 (RAP 2014)	Engagements sur années antérieures non couverts par des paiements au 31/12/2014 y.c. travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2014	AE LFI 2015 + reports 2014 vers 2015 + prévision de FDC et ADP + décret n°2015-402 du 9 avril 2015 portant ouverture et annulation de crédits à titre d'avance + décret n°2015-639 du 9 juin 2015 portant annulation de crédits	CP LFI 2015 + reports 2014 vers 2015 + prévision de FDC et ADP + décret n°2015-402 du 9 avril 2015 portant ouverture et annulation de crédits à titre d'avance + décret n°2015-639 du 9 juin 2015 portant annulation de crédits	Évaluation des engagements non couverts par des paiements au 31/12/2015
576 808 264		829 046 593	778 827 953	625 985 720

ÉCHÉANCIER DES CP À OUVRIR

AE	CP 2016	CP 2017	CP 2018	CP au-delà de 2018
Évaluation des engagements non couverts par des paiements au 31/12/2015	CP demandés sur AE antérieures à 2016 CP PLF / CP FDC et ADP	Estimation des CP 2017 sur AE antérieures à 2016	Estimation des CP 2018 sur AE antérieures à 2016	Estimation des CP au-delà de 2018 sur AE antérieures à 2016
625 985 720	199 525 430 2 500 000	129 896 391	69 966 042	224 097 857
AE nouvelles pour 2016 AE PLF / AEFDC et ADP	CP demandés sur AE nouvelles en 2016 CP PLF / CPFDC et ADP	Estimation des CP 2017 sur AE nouvelles en 2016	Estimation des CP 2018 sur AE nouvelles en 2016	Estimation des CP au-delà de 2018 sur AE nouvelles en 2016
912 404 207 4 750 000	674 119 060 4 750 000	73 864 638	62 821 405	101 599 104
Totaux	880 894 490	203 761 029	132 787 447	325 696 961

CLÉS D'OUVERTURE DES CRÉDITS DE PAIEMENTS SUR AE 2016

CP 2016 demandés sur AE nouvelles en 2016 / AE 2016	CP 2017 sur AE nouvelles en 2016 / AE 2016	CP 2018 sur AE nouvelles en 2016 / AE 2016	CP au-delà de 2018 sur AE nouvelles en 2016 / AE 2016
74 %	8,1 %	6,8 %	11,1 %

La prévision du solde des engagements non couverts par des CP (y compris AENE) à la fin de l'année 2015 s'élève à 626 M€.

La prévision de consommation de CP en 2016 sur AE engagées antérieurement s'élève à 199,52 M€, soit 22,6 % des CP demandés pour cette année, dont notamment :

- 158,25 M€, soit 79 %, permettent de financer des opérations d'investissement menées en DRAC dans le secteur des monuments historiques, musées territoriaux, patrimoine archivistique et archéologique ;
- 30,70 M€ sont consacrés aux crédits centraux (notamment restauration MH) et aux grands projets d'investissement engagés sur le programme « Patrimoines » (175), tels que le centre de conservation et d'étude du PRIAM (2 M€). Sont également prévus 1,1 M€ en CP afin d'honorer la part du financement MCC au projet Cluny IV ;
- 10,57 M€ sont consacrés notamment aux schémas directeurs de Versailles (8,17 M€) et de Fontainebleau (2 M€).

Patrimoines

Programme n° 175 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

JUSTIFICATION PAR ACTION

ACTION N° 01

38,7 %

Patrimoine monumental

	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2016
Autorisations d'engagement		352 725 448	352 725 448	3 150 000
Crédits de paiement		327 349 953	327 349 953	5 550 000

La politique de l'État en faveur des monuments historiques poursuit une double mission :

- protéger et conserver les immeubles et objets mobiliers protégés au titre des monuments historiques ;
- étudier, mettre en valeur, faire connaître et visiter, par le public le plus large, ces monuments historiques.

Protéger les monuments historiques

En 2014, 43 498 immeubles et quelque 260 000 objets mobiliers étaient classés ou inscrits au titre des monuments historiques. 57 % des immeubles protégés appartiennent à des propriétaires publics, principalement aux communes (50 %), et 43 % à des propriétaires privés. La politique de protection du patrimoine monumental se traduit par l'inscription annuelle de 300 à 350 immeubles et le classement de 30 à 60 autres.

L'inscription au titre des monuments historiques est réalisée pour les meubles et immeubles présentant un intérêt à l'échelle régionale, le classement pour un intérêt à l'échelle nationale.

Conserver les monuments historiques

Chaque propriétaire a la responsabilité de la maîtrise d'ouvrage des travaux sur son monument. Les services de l'État chargés des monuments historiques, et notamment le Laboratoire de recherche des monuments historiques (LRMH), service à compétence nationale, apportent une assistance technique sous forme d'expertise, dans le cadre du contrôle scientifique et technique. Ils peuvent également apporter une assistance à maîtrise d'ouvrage et une assistance financière sous forme de subventions, sous certaines conditions.

Les grands opérateurs du ministère de la Culture et de la Communication (Centre des monuments nationaux, établissements publics des châteaux de Versailles, Fontainebleau et Chambord) assurent la maîtrise d'ouvrage des travaux sur les monuments qui leur sont confiés. Ils peuvent cependant déléguer cette responsabilité à l'Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture (OPPIC). Ce dernier assure la maîtrise d'ouvrage, pour le compte du ministère de la Culture et de la Communication, de grands travaux de restauration : quadrilatère Richelieu (Bibliothèque nationale de France), château de Fontainebleau, etc. Il intervient également sur les châteaux-musées : Compiègne, Saint-Germain-en-Laye, Ecouen et Malmaison, ainsi que dans le cadre du protocole Culture-Défense sur les Invalides, l'École Militaire ou encore le Val-de-Grâce.

Les directions régionales des affaires culturelles (DRAC) mettent en œuvre les travaux de conservation et de mise en valeur sur de grands monuments appartenant à l'État, tels que les 86 cathédrales ou les abbayes de Fontevraud et de Clairvaux.

Les propriétaires privés ne peuvent transformer leur bâtiment ou objet classé sans l'autorisation de l'État, mais peuvent bénéficier de subventions et de défiscalisations (cf. dépenses fiscales) pour les dépenses d'entretien.

Mettre en valeur, ouvrir au public, étudier et documenter les monuments historiques

Par les travaux qu'il conduit dans ses monuments, notamment dans les 86 cathédrales, l'État contribue à leur étude, à l'enrichissement des connaissances, à leur valorisation et à l'accueil du public.

Une politique d'élargissement des publics est systématiquement conduite dans les monuments appartenant à l'État par l'organisation d'événements, la pratique d'une très large gratuité pour les publics jeunes, la mise en œuvre d'importants chantiers de mise en accessibilité des monuments, et par l'édition de guides destinés aux personnes handicapées.

Cette mission d'ouverture à un large public est partagée par le Centre des monuments nationaux (CMN), mais également par les établissements comme Versailles, le Louvre, le Palais de Chaillot (Cité de l'architecture et du patrimoine notamment), Fontainebleau, Chambord, ainsi que les châteaux de Compiègne ou de Pau, qui assurent eux-mêmes l'accueil du public. La Médiathèque de l'architecture et du patrimoine (MAPA) assure quant à elle la collecte, la conservation et la communication au public et aux chercheurs d'une documentation très riche sur les monuments historiques.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement	39 967 329	39 946 821
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	30 118 776	30 098 268
Subventions pour charges de service public	9 848 553	9 848 553
Dépenses d'investissement	96 803 204	76 993 948
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	96 803 204	76 993 948
Dépenses d'intervention	155 401 667	161 924 596
Transferts aux ménages	16 297 824	17 773 884
Transferts aux entreprises	15 894 607	12 661 311
Transferts aux collectivités territoriales	98 216 503	107 021 918
Transferts aux autres collectivités	24 992 733	24 467 483
Dépenses d'opérations financières	60 553 248	48 484 588
Dotations en fonds propres	60 553 248	48 484 588
Total	352 725 448	327 349 953

L'action patrimoine monumental se divise en deux rubriques :

- les crédits d'entretien et de restauration des monuments historiques : **338,25 M€ en AE et 312,88 M€ en CP** ;
- les autres crédits du patrimoine monumental, qui détaillent essentiellement les moyens de fonctionnement accordés aux dispositifs et aux institutions œuvrant dans le domaine du patrimoine : **14,48 M€ en AE et 14,47 M€ en CP**.

Patrimoines

Programme n° 175 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

A) ENTRETIEN ET RESTAURATION DES MONUMENTS HISTORIQUES :

**Tableau général des crédits consacrés
à l'entretien et à la restauration des monuments historiques**

Par destination de crédits (en M€)	AE	CP
MH "hors grands projets"	307,14	293,84
Crédits d'entretien	48,10	48,10
<i>dont dépenses de fonctionnement MH État (y c. entretien monuments nationaux)</i>	26,39	26,39
<i>dont dépenses d'intervention MH non État</i>	21,71	21,71
Subventions versées aux opérateurs concernant les monuments historiques	11,45	11,45
Crédits de restauration	247,58	234,29
<i>dont dépenses d'investissement monuments nationaux (subvention CMN)</i>	18,50	18,50
<i>dont dépenses d'investissement MH État</i>	96,67	76,86
<i>dont dépenses d'intervention MH non État</i>	132,41	138,93
MH "Grands projets"	31,11	19,04
Grand Palais	11,57	5,00
Versailles	19,54	14,04
Total monuments historiques	338,25	312,88

**Tableau général des crédits consacrés
à l'entretien et à la restauration des monuments historiques**

Par nature de crédits (en M€)	AE	CP
MH "hors grands projets"	307,14	293,84
Dépenses de fonctionnement	26,89	26,89
<i>dont dépenses de fonctionnement courant - crédits centraux</i>	7,57	7,57
<i>dont dépenses de fonctionnement courant - crédits déconcentrés</i>	18,82	18,82
<i>dont subventions versées aux opérateurs</i>	0,50	0,50
Dépenses d'investissement	96,67	76,86
<i>dont dépenses d'investissement - crédits centraux</i>	37,24	30,09
<i>dont dépenses d'investissement - crédits déconcentrés</i>	59,43	46,77
Dépenses d'intervention	154,12	160,64
<i>dont dépenses d'intervention - crédits centraux</i>	4,95	2,04
<i>dont dépenses d'intervention - crédits déconcentrés</i>	149,17	158,60
Dépenses d'opérations financières – Dotation en fonds propres des opérateurs	29,45	29,45
MH "Grands projets"	31,11	19,04
Dépenses d'opérations financières – Dotation en fonds propres des opérateurs	31,11	19,04
Total monuments historiques	338,25	312,88

1) CRÉDITS MONUMENTS HISTORIQUES « HORS GRANDS PROJETS »

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (26,89 M€ en AE=CP)

a) Dépenses de fonctionnement courant pour les monuments historiques appartenant à l'État : 26,39 M€ en AE=CP

Ces crédits de fonctionnement courant pour les monuments historiques appartenant à l'État se décomposent entre :

- **Crédits centraux : 7,57 M€ en AE=CP**

Les crédits centraux concernent principalement le Centre des monuments nationaux (CMN), au titre de l'entretien des monuments nationaux.

- **Crédits déconcentrés : 18,82 M€ en AE=CP**

Les crédits déconcentrés sont destinés à l'entretien des monuments historiques appartenant à l'État, dont 86 cathédrales, répartis sur tout le territoire.

b) Subventions pour charges de service public : 0,50 M€ en AE=CP

Ces crédits sont destinés au financement des travaux d'entretien du musée du Louvre.

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Les dépenses d'investissement, 96,67 M€ en AE et 76,86 M€ en CP, sont destinées à financer les opérations de restauration des monuments historiques appartenant à l'État, hors opérations d'investissement du Centre des monuments nationaux.

- **Crédits centraux : 37,24 M€ en AE et 30,09 M€ en CP**

Les crédits de restauration des monuments historiques appartenant à l'Etat, prévus à hauteur de **23,60 M€ en AE et 16,79 M€ en CP**, concernent les bâtiments situés en région parisienne dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par l'Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture (OPPIC). Il s'agit, par exemple, du Palais-Royal, de l'Opéra Garnier, du château de Saint-Germain-en-Laye, ou du château d'Ecouen.

Par ailleurs, l'OPPIC et certaines DRAC assurent la maîtrise d'ouvrage d'opérations de restauration du patrimoine historique affecté au ministère de la Défense. La participation du ministère de la Culture et de la Communication à ces opérations s'élève à **5 M€ en AE=CP**, auxquels s'ajoute la participation du ministère de la Défense.

De plus, l'OPPIC assure au sein d'une enveloppe de **5,50 M€ en AE=CP** la conservation et la mise en valeur des résidences présidentielles, monuments historiques affectés au ministère de la Culture et de la Communication et mis à la disposition de la Présidence de la République.

Les dépenses de clos et couvert en faveur des Pieux Etablissements à Rome, sous maîtrise d'ouvrage du ministère des Affaires étrangères, sont comprises dans les crédits d'investissement à hauteur de **0,35 M€ en AE=CP**.

2,79 M€ en AE et 2,45 M€ en CP, pilotés par l'administration centrale mais destinés aux monuments en région, sont prévus pour couvrir des opérations urgentes en cas de sinistre important intervenant en cours de gestion sur les monuments appartenant à l'État.

À ces crédits budgétaires du ministère de la Culture et de la Communication peuvent s'ajouter les crédits d'autres ministères (Justice, Intérieur, Défense) pour la restauration des monuments historiques qui leurs sont affectés.

Opérations (Monuments historiques appartenant à l'État, crédits centraux) (en M€)	AE	CP
Monuments historiques appartenant au ministère de la Culture et de la Communication (OPPIC)	23,60	16,79
Patrimoine historique appartenant au ministère de la Défense	5,00	5,00
Résidences présidentielles	5,50	5,50
Réserves pour opérations d'urgence	2,79	2,45
Restauration des Pieux Etablissements à Rome	0,35	0,35
Total	37,24	30,09

- **Crédits déconcentrés : 59,43 M€ en AE et 46,77 M€ en CP**

Les crédits d'investissement déconcentrés permettent de financer des opérations de restauration de monuments historiques appartenant à l'Etat, pour lesquelles la maîtrise d'ouvrage est exercée par les DRAC. Ces crédits sont notamment destinés au financement des travaux sur les cathédrales, tels que ceux réalisés sur les cathédrales d'Amiens ou de Saint-Jean-Baptiste à Lyon.

DEPENSES D'INTERVENTION

Les dépenses d'intervention s'élèvent à **154,12 M€ en AE et 160,64 M€ en CP** et se décomposent comme suit :

- **Crédits centraux : 4,95 M€ en AE et 2,04 M€ en CP**

Ces crédits, destinés à la restauration des monuments historiques n'appartenant pas à l'État, permettent de constituer une provision pour les imprévus en cours d'année (incendies, tempêtes, etc.) ou les opérations particulièrement complexes en régions.

- **Crédits déconcentrés : 149,17 M€ en AE et 158,60 M€ en CP**

Les dépenses d'intervention déconcentrées se décomposent de la façon suivante :

- **21,71 M€ en AE=CP de subventions de fonctionnement** versées à des collectivités territoriales ou à des particuliers pour les travaux d'entretien qu'ils réalisent sur les monuments historiques, orgues et objets mobiliers, dont ils sont propriétaires. Ces crédits sont destinés en priorité au patrimoine classé. Le taux d'aide de l'État varie de 20 à 50 %. Une partie de ces crédits est également destinée à aider des associations qui organisent des chantiers de bénévoles participants à la restauration d'un monument historique classé ou inscrit. Une centaine d'opérations de ce type est aidée chaque année.
- **127,46 M€ en AE et 136,89 M€ en CP de subventions d'investissement** pour les opérations de restauration engagées par les collectivités territoriales ou les propriétaires privés, qui assurent eux-mêmes la maîtrise d'ouvrage. Le montant de la participation de l'État est généralement compris entre 30 et 50 % du coût des travaux pour les monuments historiques classés ; et entre 15 et 25 % pour les monuments inscrits.

Pour les monuments historiques en main privée, les crédits d'intervention de l'État sont complétés par la mise en œuvre du dispositif fiscal dit « Malraux » qui octroie une réduction d'impôt sur le revenu au titre des dépenses de restauration d'immeubles bâtis situés dans les quartiers sauvegardés, les quartiers anciens dégradés ou dans les ZPPAUP et les AVAP (voir ci-dessous action 02 sur les espaces protégés), ainsi que par les dispositifs de déduction des charges foncières et des déficits fonciers en matière d'imposition sur le revenu (*cf.* ci-avant, partie « Dépenses fiscales »).

DEPENSES D'OPERATIONS FINANCIERES

Dotations en fonds propres : 29,45 M€ en AE=CP

- **Les dotations en fonds propres hors CMN**

Ces crédits sont constitués de crédits centraux et s'élèvent à **10,95 M€ en AE=CP**, dédiés au financement des travaux de clos et couvert des bâtiments des établissements publics listés dans le tableau ci-dessous :

Opérateurs (M€)	AE=CP
Château et domaine de Chambord (subvention d'investissement)	1,90
Académie de France à Rome	0,86
Louvre	3,00
Château de Fontainebleau	5,00
Autre- subventions exceptionnelles	0,19
Total	10,95

- **Crédits consacrés aux opérations de restauration des monuments nationaux (subvention d'investissement du Centre des monuments nationaux) : 18,50 M€ en AE=CP**

Les crédits versés au Centre des monuments nationaux (CMN) contribuent à financer plus de 300 opérations de restauration sur les monuments nationaux, comme le grand programme de restauration du château d'Azay-le-Rideau ou celui de Vincennes.

2) CRÉDITS MONUMENTS HISTORIQUES « GRANDS PROJETS »

DEPENSES D'OPERATIONS FINANCIERES

Les dotations en fonds propres s'élèvent à 31,11 M€ en AE et 19,04 M€ en CP et se décomposent en :

- **19,54 M€ en AE et 14,04 M€ en CP** destinés au Château et domaine national de Versailles pour le financement de son schéma directeur d'investissement, avec la poursuite de la deuxième phase de travaux ;
- **11,57 M€ en AE et 5 M€ en CP** pour la Réunion des musées nationaux - Grand Palais afin de soutenir le financement de la phase initiale (dite « phase 0 ») du schéma directeur de rénovation et d'aménagement du Grand Palais correspondant aux travaux d'urgence et à la poursuite des études dans le cadre du grand projet de rénovation de cet ensemble patrimonial.

Transferts internes à la mission Culture

- **445 934 € en AE=CP** sont transférés en catégorie 72 du programme 175 vers le programme 224 en parallèle du transfert de 15 emplois financés en titre 3 sur le titre 2, au titre de la réduction de la précarité dans l'emploi public.

- **18 873 € en AE=CP** sont transférés du programme 175 « Patrimoines », depuis la subvention pour charges de service public du Château de Versailles au programme 224 « Transmission des savoirs et démocratisation de la culture », vers le titre 2, au titre de la régularisation des titularisations dans le cadre de la loi dite « Sauvadet ».

Pour de plus amples détails, se reporter à la partie « Opérateurs ».

B) AUTRES CRÉDITS DU PATRIMOINE MONUMENTAL (14,48 M€ en AE et 14,47 M€ en CP)

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

- **Dépenses de fonctionnement courant : 3,72 M€ en AE et 3,71 M€ en CP**

Les crédits de fonctionnement courant regroupent uniquement des crédits centraux et se décomposent ainsi :

Destination des crédits (M€)	AE	CP
Moyens de fonctionnement des services à compétence nationale (Médiathèque de l'architecture et du patrimoine, Laboratoire de recherche des monuments historiques et musée des Plans-reliefs)	2,02	2,01
Études et prestations de service (Études techniques sur les matériaux, les normes ou les savoir-faire en matière de restauration de monuments historiques, réalisation de guides méthodologiques)	0,38	0,38
Organisation des fêtes nationales et des cérémonies publiques (Installation des tribunes et pavoisement)	1,32	1,32
Total	3,72	3,71

- **Subventions pour charges de service public : 9,35 M€ en AE=CP**

Ces crédits regroupent uniquement des crédits centraux et se décomposent de la façon suivante entre les opérateurs :

Opérateurs (en M€)	AE=CP
Centre des monuments nationaux (fonctionnement)	6,67
Domaine de Chambord (fonctionnement)	0,88
Total	7,54

Patrimoines

Programme n° 175 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

Transfert externe à la mission Culture

1 805 000 € en AE=CP sont transférés en catégorie 32 du programme 149 « Enseignement scolaire public du second degré » vers le programme 175 « Patrimoines » au titre de la compensation de la gratuité d'accès aux collections permanentes des enseignants.

Les budgets du Centre des monuments nationaux (CMN) et du Domaine de Chambord sont présentés dans la partie « Opérateurs ».

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Les dépenses d'investissement s'élèvent à **0,13 M€ en AE=CP** en faveur de la Médiathèque de l'architecture et du patrimoine (MAPA) afin de contribuer au financement de ses investissements courants (conservation, restauration des collections et numérisation de documents d'archives).

DEPENSES D'INTERVENTION

Les dépenses d'intervention s'élèvent à 1,28 M€ en AE=CP

0,78 M€ en AE=CP sont destinés au soutien ponctuel des opérations de promotion et de diffusion du patrimoine monumental (organisation de colloques ou d'expositions, publications d'ouvrages ou de brochures, financement des associations de valorisation du patrimoine monumental, notamment celles organisant des chantiers de bénévoles, subvention au centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels).

0,50 M€ en AE=CP sont par ailleurs prévus en faveur du patrimoine photographique pour financer des interventions dans ce domaine, en faveur notamment du Jeu de Paume et de la fondation Jacques-Henri Lartigue.

ACTION N° 02**3,2 %**

Architecture

	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2016
Autorisations d'engagement		28 793 666	28 793 666	350 000
Crédits de paiement		28 893 666	28 893 666	450 000

La politique menée en faveur de l'architecture et du patrimoine urbain et rural s'inscrit dans le cadre du code du patrimoine et de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977. Elle s'articule avec l'ensemble des politiques publiques menées en matière de développement durable et de cadre de vie. Les services du ministère de la Culture et de la Communication collaborent ainsi avec les ministères chargés de l'urbanisme, de l'écologie et de la commande publique. Cette politique en faveur de l'architecture et de la qualité des constructions et du cadre de vie a fait l'objet en 2015 d'une réflexion qui a débouché sur l'élaboration d'une stratégie nationale pour l'architecture. La mise en œuvre de cette stratégie à partir de 2016 s'orientera dans quatre grandes directions :

- développer la sensibilisation et la formation à l'architecture du grand public et de l'ensemble des acteurs publics et privés de la construction et du cadre de vie ;
- renforcer la reconnaissance du patrimoine architectural des XXe et XXIe siècles et développer la capacité d'intervention architecturale sur la transformation du cadre bâti existant ;
- soutenir la démarche expérimentale de projets architecturaux et urbains et encourager les passerelles entre univers professionnels du cadre de vie, en lien avec les acteurs de la recherche ;
- favoriser les évolutions en matière de structuration de la profession d'architecte, afin notamment de pouvoir répondre aux enjeux sociétaux et aux mutations de la commande.

Ces orientations feront partie intégrante des trois grands axes de politique publique qui structurent l'action 02.

Promouvoir la qualité architecturale et paysagère du cadre de vie

Le ministère de la Culture et de la Communication s'attache à renforcer les réseaux régionaux de promotion et de valorisation de l'architecture ainsi que la gouvernance et les missions des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE). Il contribue au développement de cet objectif au niveau du « Grand Paris » dans le cadre de la gouvernance du groupement d'intérêt public (GIP) de l'Atelier international du Grand Paris. Il mène de nombreuses actions, en partenariat avec les collectivités territoriales, notamment au travers du renouvellement des conventions des villes et pays d'art et d'histoire (VPAH), ou en lien avec des opérateurs, comme l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) par exemple. Il œuvre également à l'élaboration d'outils pratiques de promotion de la qualité architecturale destinés aux maîtres d'ouvrage.

La mission interministérielle pour la qualité des constructions publiques (MIQCP), placée auprès du ministère de la Culture et de la Communication, qui en assure le financement avec un soutien du ministère du Logement, de l'Égalité des territoires et de la Ruralité, concourt à cette politique.

En plus de l'exercice de la tutelle de l'Ordre national des architectes, le ministère de la Culture et de la Communication mène également des actions pour maintenir une maîtrise d'œuvre indépendante dans des conditions d'exercice satisfaisantes afin d'assurer une offre de qualité.

Favoriser la connaissance de l'architecture et diffuser la culture architecturale, paysagère et urbaine

Plusieurs actions sont menées afin de faire émerger une véritable culture architecturale et urbaine : l'organisation de la session des Albums des jeunes architectes et paysagistes (AJAP), la relance du label Patrimoine du XXe siècle, la déclinaison des actions du projet national d'Éducation Artistique et Culturelle ou des actions d'étude et de valorisation des formes architecturales méconnues comme les grands ensembles ou les lotissements.

La Cité de l'architecture et du patrimoine (CAPA) est l'établissement public référent dans le domaine de la valorisation de l'architecture.

Protéger, préserver et mettre en valeur le patrimoine urbain et rural

La politique du ministère de la Culture et de la Communication en matière de protection, de préservation et de mise en valeur du patrimoine urbain et rural s'appuie en premier lieu sur la mise en œuvre des outils de protection et de planification :

- les secteurs sauvegardés, les zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) et les aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) devraient fusionner et être transformés en « cités historiques » dans le cadre de la loi relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine. Ils sont destinés à préserver des ensembles urbains remarquables, ainsi que leur environnement rural, dans près de 800 communes en France. Dans ces espaces remarquables, le plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV), le règlement de l'AVAP, de la ZPPAUP et le plan local d'urbanisme (PLU) sont élaborés dans le cadre d'un partenariat étroit entre l'État et les collectivités territoriales ;
- les abords des monuments historiques ont pour objectif de préserver l'environnement des monuments historiques et contribuent, à ce titre, à la politique de mise en valeur du cadre de vie urbain et rural dans près de 20 000 communes en France.

Le projet d'amélioration du processus d'autorisations de travaux en espaces protégés (ATEP) lancé en 2010 répond à la volonté d'améliorer l'action publique en faveur du patrimoine urbain, architectural et paysager et en faveur du cadre de vie. Il a permis de mettre l'accent sur une gestion raisonnée et adaptée des territoires concernés par les espaces protégés et sur le rôle de conseil de proximité et d'expertise des architectes des bâtiments de France.

L'intervention directe sur les espaces protégés est complétée par la mise en œuvre du dispositif fiscal « Malraux » qui octroie une réduction d'impôt sur le revenu au titre des dépenses de restauration d'immeubles bâtis situés dans les secteurs sauvegardés, ZPPAUP et AVAP (cités historiques) ou dans les quartiers anciens dégradés. Ce dispositif constitue un levier de revitalisation des centres historiques, de lutte contre l'habitat indigne et de promotion de la mixité sociale et fonctionnelle, en favorisant la réhabilitation des logements.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement	19 259 603	19 359 603
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2 774 000	2 874 000
Subventions pour charges de service public	16 485 603	16 485 603
Dépenses d'intervention	8 848 750	8 848 750
Transferts aux autres collectivités	8 848 750	8 848 750
Dépenses d'opérations financières	685 313	685 313
Dotations en fonds propres	685 313	685 313
Total	28 793 666	28 893 666

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à **19,26 M€ en AE et 19,36 M€ en CP** et se décomposent comme suit :

Dépenses de fonctionnement courant : 2,77 M€ en AE et 2,87 M€ en CP

- **Crédits centraux : 0,37 M€ en AE et 0,47 M€ en CP**

Ces crédits sont destinés à financer des études et des prestations de service en architecture à hauteur de **0,23 M€ en AE=CP**. Par ailleurs, **0,14 M€ en AE=CP** sont destinés à prendre en charge le financement de la mission interministérielle pour la qualité des constructions publiques (MIQCP), notamment des missions effectuées par les architectes consultants qui participent aux jurys de concours ou d'appels d'offre. La MIQCP est une structure regroupant des spécialistes de haut niveau du droit de la commande publique et des processus de réalisation des constructions publiques. Elle assure également un travail quotidien de conseil aux maîtres d'ouvrage publics ainsi que des actions de formation. Enfin, **0,10 M€ en CP** sont destinés à financer l'achèvement des marchés relatifs aux secteurs sauvegardés dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par l'administration centrale.

- **Crédits déconcentrés : 2,40 M€ en AE=CP**

2,20 M€ en AE=CP sont destinés au financement d'opérations pluriannuelles d'études concernant les secteurs sauvegardés et leur plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV). Le coût moyen pour l'État d'une opération de révision pour un secteur sauvegardé s'élève à 0,50 M€. Cette part de l'État représente 50 % du coût des opérations, toutes contributions confondues. En 2016, ces opérations concernent notamment Angoulême, Angers, Arles, Sedan ou Strasbourg.

Afin d'améliorer la protection des abords des monuments historiques, les périmètres « automatiques » de 500 mètres ont vocation à être progressivement remplacés par des périmètres « délimités » (périmètres de protection modifiés et adaptés). Les études urbaines et paysagères correspondantes sont financées à hauteur de **0,20 M€ en AE=CP**.

Subventions pour charges de service public : 16,49 M€ en AE=CP

Les subventions pour charges de service public s'élèvent à **16,46 M€ en AE=CP** et sont destinées à couvrir les dépenses de fonctionnement de la Cité de l'architecture et du patrimoine (CAPA).

Pour de plus amples détails sur cet opérateur, se reporter à la partie « Opérateurs ».

Transfert externe à la mission Culture

30 000 € en AE=CP sont transférés en catégorie 32 du programme 149 « Enseignement scolaire public du second degré » vers l'action 02 du programme 175 « Patrimoines » au titre de l'intégration de la compensation de la gratuité d'accès aux collections permanentes des enseignants.

DEPENSES D'INTERVENTION

Les dépenses d'intervention, prévues à hauteur de **8,85 M€ en AE=CP**, se décomposent comme suit :

- **Crédits centraux : 1,23 M€ en AE=CP**

Ces crédits sont destinés à hauteur de **0,78 M€ en AE=CP** au soutien de l'État au réseau des Conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) et des maisons de l'architecture ainsi qu'à une quinzaine d'associations représentatives au niveau national des principales professions concernées. Le réseau des CAUE est par ailleurs financé par une fraction de la taxe d'aménagement perçue par les départements.

0,45 M€ en AE=CP sont destinés à l'Atelier international du Grand Paris (AIGP). Doté d'une mission de prospective culturelle liée au territoire métropolitain, ce GIP a pour mission de favoriser débats, recherches, initiatives, propositions sur les enjeux urbains du devenir du Grand Paris, pour prolonger et développer les projets rassemblés lors de la consultation internationale de 2008 sur « Le Grand Pari(s) de l'agglomération parisienne ».

- **Crédits déconcentrés : 7,62 M€ en AE=CP**

Fonctionnement

Les études urbaines en faveur de la qualité architecturale (études de diagnostic territorial, études sur le patrimoine architectural récent, etc.) sont financées à hauteur de **0,47 M€ en AE=CP**.

Cette politique s'attache également à renforcer les réseaux régionaux de promotion de l'architecture, au travers notamment du réseau des CAUE mis en place dans 91 départements, des maisons de l'architecture, ainsi que des actions menées en partenariat avec les collectivités territoriales, dont le réseau des VPAH (184 VPAH recensés à ce jour). L'ensemble de ces réseaux bénéficie de crédits à hauteur de **3,50 M€ en AE=CP** en 2016.

Investissement

L'État finance aux côtés des collectivités locales entre 50 % et 60 % du montant des études des AVAP. Le coût moyen d'une création d'AVAP est de 0,06 M€. La révision d'une ZPPAUP en AVAP (avant la date limite du 14 juillet 2016 imposée par le Grenelle II) se situe entre 0,03 M€ et 0,06 M€ en moyenne. Certains travaux de mise en valeur d'immeubles remarquables (bâti ou non bâti) situés en espaces protégés et appartenant à des propriétaires publics ou privés peuvent également être subventionnés. Ces crédits représentent **3,65 M€ en AE=CP**.

DEPENSES D'OPERATIONS FINANCIERES

La dotation en fonds propres en faveur de la Cité de l'architecture et du patrimoine (CAPA) s'élève à **0,69 M€ en AE=CP** en faveur de l'investissement courant de l'établissement.

ACTION N° 03**37,8 %****Patrimoine des musées de France**

	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2016
Autorisations d'engagement		344 443 512	344 443 512	400 000
Crédits de paiement		339 387 271	339 387 271	400 000

La politique du ministère de la Culture et de la Communication en faveur des musées s'inscrit dans le cadre des dispositions du code du patrimoine qui fixent un cadre commun à tous les musées de France.

Politique en matière de gestion des collections

La conservation des collections à des fins d'étude, de présentation au public et de transmission aux générations futures constitue le cœur de la mission des musées. L'État a trois priorités en matière de gestion des collections :

- une meilleure connaissance du contenu des collections publiques ;
- l'amélioration de leurs conditions de conservation et de leur état sanitaire accompagnée d'une politique de restauration ;
- une meilleure diffusion de ces collections sur l'ensemble du territoire national.

Ces objectifs conduisent à la mise en œuvre d'une action planifiée dans l'ensemble des musées de France en matière de récolement et d'informatisation, de mise aux normes des équipements et de conservation préventive.

L'inventaire et le récolement, obligatoire et décennal, permettent de s'assurer de la localisation et de l'état des biens des collections nationales. L'État soutient également l'informatisation et la numérisation des collections des musées de France.

La conservation préventive a également été définie par le ministère de la Culture et de la Communication comme une priorité pour tous les musées. Cette politique, inscrite dans une logique de développement durable, suppose des actions sur l'environnement des œuvres dans une approche globale : conditions physiques de conservation, formation des personnels, procédures, soutien prioritaire aux opérations de conservation préventive par rapport aux opérations de restauration.

Politique en matière d'égal accès à la culture

Rendre accessibles tous les chefs-d'œuvre de l'art et les témoignages insignes de l'évolution des cultures humaines et des modes de vie et de travail des hommes constitue une priorité constante pour le ministère de la Culture et de la Communication. Elle se traduit par une politique volontariste en matière de publics qui s'appuie sur :

- une politique tarifaire et des mesures ciblées d'accès gratuit aux collections permanentes des musées (notamment pour les 18-25 ans résidents de l'Union européenne) contribuant aux objectifs de développement de l'éducation artistique ;
- des outils destinés à une meilleure connaissance des publics et de leurs pratiques culturelles ;
- une politique de diffusion culturelle et de médiation reposant sur le développement de services des publics, sur une offre adaptée aux différents publics et sur le recours aux nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Politique de rééquilibrage territorial

La politique territoriale des musées vise à irriguer les régions de projets culturels et muséaux de qualité et à opérer un rééquilibrage territorial. Elle s'appuie notamment sur :

- la création de réserves pour le musée du Louvre à Lens, ainsi que la poursuite de rénovations et de constructions de bâtiments de réserves adaptés à la conservation pour les musées de France en région ;
- une politique d'investissement partenariale avec les collectivités territoriales qui se traduit par l'achèvement des projets portés dans le cadre du plan national d'investissement dans les musées en régions lancé en 2011 (« Plan musées ») et par la programmation de nouvelles opérations destinées à maintenir la qualité du parc muséal existant ;
- une politique d'accompagnement de l'excellence des musées de France, tant sur le plan scientifique que sur le plan de la médiation qui s'incarne, notamment, par le soutien des DRAC aux projets structurants ou par le label d'exposition d'intérêt national ;
- une articulation entre les projets et actions des musées nationaux et des musées territoriaux, en matière d'expositions, de dépôt de collections nationales et de collaborations scientifiques.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement	283 759 966	277 418 922
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	20 350 091	14 009 047
Subventions pour charges de service public	263 409 875	263 409 875
Dépenses d'investissement	11 612 342	12 897 145
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	11 612 342	12 897 145
Dépenses d'intervention	25 352 600	26 352 600
Transferts aux collectivités territoriales	15 330 000	16 330 000
Transferts aux autres collectivités	10 022 600	10 022 600
Dépenses d'opérations financières	23 718 604	22 718 604
Dotations en fonds propres	23 718 604	22 718 604
Total	344 443 512	339 387 271

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Dépenses de fonctionnement courant : 20,35 M€ en AE et 14,01 M€ CP

11,61 M€ en AE et 11,07 M€ en CP sont dédiés aux moyens de fonctionnement des services à compétence nationale relevant du service des musées de France, et notamment au fonctionnement des services administratifs, à la conservation et à la connaissance scientifique des œuvres d'art, à l'entretien des bâtiments et à l'accueil du public. **8,70 M€ en AE et 2,90 M€ en CP** sont par ailleurs consacrés à la location d'espaces pour le gardiennage des biens culturels.

Destination des crédits (SCN Musées) (M€)	AE	CP
Musée du Moyen Age – Thermes et Hôtel de Cluny	0,98	0,98
Musée d'archéologie nationale (Saint-Germain-en-Laye)	1,46	1,46
Musée de la Renaissance (Ecouen)	0,88	0,88
Musée des châteaux Malmaison, Ile d'Aix et Maison Bonaparte à Ajaccio	0,87	0,87
Musée de la Préhistoire (Les Eyzies de Tayac)	0,66	0,66
Musée du château de Pau	0,48	0,48
Musée Clemenceau et de Lattre de Tassigny (Mouilleron-en-Pareds)	0,11	0,11
Musée du château de Compiègne et musée franco-américain (château de Blérancourt)	2,20	2,20
Musées du XX ^e siècle	0,84	0,84
Centre de recherche et de restauration des Musées de France (C2RMF)	2,19	2,19
Service des bibliothèques, des archives et de la documentation générale (SBADG)	0,40	0,40
Provision pour engagements des dépenses d'électricité dans le cadre du marché national négocié par France Domaine	0,54	0
Total	11,61	11,07

0,04 M€ en AE=CP sont prévus par ailleurs au titre des dépenses liées à l'attribution du label « Maison des Illustres », destinées à valoriser les maisons historiques, qui conservent et transmettent la mémoire de femmes et d'hommes qui les ont habitées et se sont illustrés dans l'histoire politique, sociale et culturelle de la France.

Subventions pour charges de service public : 263,41 M€ en AE=CP

Depuis 2013, les subventions pour charges de service public versées aux opérateurs du programme 175 comprennent la compensation de la gratuité d'accès aux collections permanentes pour les jeunes de 18 à 25 ans résidents de l'Union Européenne, forfaitisée et intégrée dans leur équilibre budgétaire. À partir de 2016, la compensation de la gratuité d'accès aux collections permanentes pour les enseignants sera également intégrée aux subventions pour charges de service public des opérateurs concernés.

Patrimoines

Programme n° 175 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

Les 261,75 M€ de subventions pour charges de service public aux opérateurs (hors 1,67 M€ en AE=CP provenant du transfert pour la gratuité d'accès des enseignants) se décomposent de la façon suivante :

a) Les opérateurs ayant essentiellement une activité muséale : Louvre, Branly, Orsay, Guimet, Fontainebleau, Picasso, Moreau, Henner, MuCEM

Les missions principales de ces opérateurs sont de trois ordres :

- la conservation et le développement de la connaissance scientifique des collections appartenant à l'État et confiées à la garde de ces musées ;
- l'accueil des publics ;
- l'enrichissement des collections publiques.

Les subventions pour charges de service public de ces opérateurs s'élèvent à **151,84 M€ en AE=CP** réparties comme suit :

(M€)	<i>Fonctionnement</i>
Opérateur	AE=CP
Louvre	91,97
Branly	22,67
Orsay	8,20
Guimet	3,82
Fontainebleau	2,34
Picasso	3,52
Moreau	0,22
Henner	0,37
MuCEM	18,72
Total	151,84

b) Les opérateurs ayant une activité non exclusivement muséale : Centre national d'art et de culture - Georges-Pompidou et Les Arts décoratifs.

Les crédits de fonctionnement pour charges de service public de ces opérateurs s'élèvent à **83,35 M€ en AE=CP** et se répartissent comme suit :

(M€)	<i>Fonctionnement</i>
Opérateur	AE=CP
CNAC-GP	68,50
Arts Décoratifs	14,85
Total	83,35

c) Les opérateurs non « musées » : Institut national d'histoire de l'art et Réunion des musées nationaux - Grand- Palais

Les crédits de subvention pour charges de service public de ces opérateurs s'élèvent à **23,29 M€ en AE=CP**.

(M€)	Fonctionnement
Opérateur	AE=CP
INHA	2,74
RMN-GP	20,55
Total	23,29

Une description détaillée des missions et du budget des établissements publics du musée du Louvre, du musée du Quai Branly, du musée d'Orsay, du Centre national d'art et de culture - Georges-Pompidou, de la Réunion des musées nationaux - Grand-Palais est présentée dans la partie « Opérateurs ».

d) Enfin, 3,27 M€ en AE=CP sont prévus pour le paiement, par les établissements concernés, des contributions consécutives à la titularisation d'agents contractuels dans le cadre de la mise en œuvre de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, dite loi « Sauvadet ». Ces crédits seront alloués en fonction des besoins en cours d'année et sont prévus à titre provisoire en totalité sur l'action 3 « Patrimoines des musées de France » du programme 175 « Patrimoines ».

Transferts internes à la mission Culture

- **44 442 € en AE=CP** sont transférés du programme 175 « Patrimoines », de la subvention pour charges de service public de la RMN-GP vers le titre 2 du programme 224 « Transmission des savoirs et démocratisation de la culture » au titre de la fin d'une mise à disposition pour des missions relevant de l'État (exportation de biens culturels).
- **91 835 € en AE=CP** sont transférés du programme 175 « Patrimoines » depuis la quote-part de crédits de catégorie 32 prévue pour le financement des contributions consécutives à la titularisation d'agents contractuels dans le cadre de la mise en œuvre de la loi dite « Sauvadet ». Ils abondent le programme 224 « Transmission des savoirs et démocratisation de la culture », en titre 2.
- **254 545 € en AE=CP** sont transférés en catégorie 32 du programme 175 au programme 224 en parallèle du transfert de 15 emplois financés en titre 3 sur le titre 2, au titre de la réduction de la précarité dans l'emploi public.
- **241 801 € en AE=CP** sont transférés du programme 175 « Patrimoines », depuis les subventions pour charges de service public du musée Moreau (64 424 €), du musée du quai Branly (74 494€), du musée d'Orsay (68 740 €) et du musée Guimet (34 143 €), au programme 224 « Transmission des savoirs et démocratisation de la culture », vers le titre 2, au titre de la régularisation des titularisations dans le cadre de la loi dite « Sauvadet ».

Transfert externe à la mission Culture

1 665 000 € en AE=CP sont transférés du programme 149 « Enseignement scolaire public du second degré » vers la catégorie 32 de l'action 3 « Patrimoine des musées de France au titre de l'intégration de la compensation de la gratuité d'accès aux collections permanentes des enseignants.

Virement interne à la mission Culture

A la suite des arbitrages intervenus en cours d'année 2015, la tutelle métiers et le financement de l'établissement public du Palais de la porte Dorée sont désormais assurés par deux ministères uniquement, à savoir le ministère en charge de l'éducation et le ministère en charge de la culture. Au sein de la mission « Culture », l'opérateur est financé au travers de crédits de subvention pour charges de service public. Au titre de cette subvention, un virement en gestion de **0,2 M€ en AE=CP** sera effectué du programme 175 vers le programme 224 au cours de la gestion 2016.

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Les dépenses d'investissement s'élèvent à **11,61 M€ en AE et 12,90 M€ en CP**.

Les investissements des services à compétence nationale représentent 9,55 M€ en AE et 9,64 M€ en CP.

Ces crédits sont destinés :

- d'une part, pour **1,88 M€ en AE=CP**, au financement des dépenses de restauration et de conservation préventive des œuvres d'art effectuées sous la maîtrise d'ouvrage des musées nationaux, avec l'expertise technique et scientifique du Centre de recherche et de restauration des musées de France (C2RMF) ;
- d'autre part, pour **7,67 M€ en AE et 7,76 M€ en CP**, à financer des opérations de travaux de mise aux normes de sûreté et de sécurité, d'accessibilité aux personnes en situation de handicap, de développement de l'offre muséale et d'amélioration des conditions d'accueil du public et de conservation des œuvres. Des crédits sont également prévus pour l'investissement courant réalisé sur ces sites. L'extension et la rénovation du musée franco-américain de Blérancourt (qui s'achèvera en 2016), la rénovation des espaces d'accueil du musée de Port-Royal, le réaménagement et la rénovation de la Maison natale de Georges Clemenceau à Mouilleron-en-Pareds, ainsi que les schémas directeurs de Compiègne et de Saint-Germain-en-Laye sont notamment financés par ces crédits, qui comprennent également la poursuite du projet de réaménagement de l'accueil au musée national du Moyen-Âge de Cluny (**1,10 M€ en CP**).

Le Musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée (MuCEM) : 2,06 M€ en AE et 3,26 M€ en CP

Ces crédits sont programmés pour le centre de conservation et de réserves. Dédiée au stockage et à l'étude des collections, cette opération fait l'objet d'un partenariat public-privé (PPP) détaillé ci-dessus (« Éléments transversaux au programme », partie « Partenariats public-privé »).

DEPENSES D'INTERVENTION

Les dépenses d'intervention s'élèvent à **25,35 M€ en AE et 26,35 M€ en CP**.

Transfert aux collectivités territoriales (15,33 M€ en AE et 16,33 M€ en CP) :

- **Crédits centraux (fonctionnement) : 2,33 M€ en AE=CP**

Ces crédits sont consacrés :

- à l'EPCC du centre national du costume de scène de Moulins (à hauteur de **1,72 M€ en AE=CP**), financé majoritairement par l'État : cette institution a pour but de préserver de la dégradation, et à terme de la disparition, une partie des collections patrimoniales de costumes de l'Opéra de Paris, de la Comédie Française et de la Bibliothèque nationale de France ;
 - au soutien d'expositions ayant reçu le label « d'intérêt national », organisées par des musées de France en régions. En 2016, un montant de **0,61 M€ en AE=CP** est attribué à environ une quinzaine d'expositions, dont le choix sera arrêté à la fin de l'année 2015. Le montant de la subvention peut varier entre 0,01 M€ et 0,06 M€, selon l'importance et le budget de l'exposition. Sur ces mêmes crédits, une enveloppe sera réservée à l'attribution du prix « Musée pour tous » sélectionnant une opération ou une manifestation à l'attention du public handicapé.
- **Crédits déconcentrés (investissement) : 13 M€ en AE et 14 M€ en CP**

L'année 2016 sera notamment consacrée au financement des suites d'opérations, dont la plupart ont été engagées dans le cadre du Plan Musées en région (2011-2013) avec l'objectif d'assurer un rééquilibrage territorial et de renforcer la conservation et la mise en valeur des collections exceptionnelles des musées de France en région.

Les crédits d'investissement permettront de financer des fins d'opérations ainsi que de nouvelles phases de travaux sur des opérations telles que :

- la reprise du projet de rénovation du musée Bonnat-Helleu à Bayonne en Aquitaine ;
- l'achèvement de la rénovation et de la restructuration du musée Unterlinden de Colmar en Alsace ;
- la fin de la réhabilitation et l'extension du musée Crozatier du Puy-en-Velay en Auvergne ;
- la phase II de la réhabilitation du musée des beaux-arts de Dijon en Bourgogne ;
- la poursuite de la rénovation du musée Girodet de Montargis dans le Centre ;
- la poursuite des travaux de rénovation du musée des beaux-arts de Besançon en Franche-Comté ;
- la poursuite des travaux de la Cité internationale de la tapisserie et de l'art tissé à Aubusson dans le Limousin ;
- la fin des travaux de rénovation et d'agrandissement du musée Rigaud de Perpignan en Languedoc-Roussillon ;
- la rénovation du musée des Beaux-Arts Henri Martin de Cahors en Midi-Pyrénées ;
- l'achèvement des travaux de restructuration du musée du verre de Sars Poteries dans le Nord-Pas-de-Calais ;
- la poursuite des travaux d'extension du musée des beaux-arts de Nantes dans les Pays-de-la-Loire.

Transferts aux autres collectivités (10,02 M€ en AE=CP) :

- **Crédits centraux (fonctionnement) : 3,27 M€ en AE=CP**

Les crédits centraux se répartissent comme suit :

Destination de la subvention (M€)	AE=CP
Fonctionnement du Musée d'art et d'histoire du Judaïsme (MAHJ)	2,12
GIP Port-Royal	0,52
Subventions diverses (dont opération "Les portes du Temps")	0,63
Total	3,27

Le musée d'art et d'histoire du judaïsme (MAHJ), financé à parts égales avec la Ville de Paris, est le principal bénéficiaire de ces crédits. Cette dotation permet également de poursuivre le soutien aux associations professionnelles qui contribuent au rayonnement de la communauté muséale. De plus, elle contribue au financement de l'opération « Les Portes du Temps », destinée à organiser, pendant la période d'été, des activités culturelles sur des sites patrimoniaux au bénéfice de jeunes issus des secteurs urbains défavorisés.

- **Crédits déconcentrés (fonctionnement) : 6,75 M€ en AE=CP**

Ces crédits sont destinés à financer les actions structurantes des musées territoriaux. Ces actions sont définies par la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002 relative aux musées de France. Elles comprennent principalement l'aide au récolement et à la numérisation des collections, ainsi que l'informatisation et la création de sites Internet, la conservation préventive, sans oublier la création ou la consolidation des équipes des services des publics et le soutien aux actions de diffusion et de médiation.

DEPENSES D'OPERATIONS FINANCIERES

23,72 M€ en AE et 22,72 M€ en CP sont destinés aux opérations d'investissement des opérateurs.

Ces crédits permettent de financer les investissements des établissements suivants, y compris les crédits dédiés à la poursuite du schéma directeur de restauration et de rénovation de l'établissement public de Fontainebleau et au lancement de celui du CNAC-GP :

Patrimoines

Programme n° 175 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

(M€)	Investissement	
	AE	CP
Opérateur		
Louvre	4,18	4,18
CNAC-GP	11,11	11,11
Guimet	0,51	0,51
Fontainebleau	7,00	6,00
Arts Décoratifs	0,46	0,46
INHA	0,12	0,12
Picasso	0,29	0,29
Henner	0,05	0,05
Total	23,72	22,72

ACTION N° 04

4,8 %

Patrimoine archivistique et célébrations nationales

	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2016
Autorisations d'engagement		43 757 583	43 757 583	850 000
Crédits de paiement		28 365 254	28 365 254	850 000

Le patrimoine archivistique constitue un élément essentiel de la mémoire et de l'histoire.

L'action du ministère de la Culture et de la Communication poursuit plusieurs objectifs :

- élaborer les règles applicables aux archives et en contrôler l'application – exception faite des ministères des Affaires étrangères et de la Défense ;
- exercer le contrôle scientifique et technique sur l'ensemble des archives publiques ;
- assurer le contrôle et la conservation des archives courantes ;
- veiller à la sauvegarde des archives privées présentant, du point de vue de l'histoire, un intérêt public ;
- favoriser l'accès des publics aux archives.

Afin d'y répondre, le ministère de la Culture et de la Communication pilote et assure le financement d'un réseau constitué des Archives nationales (le SCN Archives nationales implanté sur trois sites : Paris, Fontainebleau et, depuis 2012, Pierrefitte-sur-Seine ; le SCN Archives nationales d'Outre-mer situé à Aix-en-Provence ; le SCN Archives nationales du monde du travail situé à Roubaix) et des archives territoriales (municipales, départementales et régionales).

Il soutient les archives territoriales en mettant à disposition des personnels scientifiques, en accordant des subventions aux collectivités territoriales, notamment pour la construction de bâtiments d'archives, la numérisation ou encore l'acquisition d'archives privées et en apportant son expertise.

Il conclut des accords de coopération bilatérale, dans de nombreux pays, avec les directions des Archives nationales. Ces accords facilitent les échanges entre professionnels, l'organisation de programmes de formation ainsi que la coopération et la valorisation scientifiques. Des échanges multilatéraux sur des thématiques particulières sont régulièrement mis en place.

Il s'attache à renforcer la collecte des archives dans le contexte des réorganisations administratives en cours et notamment de la réforme des collectivités territoriales. S'agissant de l'archivage numérique, VITAM, programme d'investissement interministériel visant à développer une solution logicielle libre, a été lancé le 9 mars 2015 par la ministre de la Culture et de la Communication et le secrétaire d'État à la réforme de l'État et à la simplification. Son objectif est de doter les archives nationales d'une plate-forme d'archivage numérique (ADAMANT) et de favoriser le développement de l'archivage numérique dans les collectivités (projet AD-ESSOR).

Il veille par ailleurs à la conservation pérenne des microfilms et des images numériques, grâce au transfert des fichiers sur bandes magnétiques LTO de dernière génération au Centre national du microfilm et de la numérisation situé à Espeyran dans le département du Gard.

Il cherche également à faciliter et à accroître l'accès du public au patrimoine archivistique en ligne, notamment à travers la construction du portail interministériel des Archives de France, point d'accès unique aux ressources nationales et locales.

Il organise et coordonne le comité interministériel aux archives de France (CIAF) institué par décret le 12 avril 2012. Présidée par le directeur général des patrimoines, cette instance assure le renforcement de la politique interministérielle des archives de l'État et, dans ce cadre, élabore des documents cadres et référentiels.

Il abrite la mission aux commémorations nationales. Chargée d'établir la liste des anniversaires célébrés chaque année au nom de l'État et de réaliser le recueil qui la matérialise. Cette mission accompagne les porteurs de projet, en coordonnant si nécessaire les initiatives, en veillant à leur valorisation et en diffusant l'information sur les manifestations programmées par l'intermédiaire de son site Internet. Elle travaille en étroite collaboration avec les DRAC qui suivent les projets dans leur circonscription.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement	12 465 106	11 690 251
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	12 295 106	11 520 251
Subventions pour charges de service public	170 000	170 000
Dépenses d'investissement	25 702 477	11 086 314
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	25 702 477	11 086 314
Dépenses d'intervention	5 590 000	5 588 689
Transferts aux collectivités territoriales	4 000 000	3 998 689
Transferts aux autres collectivités	1 590 000	1 590 000
Total	43 757 583	28 365 254

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Les **dépenses de fonctionnement courant (crédits centraux)**, prévues à hauteur de **12,29 M€ en AE et 11,52 M€ en CP**, sont constituées des dépenses des services suivants :

- le service interministériel des archives de France (SIAF) ;
- le service à compétence nationale des Archives nationales (AN) composé des sites de Paris, Fontainebleau et Pierrefitte-sur-Seine ;
- le service à compétence nationale des Archives nationales du monde du travail (ANMT) situé à Roubaix ;
- le service à compétence nationale des Archives nationales d'Outre-mer (ANOM) situé à Aix-en-Provence ;
- le Centre national du microfilm et de la numérisation (CNMN), service central délocalisé rattaché au service interministériel des archives de France.

Ces dépenses comprennent notamment les dépenses de conditionnement des archives servant à garantir la protection des documents contre les dommages causés par le temps et les manipulations lors de la consultation.

Patrimoines

Programme n° 175 | JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

Les dépenses de fonctionnement courant sont réparties de la façon suivante entre ces services :

Destination des crédits (M€)	AE=CP
Service à compétence nationale des archives nationales (AN)	9,36
Service à compétence nationale des archives nationales du monde du travail (ANMT)	0,81
Service à compétence nationale des archives nationales d'Outre-mer (ANOM)	0,70
Centre national du microfilm et de la numérisation (CNMN)	0,25
Service interministériel des archives de France (SIAF)	0,40
Total	11,52

Les crédits du SIAF tiennent compte notamment des dispositions du décret n° 2012-479 du 12 avril 2012, selon lequel ce service est mis à disposition des services du Premier ministre pour les travaux du Comité interministériel aux archives de France (CIAF). Ils devront également permettre de poursuivre la mise en œuvre du projet de portail internet France Archives, site en lien avec les outils européens existants et permettant d'homogénéiser et d'agréger l'ensemble des données françaises actuellement éclatées entre les 3 services à compétence nationale d'archives (AN, ANMT, ANOM), 100 sites départementaux et 700 sites municipaux.

Les crédits destinés aux charges de fonctionnement courant des AN, ANMT, ANOM et du CNMN sont répartis comme suit :

Destination des crédits (AE=CP) (M€)	AN	ANMT	ANOM	CNMN	TOTAL
Bâtiment	6,57	0,36	0,31	0,11	7,35
Administration	0,80	0,12	0,11	0,04	1,07
Conservation	1,10	0,28	0,25	0,09	1,72
Valorisation	0,89	0,05	0,04	0,01	0,99
Total	9,36	0,81	0,70	0,25	11,12

S'y ajoutent **0,77 M€ en AE** au titre des engagements des dépenses d'électricité dans le cadre du marché national négocié par France Domaine.

Les crédits de **subvention pour charges de service public**, prévus à hauteur de **0,17 M€ en AE=CP**, concernent la prise en charge du traitement des archives d'architectes déposées à la Cité de l'architecture et du patrimoine (CAPA).

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

25,70 M€ en AE et 11,09 M€ en CP sont prévus au titre des investissements dans les différents sites des services des archives nationales :

- **0,8 M€ en AE=CP** sont destinés au programme de numérisation et aux opérations de microfilmage portés par les différents services en charge de la conservation des archives nationales ;
- **Archives nationales (SCN AN) : 17,45 M€ en AE et 4,85 M€ en CP** sont prévus, notamment pour l'aménagement du site de Pierrefitte-sur-Seine et l'équipement de la partie du site constituant une réserve de stockage à venir (opération dite « équipement du différé ») ;
- **SCN ANMT, ANOM et CNMN : 3,85 M€ en AE et 2,34 M€ en CP** sont prévus pour les opérations d'investissement courant ainsi que pour le lancement de la réalisation du schéma directeur des ANOM et la réalisation de travaux urgents (couverture, mise aux normes, désenfumage, etc.) sur ces différents sites ;
- **3,1 M€ en AE et 2,6 M€ en CP** sont destinés au financement du projet interministériel de plateforme d'archivage électronique VITAM, pour la part incombant au ministère de la Culture et de la Communication ;
- Enfin **0,50 M€ en AE=CP** sont destinés à lancer des études pour la modernisation des conditions de conservation sur le site des archives nationales à Paris.

DEPENSES D'INTERVENTION

Les dépenses d'intervention s'élèvent à **5,59 M€ en AE=CP**.

- **Crédits centraux : 0,61 M€ en AE=CP**

Ces crédits sont majoritairement des crédits de fonctionnement consacrés à des subventions aux associations œuvrant en faveur de la conservation et de la diffusion des archives, ainsi qu'à la célébration des anniversaires officiels.

- **Crédits déconcentrés : 4,98 M€ en AE=CP**

Fonctionnement

0,98 M€ en AE=CP sont destinés au financement d'opérations de restauration, de conservation, de numérisation ou de valorisation du patrimoine archivistique en région et au volet régional des commémorations et célébrations nationales.

Investissement

4 M€ en AE=CP sont destinés aux services d'archives départementales (AD) et municipales (AM). Ils permettent d'aider à la construction ou à la rénovation des bâtiments. Ces crédits sont destinés en priorité à financer des opérations déjà engagées. La participation de l'État représente au maximum 30 % du montant total des travaux éligibles à une subvention. En 2016, ces crédits d'investissement permettront principalement de participer au financement de suites d'opérations telles que l'extension des AD de Haute-Vienne dans le Limousin et des AD de la Somme en Picardie, ou encore la construction des AD du Rhône en Rhône-Alpes.

ACTION N° 07**0,3 %****Patrimoine linguistique**

	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2016
Autorisations d'engagement		2 911 333	2 911 333	
Crédits de paiement		2 911 333	2 911 333	

Le ministère de la Culture et de la Communication, à travers la délégation générale à la langue française et aux langues de France, coordonne et anime, au plan interministériel, la politique linguistique de l'État.

L'objectif premier de cette politique est de favoriser l'emploi de la langue française, élément essentiel de cohésion entre nos concitoyens dans une perspective d'ouverture aux autres langues.

LA LANGUE FRANÇAISE

Garantir un « droit au français »

Recevoir une information et s'exprimer dans sa langue est un droit garanti par la loi, qui vise à protéger la santé et la sécurité des consommateurs, des salariés et des usagers. L'application de ce droit fait l'objet d'une vigilance constante : il en est rendu compte chaque année dans le rapport sur l'emploi du français que le gouvernement remet au Parlement.

Enrichir et développer la langue française

Le décret modificatif n° 2015-341 du 25 mars 2015 rénove le fonctionnement du dispositif d'enrichissement de la langue française, en lui donnant les moyens d'exercer efficacement les missions qui lui incombent.

Un dispositif d'enrichissement de la langue française propose des termes français pour désigner les réalités du monde contemporain et contribuer ainsi à lutter contre les pertes de domaines et de fonctionnalités de la langue française.

Renforcer la maîtrise de la langue française

Il est nécessaire, dans une perspective de réduction des inégalités face à la langue française, d'en faciliter l'accès pour tous. Les pratiques culturelles et artistiques, de même que le contact avec les œuvres, constituent un levier d'action efficace pour l'appropriation du français. En retour, la langue française peut favoriser l'accès à l'offre culturelle. Aussi, dans le prolongement de l'appel à projets national lancé en 2015 à l'initiative du Premier ministre, le ministère de la Culture et de la Communication renforce sensiblement son action pour développer les dispositifs mettant l'action culturelle au service de la maîtrise du français.

LA PLURALITÉ LINGUISTIQUE

Favoriser la diversité linguistique

Le ministère de la Culture et de la Communication s'attache à favoriser le développement de la traduction dans tous les secteurs de la société et à faire apparaître le rôle clé de la traduction dans la circulation des œuvres et des idées en Europe et dans le dialogue euro-méditerranéen.

Promouvoir et valoriser les langues de France

Le ministère de la Culture et de la Communication contribue à promouvoir et à faire connaître ce patrimoine immatériel vivant et créatif reconnu par la Constitution (article 75-1). Il poursuit notamment ses efforts pour renforcer la présence de ces langues partout où notre cadre constitutionnel permet des marges de progression, par exemple l'espace public, les expressions culturelles et les médias. Le ministère de la Culture et de la Communication a mis en place en 2013 un Comité consultatif dont les conclusions visent à donner une nouvelle impulsion à la politique publique en faveur des langues régionales et de la pluralité linguistique interne et à accroître leur espace d'expression dans la société. Les initiatives visant à donner un cadre inter-régional à la valorisation des langues régionales de France sont particulièrement encouragées par le ministère.

Observer les pratiques linguistiques

La redéfinition d'une politique publique en faveur de la pluralité linguistique interne doit pouvoir s'appuyer sur un ensemble d'enquêtes scientifiques destinées à mesurer la place des langues parlées en France dans les différents champs de la vie économique, sociale et culturelle, ainsi que sur les réseaux numériques. Les travaux de l'observatoire des pratiques linguistiques permettent d'éclairer la décision publique dans ce domaine.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement	50 000	50 000
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	50 000	50 000
Dépenses d'intervention	2 861 333	2 861 333
Transferts aux autres collectivités	2 861 333	2 861 333
Total	2 911 333	2 911 333

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

0,05 M€ en AE=CP sont prévus au titre de la participation de la délégation générale à la langue française et aux langues de France (DGLFLF) au salon Expolangues. Ce salon, qui réunit l'ensemble des acteurs du marché linguistique, professionnels comme grand public, a pour objectif de promouvoir l'apprentissage des langues, de défendre le plurilinguisme et d'encourager les échanges internationaux.

DEPENSES D'INTERVENTION

Les dépenses d'intervention s'élèvent à **2,86 M€ en AE=CP** dont **2,0 M€ en AE=CP pour les crédits centraux** et **0,86 M€ en AE=CP pour les crédits déconcentrés**. Ces crédits se répartissent de la façon suivante :

Domaines	Montant total (AE=CP en M€)	Nombre de dossiers*	Coût moyen unitaire (AE= CP en €)*
Présence du français et promotion du plurilinguisme	0,58	76	7 632
Maîtrise de la langue	0,30	20	15 000
dont Fonds incitatif <i>Outre-mer</i>	0,14		
Valorisation des langues de France	0,36	34	10 558
Enrichissement de la langue française	0,20	17	11 765
Sensibilisation et développement des publics	0,24	26	9 231
Contribution française au Centre européen pour les langues vivantes de Graz	0,32	1	
Crédits déconcentrés	0,86		
Total	2,86		

* Données indicatives

Ces crédits permettent à la DGLFLF d'exercer les missions suivantes :

- la promotion de l'emploi du français dans l'ensemble des domaines auxquels s'applique notre cadre légal (secteurs économique, scientifique, éducatif, culturel, de la santé, du travail, etc.), par un travail de coordination interministérielle et le soutien aux projets des associations et organismes de promotion de la langue française. Une action de sensibilisation de la société aux enjeux liés à la langue française et à la diversité linguistique est entreprise par le biais de manifestations telles que le salon Expolangues en début d'année, la Semaine de la langue française au printemps et la Journée européenne des langues fin septembre ;
- l'enrichissement de la langue française, grâce à l'appui du travail de recherche en terminologie et en néologie. L'accent est mis sur le développement de la diffusion des vocabulaires recommandés, par le biais de la base de données FranceTerme, mais également *via* le nouvel outil collaboratif wikiLF ;
- la maîtrise de la langue française, que la délégation générale contribue tout particulièrement à favoriser dans le champ de l'éducation populaire, de la lutte contre l'illettrisme et de l'intégration des migrants. Un effort conséquent est conduit dans les Outre-mer pour y concilier la maîtrise du français et la valorisation des langues locales ;
- l'observation et la valorisation des langues de France au moyen d'actions de soutien à la mise en valeur de ces langues partout où notre cadre constitutionnel permet des marges de progression ;
- la promotion du multilinguisme, en favorisant le développement de la traduction dans tous les secteurs de la société. Des projets concrets sont par ailleurs soutenus dans des domaines innovants tels que l'intercompréhension entre langues romanes, qui permet de développer la compréhension conjointe de ces langues et de pouvoir ainsi s'exprimer dans sa langue en étant compris de ses interlocuteurs ;
- la sensibilisation des publics, par des opérations permettant d'associer nos concitoyens à la place de la langue française dans la société, à son évolution et à son rôle dans les expressions artistiques et culturelles comme dans l'exercice de la citoyenneté.

ACTION N° 08**1,0 %****Acquisition et enrichissement des collections publiques**

	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2016
Autorisations d'engagement		8 853 013	8 853 013	
Crédits de paiement		8 853 013	8 853 013	

L'enrichissement des collections est mis au service de la connaissance et de l'étude du patrimoine. Il contribue à assurer, sur l'ensemble du territoire national, l'accès du plus large public aux œuvres du patrimoine de la France et de l'humanité. Il favorise la circulation croissante des œuvres d'art, entre les institutions françaises, notamment à travers les prêts et dépôts des musées nationaux vers les musées territoriaux et dans le cadre de réseaux internationaux. Il contribue ainsi au rayonnement des collections publiques françaises.

L'État a également pour objectif de maintenir sur le territoire français des trésors nationaux, en réglementant la circulation des biens culturels qui sortent de France, tout en favorisant le développement du marché de l'art en France. À cet effet, l'État met au service du patrimoine national ses capacités d'expertise et des moyens financiers. Ils sont de plusieurs types et ne se limitent pas aux seuls crédits budgétaires. Des dépenses fiscales ainsi que les ressources propres des opérateurs contribuent également à la politique d'acquisition de l'État.

Pour remplir ces objectifs, l'État s'est doté d'un ensemble de moyens d'action propres à s'assurer :

- de l'encadrement de la circulation des biens culturels les plus importants du point de vue patrimonial. Les biens culturels qualifiés de « trésor national » peuvent ainsi faire temporairement l'objet d'une interdiction de sortie du territoire en vue de permettre une acquisition au bénéfice des collections publiques. Cette procédure est réalisée dans le respect des intérêts du propriétaire, qui est assuré d'une transaction au prix du marché international, par une procédure d'estimation et d'acquisition dédiée ;
- d'une possibilité d'intervention dans les ventes publiques par l'exercice d'un droit de préemption ;
- des moyens d'acquérir directement auprès des propriétaires, notamment par voie de donation en paiement de certains droits (tels que les droits de succession), des œuvres ayant une « haute valeur artistique ou historique » ;
- de la possibilité de mobiliser le concours financier d'entreprises pour l'acquisition de « trésors nationaux » et de biens culturels reconnus d'intérêt patrimonial majeur, par le dispositif fiscal prévu à l'article 238 bis OA du code général des impôts qui octroie aux entreprises imposées à l'impôt sur les sociétés une réduction d'impôt égale à 90 % des versements effectués en faveur de l'achat de biens culturels présentant le caractère de trésors nationaux. Ce dispositif permet l'entrée dans les collections publiques d'œuvres majeures.

Le ministère de la Culture et de la Communication favorise également les politiques d'acquisition des collectivités territoriales, soit par des actions de veille et d'expertise technique, soit par un soutien financier apporté ponctuellement aux projets les plus significatifs sous la forme d'une participation issue des crédits du Fonds du patrimoine. Dans certaines régions, les projets d'acquisitions des collectivités locales bénéficient d'un financement complémentaire de l'État et des régions au moyen des Fonds régionaux d'acquisition pour les musées (FRAM).

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement	50 000	50 000
Subventions pour charges de service public	50 000	50 000
Dépenses d'investissement	3 046 448	3 046 448
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	3 046 448	3 046 448
Dépenses d'intervention	3 287 820	3 287 820
Transferts aux collectivités territoriales	2 177 118	2 177 118
Transferts aux autres collectivités	1 110 702	1 110 702
Dépenses d'opérations financières	2 468 745	2 468 745
Dotations en fonds propres	2 468 745	2 468 745
Total	8 853 013	8 853 013

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

0,05 M€ en AE=CP sont prévus en faveur du Centre des monuments nationaux (CMN) pour des opérations d'inventaire liées aux acquisitions. La subvention d'acquisition du CMN proprement dite est prévue en dotation en fonds propres et présentée ci-dessous.

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Les crédits d'investissement s'élèvent à **3,05 M€ en AE=CP**.

Les crédits d'investissement sont exclusivement des crédits centraux et comprennent :

- les crédits d'acquisition pour le patrimoine monumental. Les acquisitions concernent notamment les trésors qui dépendent des cathédrales, propriété de l'État ;
- une dotation versée à la RMN-GP lui permettant de financer pour l'État des acquisitions pour le compte des 11 musées nationaux services à compétence nationale (SCN), de deux musées SCN devenus établissements publics (Fontainebleau et Sèvres-Limoges) et du service des bibliothèques, des archives et de la documentation générale ayant également le statut de SCN ;
- les crédits d'acquisition pour le patrimoine archivistique. Les acquisitions concernent notamment les documents au profit des centres d'archives nationales ;
- le fonds du patrimoine qui bénéficie à tous les domaines d'intervention du programme (patrimoine, architecture, musées, archives). Il est réservé aux acquisitions d'œuvres qui ont une grande importance patrimoniale, en particulier les œuvres qualifiées de trésor national et les œuvres dites d'intérêt patrimonial majeur, notamment lorsque ces dernières sont destinées à intégrer les collections des musées des collectivités territoriales.

Bénéficiaires/projet (en M€)		AE=CP
Patrimoine monumental	Direction générale des patrimoines (service du patrimoine)	0,16
Musées	Réunion des musées nationaux (pour le compte des musées nationaux SCN)	1,21
Archives	Direction générale des patrimoines (service interministériel des archives de France)	0,19
Tous domaines	Fonds du patrimoine	1,49
Total		3,05

DEPENSES D'INTERVENTION

Les dépenses d'intervention, prévues à hauteur de **3,29 M€ en AE=CP**, permettent de contribuer à l'enrichissement des collections publiques n'appartenant pas à l'État.

- **Crédits centraux**

Les crédits d'intervention centraux, prévus à hauteur de **2,18 M€ en AE=CP**, sont répartis entre :

- le fonds du patrimoine (**2,15 M€ en AE=CP**) qui permet de réaliser également des acquisitions pour les musées de France ne relevant pas de l'État (musées des collectivités territoriales, musées régis par des associations, des fondations, etc.) ;
- les crédits d'acquisition des archives au profit des centres départementaux et municipaux d'archives (**0,03 M€ en AE=CP**).

- **Crédits déconcentrés**

Les crédits déconcentrés, prévus à hauteur de **1,11 M€ en AE=CP**, sont répartis entre les 25 fonds régionaux d'acquisitions des musées (FRAM) et les cinq fonds régionaux d'aide à la restauration (FRAR).

Patrimoines

Programme n° 175 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

Bénéficiaires/projet (en M€)	AE=CP
Fonds du patrimoine	2,15
Crédits centraux d'acquisition des archives	0,03
Fonds régionaux d'acquisition des musées (FRAM) et fonds régionaux d'aide à la restauration	1,11
Total	3,29

DEPENSES D'OPERATIONS FINANCIERES

Les dotations en fonds propres des établissements publics au titre de l'enrichissement des collections s'élèvent à **2,47 M€ en AE=CP** et se répartissent de la façon suivante :

Bénéficiaires/projet (en M€)		AE=CP
Patrimoine monumental	Centre des monuments nationaux (CMN)	0,20
Architecture	Cité de l'architecture et de patrimoine (CAPA)	0,13
Musées	Musée Guimet	0,50
	Centre national d'art et de Culture Gorges-Pompidou (CNAC-GP)	1,64
Total		2,47

Dans les musées nationaux ayant le statut d'opérateur, d'autres sources de financement viennent compléter ces crédits : parts des recettes de droits d'entrée, mécénat, contributions des sociétés d'amis, dons et legs, etc. qui participent à la poursuite du programme d'acquisition d'œuvres pour le compte de l'État.

ACTION N° 09

14,3 %

Patrimoine archéologique

	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2016
Autorisations d'engagement		130 919 652	130 919 652	
Crédits de paiement		137 884 000	137 884 000	

Le ministère de la Culture et de la Communication poursuit une double mission :

- conserver et protéger le patrimoine archéologique ;
- recenser, étudier et valoriser ce patrimoine auprès des publics les plus larges et divers possibles.

Contexte d'intervention en matière d'archéologie

Le ministère de la Culture et de la Communication encourage la création de programmes collectifs de recherche pour accompagner la valorisation des informations issues des opérations de recherche archéologique programmées ou préventives. L'une et l'autre sont en lien avec la programmation archéologique nationale définie par le Conseil national de la recherche archéologique (CNRA).

Ces opérations de recherche scientifique comprennent des études documentaires, des prospections pédestres, aériennes ou géophysiques, des sondages, des diagnostics et des fouilles.

Les opérations programmées sont réalisées sur des sites présentant un grand intérêt scientifique et sont soumises à autorisation de l'État après avis des commissions interrégionales de la recherche archéologique (CIRA).

Les opérations préventives sont consécutives à des projets d'aménagement du territoire. Toute initiative susceptible de porter atteinte au sous-sol doit être transmise pour le domaine public terrestre au service régional de l'archéologie des DRAC et pour le domaine public maritime au département de la recherche archéologique subaquatique et sous-marine (DRASSM) afin que l'un ou l'autre apprécie l'éventuel préjudice sur le patrimoine archéologique et les mesures adaptées pour en limiter la portée. L'État exerce un contrôle scientifique et technique de l'ensemble des opérations archéologiques prescrites.

Les rapports d'opérations archéologiques (programmées et préventives) contribuent à l'enrichissement permanent de la carte archéologique nationale et à la définition de stratégies territoriales de recherche et de conservation.

Le titre II du livre V du code du patrimoine organise l'archéologie préventive en deux étapes :

- **les diagnostics**, qui visent à attester l'existence de vestiges sur l'emprise des travaux projetés et à évaluer la nécessité de leur étude préalable : pour l'archéologie terrestre, ils sont confiés à des opérateurs publics (Institut national de recherches archéologiques préventives - Inrap - ou services agréés de collectivités territoriales) ; par ailleurs, le DRASSM a pour vocation de dresser la carte archéologique du patrimoine subaquatique et sous-marin. Il a pour mission d'inventorier, d'étudier, de protéger, de conserver et de promouvoir le patrimoine archéologique national subaquatique et sous-marin. Il assure également une mission de conseil et de contrôle scientifique et technique sur tous les chantiers archéologiques dans les domaines relevant de sa compétence ;
- **les opérations de fouilles d'archéologie préventive** : elles incombent à la personne projetant d'exécuter les travaux ayant donné lieu à prescription à l'issue de la phase de diagnostic, qui peut faire appel, pour leur mise en œuvre, à l'Inrap, à un service archéologique territorial, ou encore, dès lors que sa compétence scientifique est garantie par un agrément délivré par l'État, à toute autre personne de droit public ou privé.

Dans ce cadre, les efforts de l'État en matière d'archéologie portent notamment sur :

- la valorisation de la recherche, et notamment des actions de médiation en direction du public à travers des subventions accordées à la publication ou à l'organisation d'expositions, des actions de communication (Journées nationales du patrimoine, Journées nationales de l'archéologie), et l'édition numérique notamment sur le site du ministère de la Culture et de la Communication ;
- le suivi de l'activité des opérateurs privés agréés pour mener des opérations en matière d'archéologie préventive ;
- la poursuite des réflexions engagées sur l'harmonisation des pratiques (gestion archéologique du territoire, définition des objectifs scientifiques, etc.), notamment par l'élaboration des bilans régionaux et la définition d'axes scientifiques prioritaires, la poursuite de la mise en œuvre de programmes de recherche et de publication avec les autres institutions œuvrant dans le domaine de l'archéologie (CNRS, universités, collectivités territoriales, etc.) ;
- la poursuite de l'effort fourni par les services de l'État afin de veiller, d'une part, à ce que les prescriptions d'archéologie préventive préalables aux travaux restent le fruit d'un exercice de grande sélectivité, d'un travail essentiel d'évaluation et d'expertise scientifique et, d'autre part, à ce que les délais en termes de prescriptions d'archéologie préventive aux projets de travaux et en termes de mise en place des opérations de terrain soient respectés ;
- l'entretien et le développement de l'expertise scientifique des agents de l'État, qui légitime les décisions prises en matière de diagnostics ou de fouilles (mission de prescription) et les objectifs scientifiques assignés à ces opérations (mission de contrôle scientifique et technique assurée par l'État sur les opérations archéologiques) ;
- la conservation des vestiges archéologiques et la clarification de leurs statuts de propriété notamment avec la poursuite de l'élaboration des schémas régionaux des centres de conservation et d'études (CCE).

La redevance d'archéologie préventive (RAP), taxe servant à financer les acteurs des diagnostics (Inrap et services agréés de collectivités territoriales) ainsi que le FNAP (Fonds National pour l'Archéologie Préventive) et dont le produit leur était affecté, est budgétisée à compter du 1^{er} janvier 2016 à hauteur de **118,00 M€ en AE=CP**, c'est-à-dire que 118,00 M€ de crédits sont ajoutés sur cette action à compter du PLF 2016 et que le produit de la redevance alimentera directement les comptes de l'État.

2,1 M€ sont prévus pour le remboursement de l'avance consentie par l'Agence France Trésor (AFT) à l'Inrap. Ce montant sera pris sur les crédits de l'action 09 ou des autres actions du programme 175.

Patrimoines

Programme n° 175 JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement	78 659 000	78 659 000
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	159 000	159 000
Subventions pour charges de service public	78 500 000	78 500 000
Dépenses d'investissement		2 000 000
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État		2 000 000
Dépenses d'intervention	50 660 652	55 625 000
Transferts aux collectivités territoriales	14 735 652	18 700 000
Transferts aux autres collectivités	35 925 000	36 925 000
Dépenses d'opérations financières	1 600 000	1 600 000
Dotations en fonds propres	1 600 000	1 600 000
Total	130 919 652	137 884 000

Les crédits de l'action 09 « Patrimoine archéologique » se répartissent en deux rubriques :

- le soutien aux opérations d'archéologie préventive, pour un montant de **118 M€ en AE=CP** ;
- les autres crédits dédiés à l'archéologie et au patrimoine archéologique, pour un montant de **12,9 M€ en AE et 19,9 M€ en CP**.

A) SOUTIEN AUX OPÉRATIONS D'ARCHÉOLOGIE PRÉVENTIVE :

Ces crédits, de **118,00 M€ en AE=CP**, sont destinés à financer les opérations d'archéologie préventive.

Tableau général des crédits dédiés aux opérations d'archéologie préventive

Par nature de crédits (en M€)	AE	CP
Dépenses de fonctionnement	71,0	71,0
<i>dont subventions versées aux opérateurs – Opérations de diagnostics</i>	71,0	71,0
Dépenses d'intervention	45,4	45,4
<i>dont dépenses d'intervention - FNAP</i>	35,4	35,4
<i>dont dépenses d'intervention – transferts aux collectivités territoriales</i>	10,0	10,0
Dépenses d'opérations financières – Dotation en fonds propres des opérateurs	1,6	1,6
Total Opérations d'archéologie préventive	118,0	118,0

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Versés en catégorie budgétaire « Subvention pour charges de service public », ces crédits sont destinés à couvrir la réalisation des opérations de diagnostics d'archéologie préventive par l'Inrap, pour un montant maximum de **71,00 M€ en AE=CP**.

DEPENSES D'INTERVENTION

Ces crédits (**45,4 M€ en AE=CP**) sont destinés :

- d'une part, à abonder le Fonds national d'archéologie préventive (FNAP) prévu à l'article L. 524-14 du code du patrimoine et qui a vocation à venir en aide au financement des sommes dues par les aménageurs des fouilles archéologiques prescrites suite à un diagnostic. Le FNAP est abondé à hauteur de 30 % des crédits consacrés en loi de finances à l'archéologie préventive sur le programme « Patrimoines », soit **35,4 M€ en AE=CP** ;
- d'autre part, à verser des subventions en compensation des travaux engagés par les collectivités ayant reçu un agrément pour pouvoir exercer les opérations de diagnostic archéologique. A ce stade, un montant maximum de **10,0 M€ en AE=CP** est prévu (par transfert aux collectivités territoriales).

DEPENSES D'OPERATIONS FINANCIERES

Dans le cadre de la rebudgétisation de la RAP, une dotation en fonds propres est allouée à l'Inrap pour un montant de **1,6 M€ en AE=CP**. Elle a pour vocation de couvrir les dépenses d'investissement nécessaires à la réalisation des diagnostics.

B) AUTRES CRÉDITS DÉDIÉS À L'ARCHÉOLOGIE ET AU PATRIMOINE ARCHÉOLOGIQUE :

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

0,16 M€ sont prévus en faveur du fonctionnement du Centre national de la Préhistoire à Périgueux, service central délocalisé.

7,50 M€ en AE=CP sont prévus en faveur de l'Inrap en subvention pour charges de service public au titre de la compensation des charges de service public qui lui incombent en tant qu'opérateur national d'archéologie préventive, en particulier : obligation de présence sur l'ensemble du territoire ; compétence sur l'ensemble des spécialités ; traitement, exploitation et valorisation des données de diagnostics et de fouilles.

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Les dépenses d'investissement sont exclusivement constituées de crédits centraux à hauteur de **2,00 M€ en CP**. Ces crédits sont destinés à l'achèvement des travaux du centre de conservation et d'études en archéologie du Pôle de Recherches Interdisciplinaires Archéologiques de Moselle (PRIAM) à Metz en Lorraine, dont la maîtrise d'ouvrage est déléguée à l'OPPIC.

DEPENSES D'INTERVENTION

Les dépenses d'intervention s'élèvent à **5,26 M€ en AE et 10,23 M€ en CP**.

- **Transferts aux collectivités territoriales : 4,74 M€ en AE et 8,70 M€ en CP**

Fonctionnement

Une subvention de fonctionnement à hauteur de **2,00 M€ en AE=CP** est attribuée à la société d'économie mixte « Bibracte » dont la mission est de gérer le site archéologique du Mont-Beuvray.

Investissement

Il s'agit de dépenses de soutien aux fouilles archéologiques programmées à hauteur de **2,70 M€ en AE=CP**, réalisées en partenariat avec les autres organismes (CNRS, universités). Le coût moyen de ces opérations varie de 2 000 € à 20 000 € et le nombre d'opérations menées annuellement varie, selon les régions, de 15 à 55.

Par ailleurs, **4,00 M€ en CP** permettront d'honorer les restes à payer relatifs aux projets de CCE déjà engagés : le Pôle Archéologie Interdépartemental Rhénan (PAIR) de Sélestat en Alsace, le CCE des Martres-de-Veyres en Auvergne, et le CCE de Poitiers en Poitou-Charentes. **0,04 M€ en AE** viennent compléter ces crédits au titre des engagements des dépenses d'électricité dans le cadre du marché national négocié par France Domaine.

- **Transferts aux autres collectivités : 0,53 M€ en AE et 1,53 M€ CP**

Les crédits d'intervention centraux sont constitués de **0,53 M€ en AE=CP** et sont destinés à soutenir des opérations de promotion et de diffusion du patrimoine archéologique (aides à l'édition).

En administration déconcentrée, **1 M€ en CP** sont destinés à la poursuite des travaux du projet Lascaux IV. Ce dernier consiste en la création d'un centre international d'art pariétal à Montignac en Dordogne.

OPÉRATEURS

RÉCAPITULATION DES CRÉDITS ALLOUÉS AUX OPÉRATEURS DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Nature de la dépense	LFI 2015		PLF 2016	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public	281 166	281 166	361 694	361 694
Dotations en fonds propres	80 098	76 298	88 831	75 762
Transferts				
Total	361 264	357 464	450 525	437 456

Le montant 2016 des subventions pour charges de service public inscrit intègre 3,27 M€ pour la compensation de la mise en œuvre de la loi n°2010-347 du 12 mars 2012, dite "Sauvadet". Ces crédits seront répartis entre opérateurs en cours d'année en fonction du coût réel lié à la titularisation des agents. Il intègre par ailleurs 3,5 M€ pour la compensation de la gratuité enseignants. Enfin, ce montant intègre une subvention pour charges de services public de 2,74 M€ au profit de l'INHA, rattaché au programme 150 "Formations supérieures et recherche universitaire".

Le montant 2016 des dotations en fonds propres comprend 0,12 M€ versés à l'INHA et 0,19 M€ de crédits à répartir.

CONSOLIDATION DES EMPLOIS

EMPLOIS DES OPÉRATEURS Y COMPRIS OPÉRATEURS MULTI-IMPUTÉS POUR LE PROGRAMME CHEF DE FILE

Intitulé de l'opérateur	Réalisation 2014 (1)				LFI 2015				PLF 2016			
	ETPT rémunérés par ce programme (2)	ETP / ETPT rémunérés par les opérateurs			ETPT rémunérés par ce programme (2)	ETPT rémunérés par les opérateurs			ETPT rémunérés par ce programme (2)	ETPT rémunérés par les opérateurs		
		sous plafond	hors plafond	dont contrats aidés		sous plafond	hors plafond	dont contrats aidés		sous plafond	hors plafond	dont contrats aidés
CAPA - Cité de l'architecture et du patrimoine		133	6	3								
	ETPT ETPT		133	6	3		134	4	4		134	4
CMN - Centre des monuments nationaux		941	15									
		941	15			908	30	30		935	30	30
CNAC-GP - Centre national d'art et de culture - Georges Pompidou		1 014	15	12								
		1 014	15	12		1 033	18	13		1 026	18	13
EPMQB - Etablissement public du musée du quai Branly		252										
		252				253				249		
EPV - Etablissement public du musée et du domaine national de Versailles		306	67	16								
		306	67	16		305	64	18		304	64	
Etablissement public du château de Fontainebleau		4	1	1								
		4	1	1		4	6	6		4	6	6
Etablissement public du domaine de Chambord		111	16	16								
		111	16	16		117	4			116	30	30
INRAP - Institut national de recherches archéologiques préventives		1 960	1									
		1 960	1			2 089	4	4		2 080		
Musée des arts décoratifs		259	30									
		259	30			271	42	1		270	42	

Patrimoines

Programme n° 175 | OPÉRATEURS

Intitulé de l'opérateur	Réalisation 2014 (1)				LFI 2015			PLF 2016				
	ETPT rémunérés par ce programme (2)	ETP / ETPT rémunérés par les opérateurs			ETPT rémunérés par ce programme (2)	ETPT rémunérés par les opérateurs			ETPT rémunérés par ce programme (2)	ETPT rémunérés par les opérateurs		
		sous plafond	hors plafond	dont contrats aidés		sous plafond	hors plafond	dont contrats aidés		sous plafond	hors plafond	dont contrats aidés
MuCEM - Musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée		61	24	23								
		61	24	23		63	19	19		63	19	19
Musée d'Orsay et musée de l'Orangerie		208	21	17								
		208	21	17		204	24	20		208	24	20
Musée du Louvre		1 939	110	53								
		1 939	110	53		1 996	121	58		2 006	121	58
Musée Guimet		56	0									
		56	0			55	4	4		54	4	
Musée Henner		2										
		2				2				3		
Musée Moreau		4										
		4				3				1		
Musée Picasso		31	3	3								
		31	3	3		38	8	8		39	8	8
Rmn- Grand Palais - Réunion des musées nationaux et du Grand Palais des Champs Elysées		941	155	52								
		941	155	52		977	125	58		972	125	
Total ETP		8 222	464	196								
Total ETPT		8 222	464	196		8 452	473	243		8 464	495	188

(1) La réalisation 2014 reprend la présentation du RAP 2014.

(2) Emplois des opérateurs inclus dans le plafond d'emplois du ministère.

EMPLOIS DES OPÉRATEURS RÉMUNÉRÉS PAR D'AUTRES PROGRAMMES, Y COMPRIS OPÉRATEURS MULTI-IMPUTÉS POUR LE PROGRAMME CHEF DE FILE

Intitulé de l'opérateur	Réalisation 2014 (1)	LFI 2015 (3)	PLF 2016
CAPA - Cité de l'architecture et du patrimoine	14	13	16
CMN - Centre des monuments nationaux	437	470	470
EPMQB - Etablissement public du musée du quai Branly		1	3
EPV - Etablissement public du musée et du domaine national de Versailles	546	602	613
Etablissement public du château de Fontainebleau	120	125	132
Etablissement public du domaine de Chambord	11	10	10
MuCEM - Musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée	56	62	62
Musée d'Orsay et musée de l'Orangerie	423	451	467
Musée Guimet	108	113	111
Musée Henner	3	5	5
Musée Moreau	16	17	24
Musée Picasso	44	65	70
Rmn- Grand Palais - Réunion des musées nationaux et du Grand Palais des Champs Elysées	18	18	18
Total ETPT (2)	1 796	1 952	2 001

(1) La réalisation 2014 reprend la présentation du RAP 2014.

(2) Emplois des opérateurs inclus dans le plafond d'emplois du ministère.

(3) La LFI 2015 fait référence aux plafonds votés en Loi de finances initiale 2015 ou, le cas échéant, en Loi de finances rectificative 2015.

■ PLAFOND DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS DES OPÉRATEURS DU PROGRAMME CHEF DE FILE

	ETPT
Emplois sous plafond 2015 (1)	8 452
Extension en année pleine du schéma d'emplois de la LFI 2015 (2)	
Impact du schéma d'emplois 2016 (3)	+17
Solde des transferts T2/T3 (4)	-24
Solde des transferts internes (5)	
Solde des mesures de périmètre (6)	+3
Corrections techniques (7)	+21
Abattements techniques (8)	-5
Emplois sous plafond PLF 2016 (9)	8 464
Rappel du schéma d'emplois 2016 en ETP (10)	+17

Il convient de rappeler que la plupart des opérateurs rattachés au programme 175 bénéficient d'emplois situés dans le plafond ministériel (plafond T2) du ministère chargé de la culture, dont le ministère assure également le financement (hormis pour le Louvre, qui rembourse le ministère du coût de ces emplois).

PRÉSENTATION DES OPÉRATEURS (OU CATÉGORIES D'OPÉRATEUR)

CAPA - Cité de l'architecture et du patrimoine

La Cité de l'architecture et du patrimoine (CAPA) a été créée par le décret n° 2004-683 du 9 juillet 2004 sous la forme d'un établissement public à caractère industriel et commercial. L'article L.142-1 du code du patrimoine prévoit que la Cité a pour mission de promouvoir la connaissance du patrimoine et de l'architecture, leur histoire et leur insertion dans les territoires, ainsi que la diffusion de la création architecturale tant en France qu'à l'étranger. Elle participe à la valorisation de la recherche et à la formation des agents publics et des professionnels du patrimoine et de l'architecture.

La CAPA a notamment vocation, dans le cadre de l'exercice de ses missions, à :

- conserver, protéger, restaurer et présenter au public le plus large des collections que l'État lui confie, qu'elle acquiert ou qu'elle reçoit en dépôt. Elle constitue et gère une bibliothèque d'architecture ouverte au public ;
- contribuer à la collecte, à la conservation et à la valorisation des archives d'architecture ;
- assurer toutes activités de diffusion de la culture architecturale et patrimoniale auprès du public ;
- contribuer à l'action et au développement des réseaux locaux, nationaux et internationaux de diffusion, de préservation et de valorisation de la culture architecturale et patrimoniale ;
- assurer des actions de formation à l'intention des professionnels publics et privés de l'architecture et du patrimoine.

Action de rattachement

La Cité de l'architecture et du patrimoine est rattachée à l'action 2 « Architecture » du programme 175 « Patrimoines » mais s'inscrit également dans les actions 4 « Patrimoine archivistique et célébrations nationales » et 8 « Acquisition et enrichissement des collections publiques ». Elle concourt aux trois objectifs de performance du programme : « améliorer la connaissance et la conservation des patrimoines », « accroître l'accès du public au patrimoine national », « élargir les sources d'enrichissement des patrimoines publics », ainsi qu'aux indicateurs associés.

Elle participe également à la réalisation de l'objectif « favoriser un accès équitable à la culture notamment grâce au développement de l'éducation artistique et culturelle » du programme 224 « Transmission des savoirs et démocratisation de la culture ».

Contractualisation et orientations stratégiques

Le deuxième contrat d'objectifs et de performance de la Cité de l'architecture et du patrimoine a été signé pour la période 2013-2015. Les objectifs présentés s'articulent autour de quatre axes : développer la fréquentation du musée et des expositions, élargir et consolider l'offre de formation de l'École de Chaillot, renforcer le rôle de la Cité comme institution de référence de la culture architecturale et patrimoniale et optimiser la performance de l'établissement.

La CAPA a établi en juin 2010 un schéma pluriannuel de stratégie immobilière (SPSI) afin d'optimiser la gestion de son parc constitué de l'aile Paris du Palais de Chaillot, du centre d'archives du XXe siècle de la rue de Tolbiac et des lieux de réserves situés hors de Paris. Deux projets structurants devraient aboutir en 2016 : l'attribution à la CAPA de la responsabilité domaniale de l'ensemble du Palais de Chaillot d'une part, la réorganisation et rationalisation des réserves et lieux de stockage de la Cité d'autre part.

Présentation du budget / justification au premier euro

Le budget initial 2015 s'établit à 20,9 M€ en recettes et à 21,1 M€ en dépenses. Il dégage un résultat prévisionnel déficitaire de -0,2 M€.

La masse salariale des emplois payés par l'établissement représente 44,98 % des charges de fonctionnement : les hypothèses en matière de ressources propres sont inférieures à celles du budget initial 2014.

Les ressources propres sont essentiellement constituées de recettes de billetterie (27,9 %), du mécénat (23,2 %), des produits issus des locations d'espace (15,1 %), et des échanges de marchandises (13,9 %).

Indicateurs	BI 2015
Part des charges de personnel / charges du compte de résultat	44,98 %
Part de la subvention de l'État dans les charges du compte de résultat	77,51 %
Coût d'un jour de fonctionnement	54 821€
Part de l'investissement pris en charge par l'État	68,81 %

Perspectives 2016

L'année 2016 sera marquée par :

- la mise en œuvre de la convention d'entreprise signée en 2015 ;
- la modernisation du décret statutaire de la Cité de l'architecture et du patrimoine ;
- la prise en compte par l'établissement de la responsabilité domaniale sur l'ensemble du Palais de Chaillot ;

L'établissement poursuivra ses efforts pour maîtriser ses dépenses de fonctionnement, son contrat multi-services arrivant à terme. Il poursuivra également sa politique de développement de ses ressources propres : il s'agira de maintenir un haut niveau de fréquentation et de développer les ressources liées aux mécénats, aux partenariats, aux concessions et aux locations d'espace.

Un nouveau contrat de performance sera réalisé prochainement pour la période 2016-2018. L'établissement devrait également se doter en 2016 d'un nouveau projet scientifique, culturel et pédagogique.

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Programme intéressé ou nature de la dépense	Réalisation 2014		LFI 2015		PLF 2016	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
175 / Patrimoines	16 053	16 053	16 936	16 936	17 436	17 436
Subventions pour charges de service public	15 387	15 387	16 126	16 126	16 626	16 626
Dotations en fonds propres	656	656	810	810	810	810
Transferts	10	10				
186 / Recherche culturelle et culture scientifique	0	11				
Transferts	0	11				
224 / Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	193	193				
Transferts	193	193				
Total	16 246	16 257	16 936	16 936	17 436	17 436

BUDGET INITIAL 2015 DE L'OPÉRATEUR

Compte de résultat

(en milliers d'euros)

Charges	Compte financier 2014 (1)	Budget initial 2015	Produits	Compte financier 2014 (1)	Budget initial 2015
Personnel	9 153	9 001	Ressources de l'État	15 601	15 510
<i>dont charges de pensions civiles</i>	<i>0</i>	<i>160</i>	- subventions de l'État	15 601	15 510
Fonctionnement	12 843	12 098	- ressources fiscales		
Intervention			Autres subventions	76	62
			Ressources propres et autres	4 558	5 332
Total des charges	21 996	21 099	Total des produits	20 235	20 904
Résultat : bénéfice			Résultat : perte	1 761	195
Total : équilibre du CR	21 996	21 099	Total : équilibre du CR	21 996	21 099

(1) voté

Patrimoines

Programme n° 175 | OPÉRATEURS

Tableau de financement abrégé

(en milliers d'euros)

Emplois	Compte financier 2014 (1)	Budget initial 2015	Ressources	Compte financier 2014 (1)	Budget initial 2015
Insuffisance d'autofinancement	1 528	64	Capacité d'autofinancement		
Investissements	1 721	1 095	Ressources de l'État	656	754
Remboursement des dettes financières			Autres subv. d'investissement et dotations		
			Autres ressources		
			Augmentation des dettes financières		
Total des emplois	3 249	1 159	Total des ressources	656	754
Apport au fonds de roulement			Prélèvement sur le fonds de roulement	2 593	405

(1) voté

DÉPENSES 2015 DE L'OPÉRATEUR PAR DESTINATION

Avertissement : les dépenses 2015 présentées par destination n'incluent pas les charges non décaissables comme les amortissements et les dépréciations d'actifs.

(En milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement	Intervention	Investissement	Total
Collecter et préserver	1 404	1 047		125	2 576
Fonctions supports	2 969	4 583		750	8 302
Former et sensibiliser	986	459			1 445
Valoriser, exposer, diffuser la culture architecturale	3 642	4 920		220	8 782
Total	9 001	11 009		1 095	21 105

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2014 (1)		LFI 2015 (2)	PLF 2016
	ETP	ETPT	ETPT	ETPT
Emplois rémunérés par l'opérateur :	139	139	138	138
- sous plafond	133	133	134	134
- hors plafond	6	6	4	4
<i>dont contrats aidés</i>	3	3	4	4
Autres emplois en fonction dans l'opérateur :		14	13	16
- rémunérés par l'État par d'autres programmes		14	13	16

(1) La réalisation 2014 reprend la présentation du RAP 2014.

(2) LFI ou LFR le cas échéant.

Le plafond des emplois de l'opérateur rémunérés par l'État en PLF 2016 s'élève à 16 ETPT (+3 ETPT par rapport à la LFI 2015). Cette augmentation s'explique par le transfert à la CAPA de la maîtrise d'ouvrage sur la Cité de Chaillot, auparavant assurée par la DRAC Île-de-France.

CMN - Centre des monuments nationaux

L'établissement public du Centre des monuments nationaux (CMN) a pour mission d'entretenir, conserver et restaurer les monuments nationaux ainsi que leurs collections dont il a la garde, d'en favoriser la connaissance, de les présenter au public, d'en développer la fréquentation lorsque celle-ci est compatible avec leur conservation et leur utilisation.

Dans le cadre de la mise en valeur des monuments nationaux, il gère, anime et ouvre à la visite une centaine de monuments, dont 76 monuments remis en dotation par l'État et 6 appartenant en propre à l'établissement public. Conformément aux missions qui lui sont confiées, il exerce la maîtrise d'ouvrage des travaux réalisés dans les monuments nationaux, selon une programmation pluriannuelle mise en place pour les années 2014-2017.

Il peut également, par voie de conventions passées avec des personnes publiques, et après approbation par le ministre chargé de la culture, présenter au public des monuments historiques, des sites classés ou des collections appartenant à ces personnes et offrir tout service s'y rapportant.

Enfin, il peut acquérir pour le compte de l'État des objets mobiliers ; il assure, pour son compte et celui du ministère chargé de la culture, l'édition de publications diverses relatives au patrimoine.

Action de rattachement

L'établissement est rattaché à l'action 1 « Patrimoine monumental » du programme 175 « Patrimoines ». Le CMN participe à la réalisation des objectifs de performance de ce programme, à savoir : « améliorer la connaissance et la conservation des patrimoines », « accroître l'accès du public au patrimoine national », « élargir les sources d'enrichissement des patrimoines publics », ainsi qu'aux indicateurs associés. Il participe en outre à la réalisation de l'objectif « favoriser un accès équitable à la culture notamment grâce au développement de l'éducation artistique et culturelle » du programme 224 « Transmission des savoirs et démocratisation de la culture ».

Contractualisation et orientations stratégiques

Suite au renouvellement du mandat de son président en juin 2015, une nouvelle lettre de mission est en cours de finalisation. L'établissement veillera à stabiliser son modèle économique de gestion et de développement compte tenu notamment de l'impact de la gestion par l'établissement de l'Hôtel de la Marine. Il devra poursuivre l'accroissement de ses recettes propres tout en accomplissant ses missions culturelles et scientifiques premières, dans le respect du principe de mutualisation entre les sites.

Le contrat d'objectifs et de performance 2015-2017, approuvé par le conseil d'administration de l'établissement au cours du premier semestre 2015, met en avant les interactions entre les missions, les activités, et l'ambition de modernisation de l'établissement. Volontairement resserré autour d'un nombre limité d'objectifs et d'indicateurs associés, le contrat est construit autour de quatre axes : le monument et ses publics au cœur des missions du CMN, le CMN à l'heure du numérique, le renforcement du modèle culturel économique et partenarial, et la modernisation du fonctionnement de l'établissement.

Le schéma pluriannuel de stratégie immobilière (SPSI) a été approuvé par les tutelles et présenté au conseil d'administration du CMN daté du 29 septembre 2011.

Le plan d'action achats sur la période 2015-2018 a été approuvé par le dernier conseil d'administration de 2014. Ce plan est structuré autour de sept thématiques : l'énergie, l'impression, la médiation culturelle et signalétique, les prestations attachées à la gestion des ressources humaines, la logistique, l'entretien et la maintenance, le développement économique.

Présentation du budget 2015 / justification au premier euro

Au budget initial pour 2015, la masse salariale des emplois payés par l'établissement représente 53,1 % des charges de fonctionnement décaissables. Cette part importante s'explique par le nombre d'emplois nécessaires pour assurer notamment l'encaissement des droits d'entrée, l'animation des comptoirs de vente, les fonctions du siège, la maîtrise d'ouvrage, etc.

Les crédits de fonctionnement, hors masse salariale et charges non décaissables, sont consacrés pour 45 % à l'ouverture des monuments et l'accueil des publics, 19 % à la valorisation économique des monuments, 16 % à l'entretien et la conservation et 4 % aux éditions. Le reste des charges de fonctionnement concerne les fonctions supports (16 %).

Une large part des investissements concerne les opérations de restauration conduites par la direction de la conservation des monuments et des collections sur les monuments placés sous la responsabilité du CMN. Les autres investissements sont liés principalement aux travaux de réparation et d'aménagement relatifs à l'accueil du public. L'entretien des monuments et des collections est en outre assuré par les crédits de fonctionnement.

L'importance de la part de l'investissement pris en charge par l'État s'explique par le décalage à 2015 du versement de la majeure partie de la dotation en fonds propres allouée au titre de l'année 2014.

Patrimoines

Programme n° 175 | OPÉRATEURS

Enfin, en 2014, la fréquentation a atteint 9,5 millions de visites et le taux de ressources propres de l'établissement s'est élevé à 85 % (hors valorisation de la masse salariale des personnels rémunérés par l'État).

Indicateurs	BI 2015
Part des charges de personnel / charges du compte de résultat	53,08 %
Part de la subvention de l'État dans les charges du compte de résultat	15,19 %
Coût d'un jour de fonctionnement	240 378 €
Part de l'investissement pris en charge par l'État	65,73 %

Perspectives 2016

Le CMN poursuivra en 2016 la réalisation de son plan de rénovation des monuments nationaux. Parmi les opérations déjà lancées, la restauration des couvertures et menuiseries extérieures du château d'Azay-le-Rideau, les travaux de restauration du dôme du Panthéon, et de mise aux normes électriques du château de Montal se poursuivront.

Le CMN a par ailleurs été désigné en qualité d'opérateur unique de l'Hôtel de la Marine après le départ de l'état-major de la Marine nationale prévu en 2016. Le CMN est ainsi chargé de mener les travaux de réhabilitation nécessaires à l'ouverture au public de ce site remarquable et à sa mise en valeur, selon un plan d'intervention qui sera adapté aux contraintes de l'établissement et au plan de financement projeté.

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Programme intéressé ou nature de la dépense	Réalisation 2014		LFI 2015		PLF 2016	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
175 / Patrimoines	12 808	15 181	24 421	24 421	25 421	25 421
Subventions pour charges de service public	12 433	12 433	5 716	5 716	6 716	6 716
Dotations en fonds propres	191	2 564	18 705	18 705	18 705	18 705
Transferts	184	184				
Total	12 808	15 181	24 421	24 421	25 421	25 421

BUDGET INITIAL 2015 DE L'OPÉRATEUR

Compte de résultat

(en milliers d'euros)

Charges	Compte financier 2014 (1)	Budget initial 2015	Produits	Compte financier 2014 (1)	Budget initial 2015
Personnel	45 379	46 566	Ressources de l'État	12 412	13 327
<i>dont charges de pensions civiles</i>	<i>754</i>	<i>895</i>	- subventions de l'État	12 412	13 327
Fonctionnement	51 458	54 172	- ressources fiscales		
Intervention			Autres subventions	1 094	1 725
			Ressources propres et autres	79 829	81 346
Total des charges	96 837	100 738	Total des produits	93 335	96 398
Résultat : bénéfice			Résultat : perte	3 502	4 340
Total : équilibre du CR	96 837	100 738	Total : équilibre du CR	96 837	100 738

(1) voté

Tableau de financement abrégé

(en milliers d'euros)

Emplois	Compte financier 2014 (1)	Budget initial 2015	Ressources	Compte financier 2014 (1)	Budget initial 2015
Insuffisance d'autofinancement		990	Capacité d'autofinancement	1 646	
Investissements	35 398	49 843	Ressources de l'État	3 047	32 763
Remboursement des dettes financières			Autres subv. d'investissement et dotations	142	1 400
			Autres ressources	200	4 610
			Augmentation des dettes financières		
Total des emplois	35 398	50 833	Total des ressources	5 035	38 773
Apport au fonds de roulement			Prélèvement sur le fonds de roulement	30 363	12 060

(1) voté

Il convient de noter que le BI 2015 intègre la subvention versée en gestion au CMN et destinée à l'entretien des monuments nationaux (5,5 M€), la compensation prévisionnelle de la gratuité d'accès des enseignants aux musées et monuments nationaux (0,7 M€) et diverses subventions de l'État (1,4 M€). En outre, la subvention d'investissement intègre un report de 2014 vers 2015 à hauteur de 14,4 M€.

DÉPENSES 2015 DE L'OPÉRATEUR PAR DESTINATION

Avertissement : les dépenses 2015 présentées par destination n'incluent pas les charges non décaissables comme les amortissements et les dépréciations d'actifs.

(En milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement	Intervention	Investissement	Total
Conservation, restauration et entretien des monuments	1 736	6 617		30 164	38 517
Editions	1 731	1 532			3 263
Fonctions supports	9 854	6 810		3 397	20 061
Ouverture des monuments et accueil du public	27 006	18 348		12 829	58 183
Valorisation économique des monuments	6 239	7 865		3 453	17 557
Total	46 566	41 172		49 843	137 581

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2014 (1)		LFI 2015 (2)	PLF 2016
	ETP	ETPT	ETPT	ETPT
Emplois rémunérés par l'opérateur :	956	956	938	965
- sous plafond	941	941	908	935
- hors plafond	15	15	30	30
<i>dont contrats aidés</i>			30	30
Autres emplois en fonction dans l'opérateur :		437	470	470
- rémunérés par l'État par d'autres programmes		437	470	470

(1) La réalisation 2014 reprend la présentation du RAP 2014.

(2) LFI ou LFR le cas échéant.

Le plafond des emplois rémunérés par l'opérateur est fixé à 935 ETPT en PLF 2016, en augmentation de 27 ETPT par rapport à la LFI 2015. Cette évolution s'explique par :

- une mesure technique de relèvement de plafond suite au plan de déprécarisation mené par l'établissement en 2014 (+21 ETP),
- un solde de créations de +6 ETPT destiné à l'amélioration des conditions de surveillance et d'accueil du public dans les monuments dont le Centre à la charge, de nouveaux monuments lui ayant été récemment rattachés.

CNAC-GP - Centre national d'art et de culture - Georges Pompidou

Le Centre National d'Art et de Culture Georges Pompidou (CNAC-GP) est un établissement public à vocation pluridisciplinaire. Il réunit, dans un lieu unique, le musée national d'art moderne (MNAM), qui assure des missions de conservation, protection, étude et valorisation des collections nationales, et présente une programmation importante d'expositions temporaires d'art moderne et contemporain ; la bibliothèque Kandinsky sur l'art du XXe siècle ; des salles de cinéma et de spectacle vivant ainsi qu'un institut de recherche. Deux établissements publics et une association lui sont par ailleurs associés : la Bibliothèque publique d'information (BPI), située dans le même bâtiment et présenté comme opérateur du programme n°334, le Centre Pompidou Metz, et l'Institut de recherche et de coordination acoustique/musique (IRCAM).

Le Centre articule son action autour de l'enrichissement, la conservation et l'étude des œuvres, la mise en valeur du bâtiment et la diffusion du savoir dans toutes les disciplines de son champ d'action.

Le MNAM est associé à la mission scientifique du « département du XXe siècle » au sens du code du patrimoine, qui inclut dans son champ de compétence des missions d'étude, de recherche et de conseil dans le domaine de l'histoire de l'art et de la conservation des œuvres.

Action de rattachement

L'établissement est rattaché à l'action 3 « Patrimoine des musées de France » du programme 175. Il contribue à l'action 8 « acquisitions et enrichissement des collections publiques » du même programme.

Il concourt aux trois objectifs de performance de ce programme, à savoir : améliorer la connaissance et la conservation des patrimoines, accroître l'accès du public au patrimoine national, élargir les sources d'enrichissement des patrimoines publics, ainsi qu'aux indicateurs associés. Sans lui être directement rattaché, il participe à la réalisation de l'objectif « favoriser un accès équitable à la culture notamment grâce au développement de l'éducation artistique et culturelle » du programme 224 « Transmission des savoirs et démocratisation de la culture » et contribue à certains des objectifs du programme 131 « Création » tels que la diffusion des œuvres et des productions culturelles en France et à l'étranger et l'augmentation de la fréquentation du public dans les lieux culturels sur l'ensemble du territoire.

Contractualisation et orientations stratégiques

Le schéma pluriannuel de stratégie immobilière (SPSI) du Centre, approuvé par son conseil d'administration du 27 juin 2011, a été actualisé en 2014. Compte tenu de la complexité, de la diversité et de l'ampleur des chantiers à conduire pour rénover un bâtiment vieillissant, il a été décidé de faire réaliser une étude globale à l'Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture (OPPIC) en vue de déterminer un schéma directeur de travaux assorti d'un plan de financement pluriannuel. Les études constitutives du schéma directeur ayant été menées à leur terme en 2015, les priorités en matière de rénovation du bâtiment seront déterminées en lien avec les tutelles afin d'engager les premiers travaux d'urgence en 2016 et d'envisager un plan d'intervention adapté aux contraintes de l'établissement et au plan de financement projeté.

La stratégie d'achats du Centre, assortie d'objectifs chiffrés, a fait l'objet d'une présentation devant le conseil d'administration en 2014.

La rédaction du contrat de performance du Centre a été relancée fin 2014 et pourrait aboutir en 2015 pour une adoption en 2016.

Présentation du budget 2015 / justification au premier euro

La subvention pour charges de service public du Centre en 2015 s'élève à 67,996 M€ hors mise en réserve, en augmentation de 0,5 M€ par rapport à 2014.

Le compte de résultat prévisionnel du budget initial (BI) 2015 de l'établissement présente un résultat déficitaire de - 2,337 M€ sans progression par rapport à l'exercice précédent (-2 M€ au BI 2014).

Hors la subvention versée par le ministère chargé de la culture, les ressources propres de l'établissement s'établissent à 29,1 M€ en 2015, en reconduction par rapport à 2014 du fait de l'évolution de la fréquentation impactée par une programmation plus pointue et par la fermeture partielle de salles pour permettre la réalisation de travaux sur les sprinklers.

Les charges de fonctionnement s'élèvent à 116,8 M€ et sont quasi stables par rapport à 2014.

Les dépenses d'investissement diminuent en 2015, 2014 ayant connu une ouverture exceptionnelle des budgets pour permettre l'engagement de la totalité des travaux de réfection du réseau des sprinklers et de la dernière tranche de rénovation des centrales du traitement d'air.

Indicateurs	BI 2015
Part des charges de personnel / charges du compte de résultat	57,50 %
Part de la subvention de l'État dans les charges du compte de résultat	65,65 %
Coût d'un jour de fonctionnement	272 477 €
Part de l'investissement pris en charge par l'État	91 %

Perspectives 2016

L'année 2016 sera marquée par plusieurs éléments structurants pour le Centre :

- le lancement du schéma directeur de travaux, dont les résultats de l'étude ont été remis en juillet 2015 et auquel sera annexé un projet pluriannuel d'investissement établi en lien avec les tutelles ;
- l'adoption du contrat d'objectifs et de performance de l'établissement ;
- la rédaction et l'approbation d'un projet scientifique et culturel du musée national d'art moderne (MNAM) comprenant notamment un volet consacré à la problématique des réserves.

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Programme intéressé ou nature de la dépense	Réalisation 2014		LFI 2015		PLF 2016	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
175 / Patrimoines	75 290	80 014	82 151	82 151	81 246	81 246
Subventions pour charges de service public	58 649	65 152	67 996	67 996	68 496	68 496
Dotations en fonds propres	16 641	14 862	14 155	14 155	12 750	12 750
Total	75 290	80 014	82 151	82 151	81 246	81 246

BUDGET INITIAL 2015 DE L'OPÉRATEUR

Compte de résultat

(en milliers d'euros)

Charges	Compte financier 2014 (1)	Budget initial 2015	Produits	Compte financier 2014 (1)	Budget initial 2015
Personnel	56 605	57 182	Ressources de l'État	66 237	65 296
<i>dont charges de pensions civiles</i>	<i>910</i>	<i>798</i>	- subventions de l'État	66 237	65 296
Fonctionnement	64 762	59 588	- ressources fiscales		
Intervention			Autres subventions	3 918	3 515
			Ressources propres et autres	52 013	45 622
Total des charges	121 367	116 770	Total des produits	122 168	114 433
Résultat : bénéfice	801		Résultat : perte		2 337
Total : équilibre du CR	122 168	116 770	Total : équilibre du CR	122 168	116 770

(1) voté

Patrimoines

Programme n° 175 | OPÉRATEURS

Tableau de financement abrégé

(en milliers d'euros)

Emplois	Compte financier 2014 (1)	Budget initial 2015	Ressources	Compte financier 2014 (1)	Budget initial 2015
Insuffisance d'autofinancement		1 022	Capacité d'autofinancement	2 038	
Investissements	26 744	17 608	Ressources de l'État	14 862	13 023
Remboursement des dettes financières			Autres subv. d'investissement et dotations		
			Autres ressources	2 102	4 170
			Augmentation des dettes financières		
Total des emplois	26 744	18 630	Total des ressources	19 002	17 193
Apport au fonds de roulement			Prélèvement sur le fonds de roulement	7 742	1 437

(1) voté

DÉPENSES 2015 DE L'OPÉRATEUR PAR DESTINATION

Avertissement : les dépenses 2015 présentées par destination n'incluent pas les charges non décaissables comme les amortissements et les dépréciations d'actifs.

(En milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement	Intervention	Investissement	Total
Patrimoine	932	652		1 438	3 022
Programmation / production	11 567	8 613		250	20 430
Support	37 396	26 429		15 920	79 745
Transmission et diffusion des savoirs	7 287	6 228		0	13 515
Total	57 182	41 922		17 608	116 712

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2014 (1)		LFI 2015 (2)	PLF 2016
	ETP	ETPT	ETPT	ETPT
Emplois rémunérés par l'opérateur :	1 029	1 029	1 051	1 044
- sous plafond	1 014	1 014	1 033	1 026
- hors plafond	15	15	18	18
<i>dont contrats aidés</i>	12	12	13	13

(1) La réalisation 2014 reprend la présentation du RAP 2014.

(2) LFI ou LFR le cas échéant.

Le plafond des emplois rémunérés par l'opérateur s'établit à 1027 ETPT en PLF 2016, en baisse de -6 ETPT par rapport à la LFI 2015, correspondant à la contribution de l'opérateur à la maîtrise de l'emploi public.

CONTRIBUTION À LA RÉALISATION DES DÉPENSES D'AVENIR

PROGRAMMES D'INVESTISSEMENTS D'AVENIR DÉCIDÉS EN 2010 (PIA I)

En tant que bénéficiaire final

(en milliers d'euros)

Montant cumulé des crédits reçus au 31/12/2014 (1)	Consommation réalisée cumulée au 31/12/2014 (1)	Prévision de crédits reçus au titre de 2015 (2)	Prévision de consommation en 2015 (2)	Prévision de crédits à recevoir au titre de 2016 (3)	Prévision de consommation en 2016 (3)
5 000	3 597	1 000	987	0	0

(1) Somme des crédits encaissés / consommés par l'opérateur de 2010 à 2014 au titre des différents projets auxquels il participe (qu'il en soit le coordinateur ou non). Ces chiffres sont repris des RAP 2014.

(2) Prévision du montant des crédits encaissés / consommés par l'opérateur en 2015. Ces chiffres sont repris des PAP 2015.

(3) Prévision du montant des crédits encaissés / consommés par l'opérateur en 2016 (entre le 01/01/2016 et le 31/12/2016).

Aucun crédit n'est à recevoir en 2016. Le CNAC-GP a terminé de bénéficier des crédits du Grand Emprunt en 2015 et commencera à rembourser en 2016.

EPMQB - Etablissement public du musée du quai Branly

Placé sous la double tutelle du ministre chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche et du ministre chargé de la culture, qui le financent à parité, l'établissement public du musée du quai Branly (EPMQB) est chargé de donner leur juste place, dans les institutions muséographiques et scientifiques françaises, aux collections nationales d'œuvres représentatives des arts et des civilisations d'Afrique, d'Asie, d'Océanie et des Amériques et aux connaissances scientifiques qui s'y rapportent.

Dans ce but, il conçoit, réalise et gère un ensemble culturel original à caractère muséologique et scientifique, chargé de conserver et de présenter au public des biens culturels représentatifs des arts et des civilisations d'Afrique, d'Asie, d'Océanie et des Amériques, de développer la recherche fondamentale et appliquée, d'expertiser, de rassembler, d'enseigner, de valoriser et de diffuser des connaissances relatives à ces arts, aux sociétés et civilisations qui les ont produits ou qui en sont les héritières, et de participer à l'effort national et international de préservation du patrimoine matériel et immatériel de ces sociétés.

Action de rattachement

L'établissement public du musée du quai Branly est rattaché à l'action 3 « Patrimoine des musées de France » du programme 175. Il concourt aux objectifs de performance de ce programme, à savoir : améliorer la connaissance et la conservation des patrimoines, accroître l'accès du public au patrimoine national, élargir les sources d'enrichissement des patrimoines publics, ainsi qu'aux indicateurs associés. Il participe en outre à la réalisation de l'objectif « favoriser un accès équitable à la culture notamment grâce au développement de l'éducation artistique et culturelle » du programme 224 « Transmission des savoirs et démocratisation de la culture ».

L'établissement est également rattaché au programme 150 « Formations supérieures et recherche universitaire » de la mission « Recherche et Enseignement Supérieur », aux missions de recherches duquel il participe.

Contractualisation et orientations stratégiques

Le contrat d'objectif et de performance 2015-2017, présenté au conseil d'administration du 26 mars 2015, s'organise autour de cinq grands axes qui s'inscrivent dans la continuité du précédent contrat 2013-2015 :

- maintenir pour chaque activité du musée une fréquentation de haut niveau ;
- confirmer le niveau d'excellence en matière de conservation et de connaissance des collections ;
- mener une politique d'étude des collections, de recherche scientifique et d'enseignement de haut niveau autour de la collection du musée et accroître la diffusion du savoir ;
- poursuivre la coopération régionale et internationale ;
- maintenir une gestion vertueuse et développer le pilotage de la performance.

Pour parvenir au dernier objectif et en matière d'achat public, l'établissement a poursuivi ses bonnes pratiques dans le cadre de la passation d'un nouveau marché public, conforme aux objectifs interministériels en la matière, pour le contrat multi-service, portant sur les missions d'accueil et de surveillance, de services généraux et manutention, d'entretien et de maintenance

Le schéma pluriannuel de stratégie immobilière de l'établissement a été approuvé par le conseil d'administration en octobre 2010. Le parc immobilier de l'établissement est essentiellement concentré sur le bâtiment qui abrite le musée, de construction récente et adapté à ses besoins. Il s'agit donc avant tout d'une stratégie d'entretien et de renouvellement du parc, poursuivi dans ses principes depuis sa mise en place. En 2014, les travaux de reprise du système de traitement d'air dans les espaces ouverts au public et des travaux dans les réserves ont débuté. En 2015, le musée a prévu de remplacer le système de sécurité incendie en lien avec une modification des PC sécurité et sûreté et le renouvellement des matériels informatiques, auto-commutateurs et de téléphonie.

Présentation du budget 2015 / justification au premier euro

Le budget initial (BI) 2015 intègre une augmentation des subventions de l'État par rapport à la LFI 2014. Il présente une perte prévisionnelle de 4,15 M€.

Au total, les dépenses s'élèvent à 64,04 M€, en augmentation par rapport au BI 2014 (+1,5 %), et les recettes à 60 M€, en hausse de +1 %. Cependant, hors contrat multi-services et charges de personnel, une baisse des charges de fonctionnement de 0,7 % est constatée.

Les dépenses d'investissements sont contenues (6,44 M€) : la priorité demeure le renouvellement des équipements du bâtiment, ainsi que la poursuite de diverses opérations (finalisation du théâtre de verdure, reprise de la banque d'accueil, amélioration du système de traitement d'air...).

Les prévisions en matière de recettes de billetterie (3,7 M€) sont en baisse par rapport aux prévisions 2014. Cette diminution s'explique par une programmation 2015 exigeante, dont l'attractivité pourrait être moindre que celle de 2014 (année exceptionnelle avec 1,5 millions de visiteurs), ainsi que par la fermeture pour travaux d'un espace d'exposition important (mezzanine Est), empêchant la tenue d'expositions de mi-février à fin mai 2015. En revanche, les recettes de mécénat et de locations d'espaces (1,9 M€) sont prévues à la hausse. Enfin, les recettes attendues de l'Agence France Muséums, relai des versements liés au musée d'Abu Dhabi, sont chiffrées à 1,02 M€.

Indicateurs	BI 2015
Part des charges de personnel / charges du compte de résultat	32,05 %
Part de la subvention de l'État dans les charges du compte de résultat	83,92 %
Coût d'un jour de fonctionnement	138 472 €
Part de l'investissement pris en charge par l'État	8,76 %

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

Programme intéressé ou nature de la dépense	Réalisation 2014		LFI 2015		PLF 2016	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
175 / Patrimoines	21 457	21 457	22 398	22 398	22 674	22 674
Subventions pour charges de service public	21 178	21 178	22 398	22 398	22 674	22 674
Dotations en fonds propres	279	279				
150 / Formations supérieures et recherche universitaire	21 471	21 471	22 398	22 398	23 400	23 400
Subventions pour charges de service public	21 189	21 189	22 398	22 398	23 400	23 400
Dotations en fonds propres	282	282				
Total	42 928	42 928	44 796	44 796	46 074	46 074

(en milliers d'euros)

BUDGET INITIAL 2015 DE L'OPÉRATEUR

Compte de résultat

(en milliers d'euros)

Charges	Compte financier 2014 (1)	Budget initial 2015	Produits	Compte financier 2014 (1)	Budget initial 2015
Personnel	15 787	16 200	Ressources de l'État	42 367	42 417
<i>dont charges de pensions civiles</i>	692	676	- subventions de l'État	42 367	42 417
Fonctionnement	48 717	47 842	- ressources fiscales		
Intervention			Autres subventions	221	128
			Ressources propres et autres	19 742	17 347
Total des charges	64 504	64 042	Total des produits	62 330	59 892
Résultat : bénéfice			Résultat : perte	2 174	4 150
Total : équilibre du CR	64 504	64 042	Total : équilibre du CR	64 504	64 042

(1) voté

Tableau de financement abrégé

(en milliers d'euros)

Emplois	Compte financier 2014 (1)	Budget initial 2015	Ressources	Compte financier 2014 (1)	Budget initial 2015
Insuffisance d'autofinancement			Capacité d'autofinancement	3 212	881
Investissements	7 026	6 440	Ressources de l'État	561	564
Remboursement des dettes financières			Autres subv. d'investissement et dotations		
			Autres ressources	102	
			Augmentation des dettes financières		
Total des emplois	7 026	6 440	Total des ressources	3 875	1 445
Apport au fonds de roulement			Prélèvement sur le fonds de roulement	3 151	4 995

(1) voté

DÉPENSES 2015 DE L'OPÉRATEUR PAR DESTINATION

Avertissement : les dépenses 2015 présentées par destination n'incluent pas les charges non décaissables comme les amortissements et les dépréciations d'actifs.

(En milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement	Intervention	Investissement	Total
Total	16 200	34 542		6 440	57 182
Total	16 200	34 542		6 440	57 182

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2014 (1)		LFI 2015 (2)	PLF 2016
	ETP	ETPT	ETPT	ETPT
Emplois rémunérés par l'opérateur :	252	252	253	249
- sous plafond	252	252	253	249
Autres emplois en fonction dans l'opérateur :			1	3
- rémunérés par l'État par d'autres programmes			1	3

(1) La réalisation 2014 reprend la présentation du RAP 2014.

(2) LFI ou LFR le cas échéant.

Le plafond des emplois rémunérés par l'opérateur est fixé à 249 ETPT au PLF 2016. L'évolution par rapport à la LFI 2015 (-4 ETPT) correspond :

- aux transferts d'emplois du titre 3 (-2 ETPT) vers le titre 2 du ministère chargé de la culture (+2 ETPT) suite à la titularisation de deux agents contractuels dans le cadre de la mise en œuvre de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012, dite « Sauvadet ». Ces emplois bénéficient toujours à l'opérateur ;
- à la contribution de l'opérateur à la maîtrise de l'emploi public (-2 ETPT).

Le plafond des emplois de l'opérateur rémunérés par l'État augmente par conséquent de 2 ETPT dans le cadre de la loi dite « Sauvadet ».

EPV - Etablissement public du musée et du domaine national de Versailles

Les missions fondamentales de l'établissement public du château, du musée et du domaine national de Versailles (EPV), régi par le décret n° 2010-1367 du 11 novembre 2010, relèvent des domaines d'action suivants :

- conserver, protéger, restaurer pour le compte de l'État et présenter au public le domaine national de Versailles et ses dépendances, les châteaux de Versailles et de Trianon et leurs collections, inscrits par l'UNESCO sur la liste du patrimoine mondial de l'humanité, ainsi que le domaine national de Marly ;
- contribuer à l'enrichissement des collections nationales par l'acquisition de biens culturels pour le compte de l'État ;
- assurer dans ces châteaux et domaines une fréquentation optimale adaptée aux capacités des différentes parties du site et l'accueil du public le plus large, en favoriser la connaissance et mettre en œuvre des actions d'éducation et de diffusion dans le but d'un égal accès de tous à la culture ;
- assurer l'étude scientifique de ses collections, de l'architecture des bâtiments et des jardins, et concourir à l'éducation, la formation et la recherche dans le domaine de l'histoire, de l'histoire de l'art, de la muséographie, de la musique, de la musicologie et des autres arts de la scène ;
- organiser des spectacles, notamment musicaux, de théâtre ou de ballet dans les châteaux, le musée et les domaines.

L'établissement est le siège du « département de Versailles et des Trianon », au sens de l'article R. 422-1 du code du patrimoine, qui remplit dans son champ de compétence des missions d'étude, de recherche et de conseil dans le domaine de l'histoire de l'art et de la conservation des œuvres.

Action de rattachement

L'établissement du château, du musée et du domaine national de Versailles est rattaché à l'action 1 « Patrimoine monumental » et à l'action 3 « Patrimoine des musées de France » du programme 175.

Il participe à la réalisation des objectifs de performance de ce programme, à savoir : « améliorer la connaissance et la conservation des patrimoines », « accroître l'accès du public au patrimoine national », « élargir les sources d'enrichissement des patrimoines publics », ainsi qu'aux indicateurs associés. L'activité de l'établissement s'inscrit également dans les objectifs du programme 186 « Recherche culturelle et culture scientifique » et dans les orientations du programme 224 « Transmission des savoirs et démocratisation de la culture » et plus particulièrement dans son objectif « favoriser un accès équitable à la culture notamment grâce au développement de l'éducation artistique et culturelle ».

Contractualisation et orientations stratégiques

Les travaux du schéma directeur se poursuivent en 2015 et 2016. Lancés en septembre 2003, prévus sur une période de 18 ans, ils se divisent en trois phases.

La première phase de restauration et d'aménagement du château et du domaine national s'achève en 2015 avec la fin des travaux de réaménagement du pavillon Dufour et de la vieille aile, dernière opération en cours au titre de cette phase. Elle comprenait un programme exceptionnel composé de trois volets (la mise en sécurité du château, l'accueil du public et le réaménagement du Grand commun), et un programme ordinaire de remise en état du monument (façades sur jardins, cours, parc) pour un montant arrêté à 158,9 M€, financés pour 119,5 M€ par l'État et 39,40 M€ par l'établissement.

La deuxième phase a été officiellement lancée fin 2011. Son montant, initialement arbitré à 171,4 M€, a été ajusté suite aux nouvelles orientations budgétaires de l'État et au report, à fin 2015, de la mise en sécurité du cœur historique du château de Versailles, le corps central. La deuxième phase a également été redimensionnée et se limite désormais aux orientations suivantes :

- l'achèvement de la modernisation des infrastructures techniques du corps central du Château accompagnée de la restauration des décors des grands appartements ;
- la réhabilitation du Château d'eau et la réalisation d'un ensemble de production de froid ;
- l'achèvement de l'opération du Grand Commun (partie orientale) ;
- la poursuite d'un programme de restauration dite « ordinaire » des bâtiments et du parc.

L'EPV est doté d'un nouveau contrat de performance pour la période 2015-2017. Il met l'accent sur la recherche d'une plus grande ouverture des espaces au public, l'affirmation des missions domaniales de l'établissement, le renforcement de ses actions en matière d'accueil du public et d'animation culturelle, et l'amélioration de la sécurité et de la sûreté du site.

Un plan d'action achats a été mis en place par l'établissement pour la période 2015-2017, faisant suite à un premier plan portant sur l'année 2014. En dehors des aspects qualitatifs (clauses sociales, objectifs environnementaux, recherche de produits et services innovants, accès des PME/PMI à la commande publique), les gains prévisionnels escomptés en 2015 sur les marchés majeurs à renouveler ciblés dans le cadre du plan s'élèvent à 0,4 M€ (pour un volume financier de 6,7 M€).

Dans le cadre de la mise en œuvre du schéma pluriannuel de stratégie immobilière (SPSI), on peut également signaler le déménagement en juillet 2015 dans le Grand commun des services jusqu'alors hébergés dans la Grande écurie, la poursuite des négociations pour la mise en œuvre d'un projet de logements sociaux dans l'ancienne gendarmerie de Chèvreloup, le lancement d'un nouvel appel à candidatures pour une concession hôtelière dans l'hôtel du Grand Contrôle, et l'installation prévue au 1er trimestre 2016 d'une concession de restaurant au 1er étage du Pavillon Dufour.

Présentation du budget 2015 / justification au premier euro

Grâce aux perspectives favorables en matière de recettes propres et à la maîtrise de l'évolution des charges, le budget initial pour 2015 prévoit un résultat d'exploitation positif. Comme en 2014, le budget initial permet de maintenir une programmation culturelle attractive.

Les recettes de fonctionnement ont été prévues à hauteur de 66,7 M€, en augmentation de 1,6 M€ (+2,4 %) par rapport à 2014, dont 49,3 M€ au titre des droits d'entrée représentant 74 % du total.

Les charges de fonctionnement sont évaluées à 61,9 M€ (59,5 M€ au budget initial 2014), soit une progression de +4 % majoritairement imputable aux dépenses supplémentaires liées à l'entrée en service de nouveaux aménagements (2e tranche du Grand commun et Pavillon Dufour, vieille aile) et à la préparation de la fermeture du corps central sud.

Le budget d'investissement s'élève à 39,3 M€ (50,2 M€ au budget initial 2014), dont 27 M€ de travaux de gros investissement immobilier, 4,5 M€ de travaux de réparations et d'aménagements, 5,8 M€ d'investissements courants et 2 M€ de restauration de collections.

La subvention d'investissement pour le financement du schéma directeur s'élève à 18,9 M€ en AE et 13,9 M€ en CP (avant mise en réserve). Le programme d'investissement 2015 comprend notamment, au titre du schéma directeur de travaux, l'achèvement du réaménagement du Pavillon Dufour et de la vieille aile, la fin de l'aménagement du local technique enterré sous la terrasse du midi et le démarrage des travaux de rénovation des réseaux de la partie Sud du corps central, ainsi que l'achèvement de la deuxième tranche du Grand commun, et des opérations d'investissement courant financées sur ressources propres.

Patrimoines

Programme n° 175 | OPÉRATEURS

Indicateurs	BI 2015
Part des charges de personnel / charges du compte de résultat	34,31 %
Part de la subvention de l'État dans les charges du compte de résultat	2,10 %
Coût d'un jour de fonctionnement	147 284 €
Part de l'investissement pris en charge par l'État	32,84%

Perspectives 2016

L'année 2016 sera marquée par le début de l'opération de rénovation des réseaux techniques de la partie Sud du corps central, qui nécessitera la fermeture au public de l'appartement de la Reine, l'un des points d'orgue du circuit de visite, pendant environ deux ans à partir de la fin de l'année 2015.

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Programme intéressé ou nature de la dépense	Réalisation 2014		LFI 2015		PLF 2016	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
175 / Patrimoines	19 387	14 737	18 884	13 884	19 535	14 035
Subventions pour charges de service public	762	762				
Dotations en fonds propres	18 625	13 975	18 884	13 884	19 535	14 035
186 / Recherche culturelle et culture scientifique	12	12				
Transferts	12	12				
Total	19 399	14 749	18 884	13 884	19 535	14 035

BUDGET INITIAL 2015 DE L'OPÉRATEUR

(en milliers d'euros)

Charges	Compte financier 2014 (1)	Budget initial 2015	Produits	Compte financier 2014 (1)	Budget initial 2015
Personnel	17 576	18 441	Ressources de l'État	910	1 127
<i>dont charges de pensions civiles</i>	<i>138</i>	<i>0</i>	- subventions de l'État	910	1 127
Fonctionnement	81 644	43 447	- ressources fiscales		0
Intervention			Autres subventions	112	52
			Ressources propres et autres	106 426	65 538
Total des charges	99 220	61 888	Total des produits	107 448	66 717
Résultat : bénéfice	8 228	4 829	Résultat : perte		
Total : équilibre du CR	107 448	66 717	Total : équilibre du CR	107 448	66 717

(1) voté

Tableau de financement abrégé

(en milliers d'euros)

Emplois	Compte financier 2014 (1)	Budget initial 2015	Ressources	Compte financier 2014 (1)	Budget initial 2015
Insuffisance d'autofinancement	12 028		Capacité d'autofinancement		5 868
Investissements	83 780	39 315	Ressources de l'État	13 975	12 912
Remboursement des dettes financières			Autres subv. d'investissement et dotations		
			Autres ressources	44 789	7 557
			Augmentation des dettes financières		
Total des emplois	95 808	39 315	Total des ressources	58 764	26 337
Apport au fonds de roulement			Prélèvement sur le fonds de roulement	37 044	12 978

(1) voté

L'EPV ne perçoit pas de subvention de fonctionnement. Le montant présenté en subvention pour charges de service public correspond pour l'essentiel à la compensation de la gratuité accordée aux enseignants.

■ DÉPENSES 2015 DE L'OPÉRATEUR PAR DESTINATION

Avertissement : les dépenses 2015 présentées par destination n'incluent pas les charges non décaissables comme les amortissements et les dépréciations d'actifs.

(En milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement	Intervention	Investissement	Total
Total	18 441	35 317		39 315	93 073
Total	18 441	35 317		39 315	93 073

■ CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2014 (1)		LFI 2015 (2)	PLF 2016
	ETP	ETPT	ETPT	ETPT
Emplois rémunérés par l'opérateur :	373	373	369	368
- sous plafond	306	306	305	304
- hors plafond	67	67	64	64
<i>dont contrats aidés</i>	16	16	18	
Autres emplois en fonction dans l'opérateur :		546	602	613
- rémunérés par l'État par d'autres programmes		546	602	613

(1) La réalisation 2014 reprend la présentation du RAP 2014.

(2) LFI ou LFR le cas échéant.

Le plafond des emplois rémunérés par l'opérateur est de 304 ETPT en PLF 2016. Un transfert d'emplois est opéré du titre 3 (-1 ETPT) vers le titre 2 du ministère chargé de la culture (+1 ETPT), dans le cadre de la titularisation d'un agent contractuel dans le cadre de la mise en œuvre de la loi n°2012-347 du 12 mars 2012, dite « Sauvadet ». Cet emploi est pris en charge par le ministère mais il bénéficie toujours à l'opérateur.

Dans le cadre de la politique d'accueil des publics prioritaires (groupes scolaires et publics les plus éloignés de la culture) le jour de fermeture hebdomadaire (mesure concernant le musée du Louvre, Versailles et le musée d'Orsay), le plafond des emplois de l'opérateur rémunérés sur le titre 2 du ministère chargé de la culture est également relevé de +10 ETPT pour assurer l'augmentation de l'amplitude d'ouverture de l'établissement. Ce relèvement de plafond s'ajoute à celui déjà réalisé en 2015 pour tenir compte de l'amplitude horaire élargie, soit un cumul de +35 ETPT sur 2015 et 2016.

Etablissement public du château de Fontainebleau

L'établissement public du château de Fontainebleau, ancien service à compétence nationale, a été créé par décret n° 2009-279 du 11 mars 2009.

Témoin de huit siècles d'histoire de France, le château présente des décors et des collections uniques.

Les missions principales de l'établissement sont de conserver, restaurer, gérer, mettre en valeur et présenter au public le domaine, le château et les biens culturels qui font partie des collections dont il a la garde. L'établissement contribue à l'enrichissement des collections nationales. Il veille au développement de la fréquentation du château et du domaine et assure l'accueil du public le plus large. Il favorise la connaissance du château, de ses collections et des jardins, et en assure l'étude scientifique. Il concourt enfin à l'éducation, à la formation et à la recherche dans le domaine de l'histoire, de l'histoire de l'art, de la muséographie.

Action de rattachement

L'établissement est rattaché à l'action 3 « Patrimoine des musées de France » et à l'action 1 « Patrimoine monumental » du programme 175 « Patrimoines ». Il concourt aux trois objectifs de performance de ce programme : « accroître l'accès du public au patrimoine national », « élargir les sources d'enrichissement des patrimoines publics », « améliorer la connaissance et la conservation des patrimoines », ainsi qu'aux indicateurs associés.

L'activité du musée s'inscrit également dans les orientations du programme 224 « Transmission des savoirs et démocratisation de la culture » et participe plus particulièrement à son objectif « favoriser un accès équitable à la culture notamment grâce au développement de l'éducation artistique et culturelle ».

Contractualisation et orientations stratégiques :

Le projet scientifique et culturel de l'établissement a été approuvé en conseil d'administration du 10 décembre 2013. Il s'inscrit dans le cadre d'un important programme de travaux et d'aménagement des bâtiments et des jardins, porté dans le projet global du schéma directeur de rénovation, et est articulé autour de trois axes :

- une première partie, sur les lieux et le bâtiment, présente les opérations en cours et les nombreux projets du château ;
- une seconde partie, sur les collections, décrit les perspectives, en particulier le projet de réserves et de chantier des collections ;
- une troisième partie, sur les publics, apporte un éclairage sur la politique d'offre culturelle et présente une stratégie étayée d'actions à mener.

Le schéma pluriannuel de stratégie immobilière de l'établissement a été approuvé par le conseil d'administration du 25 septembre 2012. L'ensemble du domaine, qui comprend la totalité du bâti, du parc et des jardins, s'étend sur 130 hectares.

La stratégie d'investissement du château de Fontainebleau s'appuie sur le schéma directeur de rénovation débuté en 2014 et qui a vocation à orienter les décisions à prendre pour les dix prochaines années.

L'établissement rédige actuellement son premier contrat de performance, qui sera présenté début 2016 en conseil d'administration.

Présentation du budget 2015 / justification au premier euro

La subvention pour charges de service public s'élève en 2015 à 1,754 M€, net de réserves. Le compte de résultat prévisionnel du budget initial 2015 présente un déficit de 302 k€. Les dépenses de fonctionnement sont en progression de 239 k€ par rapport au budget initial 2014, soit moins de 5 % de croissance, concentrée sur les dépenses liées à la conservation, aux publics et à la mise en œuvre du schéma directeur de rénovation. Parallèlement, l'établissement public prévoit en 2015 une hausse de ses recettes propres à hauteur de 236 k€ par rapport au budget initial 2014. Cette évolution s'explique notamment par l'augmentation des recettes de billetterie, de ventes de visites guidées.

La section d'investissement est en augmentation de 1,2 M€ par rapport au budget initial 2014, sur un budget s'élevant en 2015 à 9,3 M€. Cette progression importante reflète la mise en œuvre du schéma directeur de rénovation, composé de 15 sous-opérations, dont l'achèvement est prévu en 2018.

Indicateurs	BI 2015
Part des charges de personnel / charges du compte de résultat	8,10 %
Part de la subvention de l'État dans les charges du compte de résultat	29,87 %
Coût d'un jour de fonctionnement	16 094 €
Part de l'investissement pris en charge par l'État	97,63 %

Perspectives 2016

Le château de Fontainebleau maintiendra en 2016 ses efforts en matière de développement de ses ressources propres, notamment au moyen d'une programmation culturelle attractive (exposition « *Dans les rêves de Napoléon : Fontainebleau en 1804* » et « *Charles Percier (1764-1838), architecte ou designer ?* ») et de la maîtrise de ses dépenses de fonctionnement.

En 2016, l'établissement public poursuivra la mise en œuvre de son schéma directeur de rénovation.

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Programme intéressé ou nature de la dépense	Réalisation 2014		LFI 2015		PLF 2016	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
175 / Patrimoines	7 875	10 608	13 593	11 593	14 343	13 343
Subventions pour charges de service public	1 321	1 355	1 841	1 841	2 341	2 341
Dotations en fonds propres	6 550	9 249	11 752	9 752	12 002	11 002
Transferts	4	4				
Total	7 875	10 608	13 593	11 593	14 343	13 343

BUDGET INITIAL 2015 DE L'OPÉRATEUR

(en milliers d'euros)

Charges	Compte financier 2014 (1)	Budget initial 2015	Produits		Compte financier 2014 (1)	Budget initial 2015
Personnel	369	476	Ressources de l'État		1 355	1 754
<i>dont charges de pensions civiles</i>	0	43	- subventions de l'État		1 355	1 754
Fonctionnement	5 261	5 628	- ressources fiscales			
Intervention			Autres subventions		180	345
			Ressources propres et autres		3 793	4 225
Total des charges	5 630	6 104	Total des produits		5 328	6 324
Résultat : bénéfice		220	Résultat : perte		302	
Total : équilibre du CR	5 630	6 324	Total : équilibre du CR		5 630	6 324

(1) voté

Patrimoines

Programme n° 175 | OPÉRATEURS

Tableau de financement abrégé

(en milliers d'euros)

Emplois	Compte financier 2014 (1)	Budget initial 2015	Ressources	Compte financier 2014 (1)	Budget initial 2015
Insuffisance d'autofinancement	302		Capacité d'autofinancement		289
Investissements	14 887	9 290	Ressources de l'État	9 429	9 070
Remboursement des dettes financières			Autres subv. d'investissement et dotations		
			Autres ressources		
			Augmentation des dettes financières		
Total des emplois	15 189	9 290	Total des ressources	9 429	9 359
Apport au fonds de roulement		69	Prélèvement sur le fonds de roulement	5 760	

(1) voté

DÉPENSES 2015 DE L'OPÉRATEUR PAR DESTINATION

Avertissement : les dépenses 2015 présentées par destination n'incluent pas les charges non décaissables comme les amortissements et les dépréciations d'actifs.

(En milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement	Intervention	Investissement	Total
Administration	476	509		40	1 025
Bâtiments		1 777		8 900	10 677
Conservation		241		220	461
Festival de l'histoire de l'art		549			549
Publics		2 322		130	2 452
Total	476	5 398		9 290	15 164

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2014 (1)		LFI 2015 (2)	PLF 2016
	ETP	ETPT	ETPT	ETPT
Emplois rémunérés par l'opérateur :	5	5	10	10
- sous plafond	4	4	4	4
- hors plafond	1	1	6	6
<i>dont contrats aidés</i>	1	1	6	6
Autres emplois en fonction dans l'opérateur :		120	125	132
- rémunérés par l'État par d'autres programmes		120	125	132

(1) La réalisation 2014 reprend la présentation du RAP 2014.

(2) LFI ou LFR le cas échéant.

Le plafond des emplois de l'opérateur rémunérés par l'État en PLF 2016 s'élève à 132 ETPT (+7 ETPT par rapport à la LFI 2015). Cette augmentation s'explique par la nécessité d'accompagner la mise en œuvre du schéma directeur et de renforcer l'équipe de surveillance et la sécurité des biens et des personnes de l'établissement.

Établissement public du domaine de Chambord

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Programme intéressé ou nature de la dépense	Réalisation 2014		LFI 2015		PLF 2016	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
175 / Patrimoines	2 662	2 662	2 778	2 778	2 778	2 778
Subventions pour charges de service public	895	895	878	878	878	878
Dotations en fonds propres	1 767	1 767	1 900	1 900	1 900	1 900
113 / Paysages, eau et biodiversité	951	713	850	850	750	750
Subventions pour charges de service public	951	713	850	850	750	750
Total	3 613	3 375	3 628	3 628	3 528	3 528

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2014 (1)		LFI 2015 (2)	PLF 2016
	ETP	ETPT	ETPT	ETPT
Emplois rémunérés par l'opérateur :	127	127	121	146
- sous plafond	111	111	117	116
- hors plafond	16	16	4	30
<i>dont contrats aidés</i>	<i>16</i>	<i>16</i>		<i>30</i>
Autres emplois en fonction dans l'opérateur :		19	18	18
- rémunérés par l'État par d'autres programmes		11	10	10
- rémunérés par d'autres collectivités ou organismes		8	8	8

(1) La réalisation 2014 reprend la présentation du RAP 2014.

(2) LFI ou LFR le cas échéant.

Le plafond des emplois rémunérés par l'opérateur est de 116 ETPT en PLF 2016 (-1 ETPT par rapport à la LFI 2015, correspondant à la contribution de l'opérateur à la maîtrise de l'emploi public).

INRAP - Institut national de recherches archéologiques préventives

L'Institut national de recherches archéologiques préventives (Inrap), établissement public administratif créé par la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive, a pour mission d'exécuter sur le territoire national les opérations d'archéologie préventive prescrites par les services de l'État en charge de l'archéologie. Depuis la loi n°2003-707 du 1^{er} août 2003 modifiant la loi du 17 janvier 2001 précitée, il partage cette mission avec les autres opérateurs agréés de l'archéologie préventive que sont les services archéologiques des collectivités territoriales (pour les diagnostics et les fouilles) et les structures de droit privé ou public (pour les fouilles uniquement). L'Inrap assure également l'exploitation scientifique de ses activités et la diffusion de leurs résultats, notamment dans le cadre de conventions de coopération conclues avec les établissements publics de recherche ou d'enseignement supérieur. Il concourt enfin à l'enseignement, à la diffusion culturelle et à la valorisation de l'archéologie.

Action de rattachement

L'INRAP est rattaché à l'action 09 « Patrimoine archéologique » du programme 175. Il participe également à la mise en œuvre des objectifs de l'action 01 « Recherche culturelle » du programme interministériel 186 « Recherche culturelle et culture scientifique », ainsi que de ceux d'accès à la culture et d'éducation artistique et culturelle de l'action 02 « Soutien à la démocratisation et à l'éducation artistique et culturelle » du programme 224 « Transmission des savoirs et démocratisation de la culture ».

Contractualisation et orientations stratégiques

Le contrat de performance 2015-2017 de l'Inrap a été validé le 10 juillet 2015 par son conseil d'administration et sera signé en fin d'année 2015. Il repose sur les trois axes stratégiques suivants :

- structurer et organiser la mission de recherche pour renforcer la vocation scientifique et culturelle de l'Inrap ;
- adapter l'organisation pour développer la performance globale de l'institut et la cohésion des agents ;
- agir avec les acteurs externes pour conforter la légitimité de l'Inrap dans l'exercice de ses missions de service public.

Pour 2016, l'Inrap prévoit de poursuivre le développement de sa politique scientifique en veillant à sa convergence avec celle des autres institutions de recherche et en assurant une diffusion toujours plus large de ses résultats (rapprochement avec des communautés d'universités et d'établissements (Comue), soutien plus fort à la publication et à la réalisation de thèses, poursuite de la mise en ligne des rapports d'opération), dans les limites de ses capacités financières. Il veillera également au renforcement de la qualité de l'information budgétaire et comptable afin d'assurer l'optimisation de ses coûts opérationnels et la maîtrise de ses charges de fonctionnement : déploiement du système de gestion de l'activité dans l'ensemble des inter-régions, mise en conformité avec le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 dit « GBCP ». L'Inrap entend fournir aux aménageurs un appui scientifique et technique de qualité, réactif.

Les démarches et outils permettant la rationalisation et l'optimisation des coûts sont poursuivis et approfondis :

- Le schéma pluriannuel de stratégie immobilière (SPSI) de l'Inrap pour la période 2013-2017, approuvé par France Domaine le 26 novembre 2013 et le conseil d'administration de l'Inrap le 20 mars 2014, répond aux objectifs d'amélioration des conditions de travail des personnels et de qualité des activités tout en assurant l'optimisation du fonctionnement de l'institut et la maîtrise des coûts d'exploitation de son patrimoine immobilier. L'année 2016 sera marquée par le déménagement du siège de l'institut, dont le projet d'implantation a été validé par France Domaine et approuvé par le conseil d'administration du 7 juillet 2015.
- L'Inrap a élaboré un plan achats pour la période 2012-2014 autour d'objectifs chiffrés en faveur du développement durable et de l'insertion professionnelle. Des actions de standardisation et de massification des achats de l'institut sont entreprises dans les limites des contraintes imposées par les interventions sur le terrain ou par les destinataires finaux des actions. Un bilan de ce plan d'action est présenté annuellement au Conseil d'administration.

Présentation du budget 2015/ justification au premier euro

Les dépenses inscrites au budget initial 2015 de l'Inrap s'établissent à 160,5 M€, dont 97 M€ pour l'enveloppe de personnel et 63,5 M€ pour celle de fonctionnement.

La masse salariale représente, en 2015, 60,4 % du budget de l'Inrap. Le BI 2015 est établi avec un plafond d'emplois de 2 089 ETPT, soit 1 863 ETPT CDI et 226 ETPT CDD, en conformité avec la mise en œuvre du plan de « déprécarisation ». Celui-ci prévoit en 2015 une hausse des emplois sous-plafond en CDI de 45 ETPT, compensée par la baisse de 45 ETPT sous-plafond en CDD.

Le montant total des investissements s'élève à 1,9 M€, portant principalement sur des travaux d'aménagement dans les implantations, des équipements bureautiques et du matériel scientifique.

Les recettes de l'établissement sont liées majoritairement à l'encaissement du produit de l'activité de fouilles (87,5 M€, soit 54,5 %). La redevance d'archéologie préventive (RAP) constitue le second poste des recettes et représente environ 40,5 % de ces dernières au budget 2015.

Indicateurs	BI 2015
Part des charges de personnel / charges du compte de résultat	61,19 %
Part de la subvention de l'État dans les charges du compte de résultat	3,46 %
Coût d'un jour de fonctionnement	434 278 €
Part de l'investissement pris en charge par l'État	0 %

Perspectives 2016

Les enjeux de l'année 2016 seront les suivants :

- consolidation de la position de l'Inrap sur le marché de fouilles (renforcement de l'activité lucrative) ;
- déménagement du siège de l'établissement ;
- mise en œuvre de l'harmonisation fonctionnelle des directions inter-régionales.

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Programme intéressé ou nature de la dépense	Réalisation 2014		LFI 2015		PLF 2016	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
175 / Patrimoines	25 000	25 000	5 000	5 000	80 100	80 100
Subventions pour charges de service public			5 000	5 000	78 500	78 500
Dotations en fonds propres					1 600	1 600
Transferts	25 000	25 000				
186 / Recherche culturelle et culture scientifique	350	350	489	489	489	489
Subventions pour charges de service public			489	489	489	489
Transferts	350	350				
Total	25 350	25 350	5 489	5 489	80 589	80 589

Taxe affectée l'Inrap, au FNAP et aux services d'archéologie des collectivités jusqu'à présent, la redevance d'archéologie préventive (RAP) sera entièrement reversée au budget général de l'État à partir de l'année 2016 ; l'Inrap bénéficiera à la place d'une dotation budgétaire décomposée comme suit :

- subvention pour charges de service public, d'un montant maximum de 71 M€ en AE=CP destinée à couvrir la réalisation des opérations de diagnostics d'archéologie préventive tels que définies à l'article L. 523-1 du code du patrimoine ;
- une dotation en fonds propres de 1,6 M€ en AE=CP dédiée à la couverture des investissements courants nécessaire à cette activité.

Une subvention pour charges de service public de 7,5 M€ en AE=CP est également allouée à l'opérateur au titre de la compensation des charges de service public spécifiques qui lui incombent en tant qu'opérateur national d'archéologie préventive, en particulier : obligation de présence sur l'ensemble du territoire et sur l'ensemble des spécialités ; reprises des chantiers de diagnostic et de fouille des opérateurs défaillants ; traitement et exploitation des données de fouilles.

Patrimoines

Programme n° 175 | OPÉRATEURS

BUDGET INITIAL 2015 DE L'OPÉRATEUR

Compte de résultat

(en milliers d'euros)

Charges	Compte financier 2014 (1)	Budget initial 2015	Produits	Compte financier 2014 (1)	Budget initial 2015
Personnel	91 393	97 000	Ressources de l'État	81 050	70 583
<i>dont charges de pensions civiles</i>	0	309	- subventions de l'État	25 518	5 485
Fonctionnement	67 401	63 518	- ressources fiscales	55 532	65 098
Intervention			Autres subventions	383	362
			Ressources propres et autres	75 668	89 574
Total des charges	158 794	160 518	Total des produits	157 101	160 519
Résultat : bénéfice		1	Résultat : perte	1 693	
Total : équilibre du CR	158 794	160 519	Total : équilibre du CR	158 794	160 519

(1) voté

Tableau de financement abrégé

(en milliers d'euros)

Emplois	Compte financier 2014 (1)	Budget initial 2015	Ressources	Compte financier 2014 (1)	Budget initial 2015
Insuffisance d'autofinancement			Capacité d'autofinancement	548	2 007
Investissements	1 473	1 942	Ressources de l'État		
Remboursement des dettes financières			Autres subv. d'investissement et dotations		
			Autres ressources	758	747
			Augmentation des dettes financières		
Total des emplois	1 473	1 942	Total des ressources	1 306	2 754
Apport au fonds de roulement		812	Prélèvement sur le fonds de roulement	167	

(1) voté

DÉPENSES 2015 DE L'OPÉRATEUR PAR DESTINATION

Avertissement : les dépenses 2015 présentées par destination n'incluent pas les charges non décaissables comme les amortissements et les dépréciations d'actifs.

(En milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement	Intervention	Investissement	Total
	97 000	61 511		1 942	160 453
Total	97 000	61 511		1 942	160 453

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2014 (1)		LFI 2015 (2)	PLF 2016
	ETP	ETPT	ETPT	ETPT
Emplois rémunérés par l'opérateur :	1 961	1 961	2 093	2 080
- sous plafond	1 960	1 960	2 089	2 080
- hors plafond	1	1	4	
<i>dont contrats aidés</i>			4	

(1) La réalisation 2014 reprend la présentation du RAP 2014.

(2) LFI ou LFR le cas échéant.

Le plafond des emplois rémunérés par l'opérateur est fixé à 2080 ETPT en PLF 2016, soit -9 ETPT par rapport à la LFI 2015 correspondant à la contribution de l'Inrap à la maîtrise de l'emploi public.

Musée des arts décoratifs

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Programme intéressé ou nature de la dépense	Réalisation 2014		LFI 2015		PLF 2016	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
175 / Patrimoines	14 773	14 773	14 675	14 675	15 305	15 305
Subventions pour charges de service public	13 793	13 793	14 420	14 420	14 850	14 850
Dotations en fonds propres	977	977	255	255	455	455
Transferts	3	3				
Total	14 773	14 773	14 675	14 675	15 305	15 305

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2014 (1)		LFI 2015 (2)	PLF 2016
	ETP	ETPT	ETPT	ETPT
Emplois rémunérés par l'opérateur :	289	289	313	312
- sous plafond	259	259	271	270
- hors plafond	30	30	42	42
<i>dont contrats aidés</i>			1	

(1) La réalisation 2014 reprend la présentation du RAP 2014.

(2) LFI ou LFR le cas échéant.

Le plafond d'emplois de l'opérateur s'élève à 270 ETPT en PLF 2016 (-1 ETPT par rapport à la LFI 2015 au titre de la contribution des Arts décoratifs à la maîtrise de l'emploi public).

MuCEM - Musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée

Créé par décret n°2013-157 du 21 février 2013 et inauguré le 7 juin 2013, le musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée (MuCEM) est un établissement public national à caractère administratif placé sous la tutelle du ministère chargé de la culture. Il a bénéficié du transfert en 2013 des collections de l'ancien Musée national des arts et traditions populaires.

Musée national, il a pour mission de conserver et de présenter au public, en les situant dans leur perspective historique et anthropologique, des biens culturels représentatifs des arts et civilisations de l'Europe et de la Méditerranée. Ainsi, il contribue, par tous moyens scientifiques et culturels, à l'étude et à la connaissance de ces civilisations et sociétés et à l'exploration des liens qui unissent l'Europe et la Méditerranée. Enfin, il participe à l'enrichissement et à la diffusion de la réflexion sur les questions touchant aux civilisations et sociétés de l'Europe et de la Méditerranée. Il constitue un grand département au sens de l'article R422-1 du code du patrimoine.

Action de rattachement

L'établissement est rattaché à l'action 3 « Patrimoine des musées de France » du Programme 175 et concourt à ses objectifs de performance : accroître l'accès du public au patrimoine national, élargir les sources d'enrichissement des patrimoines publics, améliorer la connaissance et la conservation des patrimoines, ainsi qu'aux indicateurs associés. L'activité du musée s'inscrit également dans les orientations du programme 224 « Transmission des savoirs et démocratisation de la culture » et plus particulièrement son objectif de « favoriser un accès équitable à la culture notamment grâce au développement de l'éducation artistique et culturelle ».

Contractualisation et orientations stratégiques

Le projet scientifique et culturel du MuCEM a été validé par le ministère de la culture et de la communication le 19 juillet 2012. Outre l'histoire de la création du musée et les caractéristiques de la collection, le projet met particulièrement en avant :

- la dynamique des collections, à partir d'une présentation de l'histoire des collections du musée et de la proposition d'une nouvelle politique d'acquisition ;
- la politique de recherche et de formation ainsi que les orientations envisagées en matière de publications ;
- la politique des publics, éclairée notamment par des études prospectives diligentées en 2010 et 2011 et par de nombreux contacts pris avec les partenaires locaux ;
- l'ouverture du MuCEM sur le monde : le musée, acteur du développement de Marseille et de sa région ; les fonctions de grand département patrimonial ; l'action internationale.

Pour enrichir certains axes du projet, tels que le positionnement du MuCEM sur les problématiques des « musées de société », la clarification de son périmètre sur l'Europe et la Méditerranée et l'articulation entre présentation permanente des collections et expositions temporaires, une version amendée du projet scientifique et culturel sera proposée au conseil d'administration d'ici fin 2015.

Une lettre de mission a été adressée le 4 février 2015 à Monsieur Jean-François Chougnet, nommé président de l'établissement le 8 septembre 2014,

Le premier contrat d'objectifs et de performance de l'établissement public a été mis en chantier pour une approbation courant 2016.

Présentation du budget 2015 / justification au premier euro

Le budget initial 2015 dégage un résultat prévisionnel de +143 k€ (contre +14,3 k€ au BI 2014). Il est stable par rapport au BI 2014, avec des dépenses et des recettes prévues à hauteur de 23 M€. L'établissement s'efforce de développer ses ressources propres, en s'appuyant notamment sur le mécénat local. La politique de communication et les actions de médiation sont renforcées.

La capacité d'autofinancement s'élève à 1,6 M€ (+300 k€).

La section d'investissement est en augmentation de 1,2 M€ par rapport au BI 2014 et s'élève à 2,3 M€. Cette progression importante s'explique par les travaux menés sur le bâtiment : amélioration de la sécurité, traitement des infiltrations et amélioration des installations de sanitaires.

Indicateurs	BI 2015
Part des charges de personnel / charges du compte de résultat	25,63 %
Part de la subvention de l'État dans les charges du compte de résultat	82,37 %
Coût d'un jour de fonctionnement	58 895€
Part de l'investissement pris en charge par l'État	0 %

Perspectives 2016

Le MUCEM maintiendra en 2016 ses efforts en matière de développement de ses ressources propres, notamment au moyen d'une programmation culturelle attractive (exposition « *Made in Algeria, généalogie d'un territoire* » et « *Picasso et les arts et traditions populaires* ») et de la maîtrise de ses dépenses de fonctionnement.

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Programme intéressé ou nature de la dépense	Réalisation 2014		LFI 2015		PLF 2016	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
175 / Patrimoines	17 897	17 897	18 723	18 723	18 723	18 723
Subventions pour charges de service public	17 727	17 727	18 723	18 723	18 723	18 723
Dotations en fonds propres	170	170				
Total	17 897	17 897	18 723	18 723	18 723	18 723

BUDGET INITIAL 2015 DE L'OPÉRATEUR

Compte de résultat

(en milliers d'euros)

Charges	Compte financier 2014 (1)	Budget initial 2015	Produits	Compte financier 2014 (1)	Budget initial 2015
Personnel <i>dont charges de pensions civiles</i>	5 299 0	5 510 0	Ressources de l'État - subventions de l'État - ressources fiscales	17 727 17 727	17 706 17 706
Fonctionnement	18 511	17 471			
Intervention			Autres subventions	882	940
			Ressources propres et autres	6 454	4 478
Total des charges	23 810	22 981	Total des produits	25 063	23 124
Résultat : bénéfice	1 253	143	Résultat : perte		
Total : équilibre du CR	25 063	23 124	Total : équilibre du CR	25 063	23 124

(1) voté

Tableau de financement abrégé

(en milliers d'euros)

Emplois	Compte financier 2014 (1)	Budget initial 2015	Ressources	Compte financier 2014 (1)	Budget initial 2015
Insuffisance d'autofinancement			Capacité d'autofinancement	1 787	1 628
Investissements	1 216	2 348	Ressources de l'État	170	
Remboursement des dettes financières			Autres subv. d'investissement et dotations		
			Autres ressources		
			Augmentation des dettes financières		
Total des emplois	1 216	2 348	Total des ressources	1 957	1 628
Apport au fonds de roulement	741		Prélèvement sur le fonds de roulement		720

(1) voté

Patrimoines

Programme n° 175 | OPÉRATEURS

DÉPENSES 2015 DE L'OPÉRATEUR PAR DESTINATION

Avertissement : les dépenses 2015 présentées par destination n'incluent pas les charges non décaissables comme les amortissements et les dépréciations d'actifs.

(En milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement	Intervention	Investissement	Total
Administration	5 510	2 038			7 548
Bâtiment		3 394		849	4 243
Collection et ressources documentaires		622		650	1 272
Communication		1 010			1 010
Développement culturel		600			600
Partenariats-média		500			500
Production culturelle		3 140		151	3 291
Public		3 736		50	3 786
Recherche		300			300
Système d'information		646		648	1 294
Total	5 510	15 986		2 348	23 844

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2014 (1)		LFI 2015 (2)	PLF 2016
	ETP	ETPT	ETPT	ETPT
Emplois rémunérés par l'opérateur :	85	85	82	82
- sous plafond	61	61	63	63
- hors plafond	24	24	19	19
<i>dont contrats aidés</i>	23	23	19	19
Autres emplois en fonction dans l'opérateur :		56	62	62
- rémunérés par l'État par d'autres programmes		56	62	62

(1) La réalisation 2014 reprend la présentation du RAP 2014.

(2) LFI ou LFR le cas échéant.

Le plafond des emplois rémunérés par l'opérateur est de 63 ETPT en PLF 2016, constant par rapport à la LFI 2015.

Le plafond des emplois de l'opérateur rémunérés sur le titre 2 du ministère chargé de la culture reste constant entre la LFI 2015 et le PLF 2016 (62 ETPT).

Musée d'Orsay et musée de l'Orangerie

L'établissement public administratif du musée d'Orsay et du musée de l'Orangerie (EPMOO) regroupe le musée d'Orsay, le musée Hébert et le musée de l'Orangerie des Tuileries (collection Walter Guillaume et Nymphéas de Claude Monet). Sa mission première est de présenter au public, en les situant dans leur perspective historique, les œuvres représentatives de la production artistique de la deuxième moitié du XIXe siècle et des premières années du XXe siècle, ainsi que les collections dont le musée national de l'Orangerie des Tuileries a la garde. Il est chargé de conserver, protéger et restaurer pour le compte de l'État les biens culturels inscrits sur ses inventaires ainsi que sur ceux du musée du Louvre dont il a la garde.

L'établissement est le siège du « département d'Orsay » au sens de l'article R. 422-1 du code du Patrimoine qui, à la demande du directeur général des patrimoines, remplit dans son champ de compétence des missions d'étude, de recherche et de conseil dans le domaine de l'histoire de l'art et de conservation des œuvres.

Action de rattachement

L'établissement est rattaché à l'action 3 « Patrimoine des musées de France » du programme 175.

Il concourt aux objectifs de performance de ce programme : améliorer la connaissance et la conservation des patrimoines, accroître l'accès du public au patrimoine national, élargir les sources d'enrichissement des patrimoines publics, ainsi qu'aux indicateurs associés. Il participe en outre à la réalisation de l'objectif « favoriser un accès équitable à la culture notamment grâce au développement de l'éducation artistique et culturelle » du programme 224 « Transmission des savoirs et démocratisation de la culture ».

Contractualisation et orientations stratégiques

Le contrat d'objectifs et de performance de l'établissement pour 2014-2017 a été présenté pour approbation au conseil d'administration du 27 novembre 2014.

Ce contrat s'inscrit dans le cadre de la lettre de mission du président de l'établissement public et du budget pluriannuel triennal 2015-2017. Il s'organise autour des axes suivants :

- en matière de collections, poursuivre le récolement et les ambitions des musées en matière d'expositions temporaires. Le projet structurant pour la période est celui de la rénovation du Médián Seine du musée d'Orsay, dont le calendrier de réalisation sera établi en fonction des disponibilités budgétaires ;
- en matière de publics, maintien de la fréquentation à un niveau élevé (4,1 millions de visiteurs annuels) tout en mettant l'accent sur le développement de l'accueil des publics prioritaires pour le ministère chargé de la culture (moins de 18 ans, publics spécifiques, personnes handicapées, etc.) ;
- en matière de gestion, maîtrise de la dépense publique, notamment en matière de fonctionnement et de production culturelle, et développement des ressources propres ;

Le projet scientifique et culturel de l'établissement a été approuvé par le conseil d'administration du 29 novembre 2012. Ce projet, qui souligne les liens entre les trois musées nationaux réunis au sein de l'établissement, définit les grandes lignes poursuivies par l'EPMOO en matière de mise en valeur, de gestion et d'enrichissement des collections aussi bien qu'en matière de politique scientifique ou des publics.

Le schéma pluriannuel de stratégie immobilière de l'établissement a été approuvé par le conseil d'administration du 29 novembre 2012. Le parc immobilier comprend l'ancienne gare d'Orsay et l'Orangerie des Tuileries, le bâtiment du musée Hébert appartenant à l'établissement public de la Réunion des musées nationaux et du Grand Palais des Champs-Élysées, ainsi que des bureaux loués rue de Rome (l'EPMOO ayant déménagé une partie de ses bureaux afin de se conformer aux préconisations de France Domaine). En 2010-2011, d'importants travaux de sécurité et de réaménagement ont été réalisés pour gagner de nouveaux espaces de présentation des collections (Pavillon amont, médián Lille). La rénovation complète du 5e étage, où se trouvent les œuvres les plus prestigieuses, a permis d'améliorer sensiblement la qualité de visite et d'accueil du public grâce à la refonte de la muséographie et à l'aménagement du café Campana. En 2012, les travaux de rénovation de l'auditorium ont été réalisés, tandis qu'un nouveau lieu de restauration rapide a été aménagé (café de l'Ours). En 2013, les salles du rez-de-chaussée (salles Luxembourg) et la librairie ont été réaménagées. En 2014, la mise aux normes des équipements électriques s'est poursuivie. Le parachèvement de la rénovation des espaces muséographiques du musée d'Orsay continue en 2015 (Médián Seine).

La stratégie pluriannuelle d'achats de l'établissement, assortie d'objectifs chiffrés sur la période 2015-2017, a fait l'objet d'une présentation devant le conseil d'administration le 27 novembre 2014, conformément aux orientations interministérielles en vigueur.

Présentation du budget 2015 / justification au premier euro

Le budget initial (BI) 2015 s'établit à 45,75M€ en recettes et à 39,35 M€ en dépenses. Il dégage un résultat prévisionnel excédentaire de 6,40 M€ et une capacité d'autofinancement de 7,95 M€. En recettes, outre l'attribution

Patrimoines

Programme n° 175 | OPÉRATEURS

d'une subvention de 0,26 M€ au titre de la participation de l'État au financement des emplois d'avenir, le BI 2015 est marqué par une baisse de la subvention pour charges de service public (7,76 M€, soit -18 %). Cette diminution ne conduit cependant pas à un recul du niveau d'activité de l'établissement du fait du dynamisme de ses ressources propres (24,78 M€ prévus pour la billetterie, soit 66 % des ressources propres et 54 % des recettes totales, 5 M€ pour les expositions internationales dont 3,3 M€ correspondant aux contreparties des prêts des collections nationales au musée d'Abu Dhabi) et de la maîtrise des dépenses de fonctionnement.

Indicateurs	BI 2015
Part des charges de personnel / charges du compte de résultat	32,58 %
Part de la subvention de l'État dans les charges du compte de résultat	21,72 %
Coût d'un jour de fonctionnement	101 233 €
Part de l'investissement pris en charge par l'État	0%

Perspectives 2016

L'établissement public du musée d'Orsay et du musée de l'Orangerie poursuivra en 2016 les efforts accomplis tant en matière de développement des ressources propres que de maîtrise des dépenses de fonctionnement.

Une programmation riche et variée à Orsay (« *Le Douanier Rousseau, la naïveté archaïque* », « *Charles Gleyre (1806-1874)* », « *Jan Toorop (1858-1928) et l'Art nouveau hollandais* », « *Splendeurs et misères. Images de la prostitution en France 1850-1910* ») comme à l'Orangerie (« *Qui a peur des femmes photographes ?* », « *Apollinaire : le regard du poète* », « *The Age of Anxiety. Les peintres américains 1930-1942* ») devrait permettre le maintien d'un niveau élevé de fréquentation. Les réflexions sur la rénovation des salles du Médián Seine et la création de nouveaux espaces muséographiques se poursuivront.

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Programme intéressé ou nature de la dépense	Réalisation 2014		LFI 2015		PLF 2016	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
175 / Patrimoines	9 270	9 270	8 268	8 268	8 199	8 199
Subventions pour charges de service public	8 867	8 867	8 268	8 268	8 199	8 199
Dotations en fonds propres	403	403				
Total	9 270	9 270	8 268	8 268	8 199	8 199

NB : L'évolution de la subvention pour charges de service public entre la LFI 2015 et le PLF 2016 provient du transfert de la masse salariale sur le titre 2 du ministère correspondant à la titularisation d'agents contractuels dans le cadre de la mise en œuvre de la loi n°2012-347 du 12 mars 2012, dite « Sauvadet » (cf. ci-après sur les emplois de l'opérateur).

BUDGET INITIAL 2015 DE L'OPÉRATEUR

Compte de résultat

(en milliers d'euros)

Charges	Compte financier 2014 (1)	Budget initial 2015	Produits	Compte financier 2014 (1)	Budget initial 2015
Personnel	11 564	12 040	Ressources de l'État	9 025	8 024
<i>dont charges de pensions civiles</i>	571	550	- subventions de l'État	9 025	8 024
Fonctionnement	27 257	27 310	- ressources fiscales		
Intervention			Autres subventions		
			Ressources propres et autres	39 108	37 730
Total des charges	38 821	39 350	Total des produits	48 133	45 754
Résultat : bénéfice	9 312	6 404	Résultat : perte		
Total : équilibre du CR	48 133	45 754	Total : équilibre du CR	48 133	45 754

(1) voté

Tableau de financement abrégé

(en milliers d'euros)

Emplois	Compte financier 2014 (1)	Budget initial 2015	Ressources	Compte financier 2014 (1)	Budget initial 2015
Insuffisance d'autofinancement			Capacité d'autofinancement	10 733	7 954
Investissements	9 927	10 440	Ressources de l'État	403	
Remboursement des dettes financières			Autres subv. d'investissement et dotations		
			Autres ressources	30	
			Augmentation des dettes financières	96	
Total des emplois	9 927	10 440	Total des ressources	11 262	7 954
Apport au fonds de roulement	1 335		Prélèvement sur le fonds de roulement		2 486

(1) voté

DÉPENSES 2015 DE L'OPÉRATEUR PAR DESTINATION

Avertissement : les dépenses 2015 présentées par destination n'incluent pas les charges non décaissables comme les amortissements et les dépréciations d'actifs.

(En milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement	Intervention	Investissement	Total
	12 040	24 910		10 440	47 390
Total	12 040	24 910		10 440	47 390

Patrimoines

Programme n° 175 | OPÉRATEURS

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2014 (1)		LFI 2015 (2)	PLF 2016
	ETP	ETPT	ETPT	ETPT
Emplois rémunérés par l'opérateur :	229	229	228	232
- sous plafond	208	208	204	208
- hors plafond	21	21	24	24
<i>dont contrats aidés</i>	17	17	20	20
Autres emplois en fonction dans l'opérateur :		423	451	467
- rémunérés par l'État par d'autres programmes		423	451	467

(1) La réalisation 2014 reprend la présentation du RAP 2014.

(2) LFI ou LFR le cas échéant.

Deux transferts d'emplois sont opérés au PLF du titre 3 (-2 ETPT) vers le titre 2 du ministère chargé de la culture (+2 ETPT). Ils font suite à la titularisation d'agents contractuels dans le cadre de la mise en œuvre de la loi n°2012-347 du 12 mars 2012, dite « Sauvadet ». Ces emplois bénéficient toujours à l'opérateur.

Dans le cadre de la politique d'accueil des publics prioritaires (groupes scolaires et publics les plus éloignés de la culture) le jour de fermeture hebdomadaire (mesure concernant le musée du Louvre, Versailles et le musée d'Orsay), des emplois sont par ailleurs créés pour assurer l'augmentation de l'amplitude d'ouverture de l'établissement (+6 ETPT sur le titre 3 et +14 ETPT sur le titre 2 du ministère chargé de la culture).

Musée du Louvre

L'établissement public du musée du Louvre a pour missions la conservation, la protection, la restauration et la présentation aux publics des collections nationales dont il a la garde. Il contribue à l'enrichissement de ces collections, à leur étude scientifique et à leur rayonnement, en France comme à l'étranger.

Le musée du Louvre comprend actuellement huit « grands départements » qui remplissent dans leur champ de compétence des missions d'étude, de recherche et de conseil dans le domaine de l'histoire de l'art et de la conservation des œuvres : départements des antiquités grecques, étrusques et romaines, des antiquités égyptiennes, des antiquités orientales, des peintures, des sculptures du Moyen Âge, de la Renaissance et des Temps modernes, des objets d'art du Moyen Âge, de la Renaissance et des Temps modernes, des arts graphiques et des arts de l'Islam.

Conformément à son statut, l'établissement assure également la gestion du musée national Eugène Delacroix et du domaine national des Tuileries.

Action de rattachement

L'établissement est rattaché à l'action 3 « Patrimoine des musées de France » et à l'action 1 « Patrimoine monumental » du programme 175. Il concourt aux objectifs de performance de ce programme : accroître l'accès du public au patrimoine national, élargir les sources d'enrichissement des patrimoines publics, améliorer la connaissance et la conservation des patrimoines, ainsi qu'aux indicateurs associés.

L'activité du musée s'inscrit également dans les objectifs du programme 186 « Recherche culturelle et culture scientifique » et dans les orientations du programme 224 « Transmission des savoirs et démocratisation de la culture » et plus particulièrement son objectif de « favoriser un accès équitable à la culture notamment grâce au développement de l'éducation artistique et culturelle ».

Contractualisation et orientations stratégiques

Le contrat d'objectif et de performance 2015-2019 a été présenté et approuvé au conseil d'administration de l'établissement le 27 mars 2015. Les axes qui y sont développés sont les suivants : « accueillir les publics et

transmettre l'offre culturelle » ; « enrichir, conserver, rechercher et diffuser les collections » ; « entretenir le patrimoine du musée du Louvre, le valoriser et le sécuriser » et « moderniser et faire évoluer la gouvernance ».

Le schéma pluriannuel de stratégie immobilière a été approuvé par le conseil d'administration du 25 novembre 2011. Une actualisation du document pour la période 2016-2020 est en cours de rédaction et sera présentée fin 2015.

La stratégie d'achats de l'établissement pour la période 2015-2017, assortie d'objectifs chiffrés, a fait l'objet d'une présentation devant le conseil d'administration le 28 novembre 2014.

Présentation du budget 2015 / justification au premier euro

Les dépenses de fonctionnement sont contenues en 2015, en progression de moins de 1 % par rapport au budget initial 2014 (+1,1 M€). Le musée prévoit en 2015 une hausse de ses recettes à hauteur de +1,9 M€ par rapport au budget initial 2014.

La section d'investissement est en augmentation de 13,1 M€ par rapport au budget initial 2014. Cette progression importante reflète la mise en œuvre du projet de rénovation des espaces d'accueil sous pyramide et le lancement du projet du centre de réserves externalisé à Lens.

Indicateurs	BI 2015
Part des charges de personnel / charges du compte de résultat	62,33 %
Part de la subvention de l'État dans les charges du compte de résultat	50,79 %
Coût d'un jour de fonctionnement	486 850 €
Part de l'investissement pris en charge par l'État	20,15 %

Perspectives 2016

Le Louvre maintiendra en 2016 ses efforts en matière de développement de ses ressources propres, notamment au moyen d'une programmation culturelle attractive (expositions Hubert Robert et Edme Bouchardon) et de la maîtrise de ses dépenses de fonctionnement.

Le musée poursuivra également la rénovation du palais, notamment sur le plan technique (schéma directeur incendie, schéma directeur accessibilité, schéma directeur énergie...), ainsi que les travaux d'entretien du jardin des Tuileries.

Le projet « Pyramide » se poursuivra afin de faciliter l'accès des visiteurs au musée et d'améliorer leur accueil et les conditions de visite.

Par ailleurs, le projet de construction d'un centre de réserves à Lens se poursuivra, afin de respecter les règles de la préfecture de police relatives aux réserves situées en zone inondable.

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Programme intéressé ou nature de la dépense	Réalisation 2014		LFI 2015		PLF 2016	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
175 / Patrimoines	105 627	102 279	98 405	102 005	99 650	99 650
Subventions pour charges de service public	90 424	90 424	91 226	91 226	92 471	92 471
Dotations en fonds propres	15 203	11 855	7 179	10 779	7 179	7 179
Total	105 627	102 279	98 405	102 005	99 650	99 650

NB : L'évolution de la dotation du programme 175 « Patrimoines » entre LFI 2015 et PLF 2016 tient compte de la fin de la subvention par le programme 175 des investissements de l'établissement ; qui représentait 3,6 M€ en CP en LFI 2015.

Patrimoines

Programme n° 175 | OPÉRATEURS

BUDGET INITIAL 2015 DE L'OPÉRATEUR

Compte de résultat

(en milliers d'euros)

Charges	Compte financier 2014 (1)	Budget initial 2015	Produits	Compte financier 2014 (1)	Budget initial 2015
Personnel	108 348	110 762	Ressources de l'État	90 434	90 255
<i>dont charges de pensions civiles</i>	21 673	22 612	- subventions de l'État	90 434	90 255
Fonctionnement	82 888	80 421	- ressources fiscales		
Intervention			Autres subventions	1 149	802
			Ressources propres et autres	103 617	106 237
Total des charges	191 236	191 183	Total des produits	195 200	197 294
Résultat : bénéfice	3 964	6 111	Résultat : perte		
Total : équilibre du CR	195 200	197 294	Total : équilibre du CR	195 200	197 294

(1) voté

Tableau de financement abrégé

(en milliers d'euros)

Emplois	Compte financier 2014 (1)	Budget initial 2015	Ressources	Compte financier 2014 (1)	Budget initial 2015
Insuffisance d'autofinancement			Capacité d'autofinancement	8 274	11 400
Investissements	34 360	49 216	Ressources de l'État	11 870	9 917
Remboursement des dettes financières	210		Autres subv. d'investissement et dotations		1 405
			Autres ressources	7 702	4 966
			Augmentation des dettes financières		
Total des emplois	34 570	49 216	Total des ressources	27 846	27 688
Apport au fonds de roulement			Prélèvement sur le fonds de roulement	6 724	21 528

(1) voté

DÉPENSES 2015 DE L'OPÉRATEUR PAR DESTINATION

Avertissement : les dépenses 2015 présentées par destination n'incluent pas les charges non décaissables comme les amortissements et les dépréciations d'actifs.

(En milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement	Intervention	Investissement	Total
Axe 1: Accueillir, transmettre, fidéliser	312	12 421		14 633	27 366
Axe 2: Enrichir, conserver, rechercher, diffuser		3 314		8 526	11 840
Axe 3: Rénover, agrandir, sécuriser		39 097		23 558	62 655
Axe 4: adapter, moderniser, optimiser	110 451	12 107		2 498	125 056
Total	110 763	66 939		49 215	226 917

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2014 (1)		LFI 2015 (2)	PLF 2016
	ETP	ETPT	ETPT	ETPT
Emplois rémunérés par l'opérateur :	2 049	2 049	2 117	2 127
- sous plafond	1 939	1 939	1 996	2 006
- hors plafond	110	110	121	121
<i>dont contrats aidés</i>	53	53	58	58

(1) La réalisation 2014 reprend la présentation du RAP 2014.

(2) LFI ou LFR le cas échéant.

Le plafond des emplois rémunérés par l'opérateur s'établit à 2006 ETPT en PLF 2016 (+10 ETPT par rapport à la LFI 2015) pour assurer l'augmentation de l'amplitude d'ouverture de l'établissement, dans le cadre de la politique d'accueil des publics prioritaires (groupes scolaires et publics les plus éloignés de la culture) le jour de fermeture hebdomadaire (mesure concernant le musée du Louvre, Versailles et le musée d'Orsay).

Musée Guimet

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Programme intéressé ou nature de la dépense	Réalisation 2014		LFI 2015		PLF 2016	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
175 / Patrimoines	4 877	4 877	4 871	4 871	4 837	4 837
Subventions pour charges de service public	3 743	3 743	3 856	3 856	3 822	3 822
Dotations en fonds propres	1 134	1 134	1 015	1 015	1 015	1 015
Total	4 877	4 877	4 871	4 871	4 837	4 837

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2014 (1)		LFI 2015 (2)	PLF 2016
	ETP	ETPT	ETPT	ETPT
Emplois rémunérés par l'opérateur :	56	56	59	58
- sous plafond	56	56	55	54
- hors plafond	0	0	4	4
<i>dont contrats aidés</i>			4	
Autres emplois en fonction dans l'opérateur :		108	113	111
- rémunérés par l'État par d'autres programmes		108	113	111

(1) La réalisation 2014 reprend la présentation du RAP 2014.

(2) LFI ou LFR le cas échéant.

Le plafond des emplois rémunérés par l'opérateur s'élève à 54 ETPT pour le PLF 2016. Un transfert d'emplois est opéré au PLF 2016 du titre 3 (-1 ETPT) vers le titre 2 du ministère chargé de la culture (+1 ETPT). Il fait suite à la titularisation d'un agent contractuel dans le cadre de la mise en œuvre de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012, dite « Sauvadet ». Cet emploi bénéficie toujours à l'opérateur.

Le plafond des emplois de l'opérateur rémunérés par l'État s'élève à 111 ETPT au PLF 2016, soit -2 ETPT par rapport à la LFI 2015, correspondant au solde des transferts intervenus au cours de l'exercice 2015.

Patrimoines

Programme n° 175 | OPÉRATEURS

Musée Henner

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Programme intéressé ou nature de la dépense	Réalisation 2014		LFI 2015		PLF 2016	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
175 / Patrimoines	390	390	366	366	416	416
Subventions pour charges de service public	297	297	316	316	366	366
Dotations en fonds propres	93	93	50	50	50	50
Total	390	390	366	366	416	416

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2014 (1)		LFI 2015 (2)	PLF 2016
	ETP	ETPT	ETPT	ETPT
Emplois rémunérés par l'opérateur :	2	2	2	3
- sous plafond	2	2	2	3
Autres emplois en fonction dans l'opérateur :		3	5	5
- rémunérés par l'État par d'autres programmes		3	5	5

(1) La réalisation 2014 reprend la présentation du RAP 2014.

(2) LFI ou LFR le cas échéant.

Le plafond des emplois rémunérés par l'opérateur est relevé de +1 ETPT en PLF 2016 par rapport à la LFI 2015 afin d'assurer la réouverture du musée prévue au premier trimestre 2016.

Le plafond des emplois de l'opérateur rémunérés par l'État est identique en PLF 2016 à la LFI 2015 (5 ETPT).

Musée Moreau

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Programme intéressé ou nature de la dépense	Réalisation 2014		LFI 2015		PLF 2016	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
175 / Patrimoines	235	470	286	286	222	222
Subventions pour charges de service public	235	235	286	286	222	222
Dotations en fonds propres		235				
Total	235	470	286	286	222	222

NB : l'évolution de la subvention pour charges de service public en PLF 2016 par rapport à la LFI 2015 correspond au transfert de la masse salariale afférente à la titularisation de deux agents contractuels dans le cadre de la mise en œuvre de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012, dite « Sauvadet ». Ces emplois bénéficient toujours à l'opérateur.

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2014 (1)		LFI 2015 (2)	PLF 2016
	ETP	ETPT	ETPT	ETPT
Emplois rémunérés par l'opérateur :	4	4	3	1
- sous plafond	4	4	3	1
Autres emplois en fonction dans l'opérateur :		16	17	24
- rémunérés par l'État par d'autres programmes		16	17	24

(1) La réalisation 2014 reprend la présentation du RAP 2014.

(2) LFI ou LFR le cas échéant.

Un transfert d'emplois est opéré au PLF 2016 du titre 3 (-2 ETPT) vers le titre 2 du ministère chargé de la culture (+2 ETPT). Il fait suite à la titularisation de deux agents contractuels dans le cadre de la mise en œuvre de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012, dite « Sauvadet ». Ces emplois bénéficient toujours à l'opérateur.

Par ailleurs, par rapport à la LFI 2015, le plafond d'emplois de l'opérateur rémunérés par le titre 2 du ministère chargé de la culture est relevé de +5 ETPT en vue la réouverture du musée Henner, prévue au premier trimestre 2016, dans le cadre du rapprochement entre les deux établissements.

Musée Picasso

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Programme intéressé ou nature de la dépense	Réalisation 2014		LFI 2015		PLF 2016	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
175 / Patrimoines	5 588	5 588	4 060	4 060	3 810	3 810
Subventions pour charges de service public	4 888	4 888	3 522	3 522	3 522	3 522
Dotations en fonds propres	700	700	538	538	288	288
Total	5 588	5 588	4 060	4 060	3 810	3 810

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2014 (1)		LFI 2015 (2)	PLF 2016
	ETP	ETPT	ETPT	ETPT
Emplois rémunérés par l'opérateur :	34	34	46	47
- sous plafond	31	31	38	39
- hors plafond	3	3	8	8
<i>dont contrats aidés</i>	3	3	8	8
Autres emplois en fonction dans l'opérateur :		44	65	70
- rémunérés par l'État par d'autres programmes		44	65	70

(1) La réalisation 2014 reprend la présentation du RAP 2014.

(2) LFI ou LFR le cas échéant.

Au titre du renforcement des équipes d'accueil et de surveillance du musée dans un contexte de fréquentation élevée, le plafond d'emplois de l'opérateur est relevé en PLF 2016 par rapport à la LFI 2015 de +1 ETPT en PLF 2016 pour les emplois rémunérés par l'établissement, et de +5 ETPT pour les emplois rémunérés sur le titre 2 du ministère chargé de la culture.

Rmn- Grand Palais - Réunion des musées nationaux et du Grand Palais des Champs Elysées

La Réunion des musées nationaux et du Grand Palais des Champs-Élysées (RMN-GP), établissement public national à caractère industriel et commercial, a notamment pour missions :

- de contribuer à la connaissance et à la diffusion des collections des musées, en premier lieu de celles des musées nationaux, en les présentant dans les expositions et les événements ;
- d'éditer et de diffuser des ouvrages et des produits dérivés liés notamment aux collections nationales et d'en assurer la diffusion commerciale ;
- d'acquérir pour le compte de l'État des biens culturels destinés à faire partie des collections nationales ;
- d'apporter son concours à la procédure d'achat de trésors nationaux ou d'œuvres présentant un intérêt majeur pour le patrimoine national ;
- de constituer une photothèque universelle regroupant les reproductions photographiques des collections de l'État et d'en assurer la conservation, la valorisation et la diffusion numérique ;
- d'assurer l'accueil du public et de percevoir les droits d'entrée dans les musées nationaux dotés ou non de la personnalité juridique, d'exploiter leurs espaces commerciaux et contribuer au développement de leur fréquentation ;
- de conserver, protéger, aménager, restaurer et mettre en valeur l'ensemble immobilier dénommé « Grand Palais » et d'animer, de promouvoir et d'exploiter ces espaces.

Action de rattachement

La RMN-GP est rattachée à l'action 3 « Patrimoine des musées de France » du programme 175 « Patrimoines ». Elle concourt aux objectifs de performance de ce programme et aux indicateurs associés.

Contractualisation et orientations stratégiques

Le premier contrat de performance de l'établissement (créé dans sa forme actuelle en 2011) a été adopté par le conseil d'administration en juin 2013. Ce contrat de performance 2013-2015 se fonde sur le bilan des deux premières années d'existence de l'établissement et se concentre autour de cinq axes structurants pour l'avenir que sont :

- la place du Grand-Palais dans la stratégie de l'établissement ;
- l'articulation entre les missions subventionnées et les activités commerciales au sein de la RMN-GP ;
- les relations avec les musées nationaux à statut de service à compétence nationale (SCN) ;
- la modernisation de l'établissement ;
- la préparation du lancement du schéma directeur de rénovation du Grand-Palais.

Le schéma pluriannuel de stratégie immobilière de l'établissement a été approuvé par le conseil d'administration du 13 décembre 2012. Il a fait l'objet d'une actualisation lors des conseils d'administration du 12 décembre 2013 et du 18 décembre 2014.

La stratégie d'achats de l'établissement pour la période 2015-2017, assortie d'objectifs chiffrés, a fait l'objet d'une présentation devant le conseil d'administration du 18 décembre 2014.

En matière de stratégie d'investissement, les réflexions sur le projet de restauration voire de réaménagement du Grand Palais se poursuivent. Le conseil d'administration du 15 décembre 2011 s'était prononcé favorablement sur ce projet. En 2014, l'équipe du cabinet d'architecture LAN a été sélectionné par la RMN-GP dans la perspective d'assurer la maîtrise d'œuvre relative à l'aménagement du site. En prémisses de ce projet, des travaux urgents sur le Grand Palais ont été lancés en 2015.

Concernant le partenariat de la Rmn-GP avec les musées SCN, 2014 a été marquée par la signature d'une convention cadre définissant les modalités opérationnelles du partenariat entre la Rmn-GP et les 11 musées SCN auprès desquels elle exerce la gestion mutualisée de certaines missions de service public.

Présentation du budget 2015 / justification au premier euro

Le budget initial 2015 présente un résultat déficitaire de -0,2 M€ (contre +2,1 M€ au budget initial 2014), permettant de dégager une capacité d'autofinancement de 7,5 M€ (contre 9,9 M€ au budget initial 2014).

Sur fond d'un palier général de la fréquentation constaté pour l'établissement, ce résultat attendu est essentiellement lié à une prévision de moindre recettes de la boutique située sous la pyramide du Louvre, en raison de travaux exceptionnels qui doivent se poursuivre jusqu'en novembre 2016. Le site du Louvre contribue en effet habituellement pour un tiers au chiffre d'affaires de l'activité commerciale de la Rmn-GP.

Le budget initial 2015 est marqué par ailleurs par un solde positif en coûts complets des activités concurrentielles, qui s'établit à 1,0 M€ hors effet CICE.

Indicateurs	BI 2015
Part des charges de personnel / charges du compte de résultat	41,01 %
Part de la subvention de l'État dans les charges du compte de résultat	14,43 %
Coût d'un jour de fonctionnement	396 923 €
Part de l'investissement pris en charge par l'État	27,33 %

Perspectives 2016

L'établissement poursuivra en 2016 sa politique de maîtrise des dépenses et cherchera à maintenir à un haut niveau ses recettes culturelles et commerciales.

La programmation proposée au Grand-Palais combine une programmation attirant le grand public à des manifestations plus exigeantes en matière d'art contemporain ou de photographie (*Seydou Keita*). Une nouvelle édition de *Monumenta* sera organisée sous la nef.

S'agissant des musées nationaux à statut de SCN, neuf expositions seront organisées.

Des travaux urgents de sécurité seront mis en œuvre dans les Galeries nationales.

L'année 2016 est également la deuxième année de mise en œuvre de la convention entre la RMN-GP et les musées nationaux à statut de SCN, exécutoire depuis le 7 janvier 2015. Ce partenariat avec les musées SCN devrait se prolonger par la préparation de conventions bilatérales déclinant en cas de besoin le nouveau cadre général de la convention-cadre aux spécificités de chaque musée.

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Programme intéressé ou nature de la dépense	Réalisation 2014		LFI 2015		PLF 2016	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
175 / Patrimoines	20 597	20 597	24 594	24 194	32 119	25 550
Subventions pour charges de service public	19 664	19 664	20 594	20 594	20 550	20 550
Dotations en fonds propres			4 000	3 600	11 569	5 000
Transferts	933	933				
131 / Création	500	500				
Transferts	500	500				

Patrimoines

Programme n° 175 | OPÉRATEURS

(en milliers d'euros)

Programme intéressé ou nature de la dépense	Réalisation 2014		LFI 2015		PLF 2016	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
186 / Recherche culturelle et culture scientifique	58	58				
Transferts	58	58				
Total	21 155	21 155	24 594	24 194	32 119	25 550

BUDGET INITIAL 2015 DE L'OPÉRATEUR

Compte de résultat

(en milliers d'euros)

Charges	Compte financier 2014 (1)	Budget initial 2015	Produits	Compte financier 2014 (1)	Budget initial 2015
Personnel	58 179	59 416	Ressources de l'État	24 235	20 911
<i>dont charges de pensions civiles</i>	358	0	- subventions de l'État	24 235	20 911
Fonctionnement	123 143	108 564	- ressources fiscales		
Intervention			Autres subventions	2 009	4 804
			Ressources propres et autres	154 534	142 017
Total des charges	181 322	167 980	Total des produits	180 778	167 732
Résultat : bénéfice			Résultat : perte	544	248
Total : équilibre du CR	181 322	167 980	Total : équilibre du CR	181 322	167 980

(1) voté

Tableau de financement abrégé

(en milliers d'euros)

Emplois	Compte financier 2014 (1)	Budget initial 2015	Ressources	Compte financier 2014 (1)	Budget initial 2015
Insuffisance d'autofinancement			Capacité d'autofinancement	7 082	7 480
Investissements	11 949	128	Ressources de l'État		
Remboursement des dettes financières			Autres subv. d'investissement et dotations		3 498
			Autres ressources	2 660	
			Augmentation des dettes financières		
Total des emplois	11 949	128	Total des ressources	9 742	10 978
Apport au fonds de roulement		10 850	Prélèvement sur le fonds de roulement	2 207	

(1) voté

L'écart entre les crédits votés en LFI 2015 sur le programme 175 « Patrimoines » et les subventions de l'État inscrites sur le compte 741 du compte de résultat prévisionnel 2015 de l'opérateur s'explique par :

- l'application de la mise en réserve de précaution (969 k€ en AE=CP) ;
- un retrait sur subvention pour charges de service public (220 k€ en AE=CP), correspondant à une refacturation de personnels du département des acquisitions mis à disposition du service des musées de France du ministère chargé de la culture.

La subvention nette inscrite au budget de l'établissement s'établit ainsi à 20,91 M€.

Au-delà de la subvention pour charge de service public et de la subvention destinée aux acquisitions (969 k€), la Rmn-GP perçoit plusieurs subventions fléchées :

- au titre de l'opération « Portes du Temps » (10 k€) ;
- pour financer des projets photographiques et multimédias (65 k€) ;
- pour financer des éditions scientifiques (69 k€).

— DÉPENSES 2015 DE L'OPÉRATEUR PAR DESTINATION

Avertissement : les dépenses 2015 présentées par destination n'incluent pas les charges non décaissables comme les amortissements et les dépréciations d'actifs.

(En milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement	Intervention	Investissement	Total
Patrimoine des musées	59 846	85 031		12 564	157 441
Total	59 846	85 031		12 564	157 441

— CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2014 (1)		LFI 2015 (2)	PLF 2016
	ETP	ETPT	ETPT	ETPT
Emplois rémunérés par l'opérateur :	1 096	1 096	1 102	1 097
- sous plafond	941	941	977	972
- hors plafond	155	155	125	125
<i>dont contrats aidés</i>	52	52	58	
Autres emplois en fonction dans l'opérateur :		18	18	18
- rémunérés par l'État par d'autres programmes		18	18	18

(1) La réalisation 2014 reprend la présentation du RAP 2014.

(2) LFI ou LFR le cas échéant.

Le plafond des emplois rémunérés par l'opérateur est de 972 ETPT au PLF 2016, soit -5 ETPT par rapport à la LFI 2015, évolution correspondant à :

- la contribution de l'opérateur à la maîtrise de l'emploi public (-4 ETPT) ;
- au transfert d'un emploi du titre 3 de l'opérateur vers le titre 2 du ministère chargé de la culture, agent mis à disposition par l'opérateur sur un emploi permanent au service des musées de France et qui a vocation, suite à son départ, à être remplacé par un titulaire de l'État.

— CONTRIBUTION À LA RÉALISATION DES DÉPENSES D'AVENIR

PROGRAMMES D'INVESTISSEMENTS D'AVENIR DÉCIDÉS EN 2010 (PIA I)

En tant que bénéficiaire final

(en milliers d'euros)

Montant cumulé des crédits reçus au 31/12/2014 (1)	Consommation réalisée cumulée au 31/12/2014 (1)	Prévision de crédits reçus au titre de 2015 (2)	Prévision de consommation en 2015 (2)	Prévision de crédits à recevoir au titre de 2016 (3)	Prévision de consommation en 2016 (3)
724	932	275	275	275	275

(1) Somme des crédits encaissés / consommés par l'opérateur de 2010 à 2014 au titre des différents projets auxquels il participe (qu'il en soit le coordinateur ou non). Ces chiffres sont repris des RAP 2014.

(2) Prévision du montant des crédits encaissés / consommés par l'opérateur en 2015. Ces chiffres sont repris des PAP 2015.

(3) Prévision du montant des crédits encaissés / consommés par l'opérateur en 2016 (entre le 01/01/2016 et le 31/12/2016).